





## AFRIQUE

### Rhodésie

#### Le Vatican exprime son «amertume» après la condamnation de Mgr Lamont

La condamnation à dix ans de travaux forcés pour «non-déclaration de guérillas» de l'évêque d'Umtali (Rhodésie), Mgr Donald Lamont (le Monde du 2 octobre), suscite de vives réactions dans le monde. Le Saint-Siège, dans un communiqué publié le vendredi 1<sup>er</sup> octobre, exprime «sa surprise et son amertume» et «s'élève contre une décision aussi grave qui frappe un pasteur plein de sagesse et de mérite pour un motif qui, on peut le dire sans hésitation, contre les principes de justice et d'humanité».

Le cardinal Balle, archevêque de Westminster, primate catholique de l'Angleterre, a manifesté sa «profonde inquiétude».

Mgr Lamont a fait appel vendredi au jugement. Il a également indiqué qu'il avait reçu, juste avant sa condamnation, un message du pape lui exprimant sa sympathie et son inquiétude à l'occasion de cet «événement malheureux».

MM. Schaefele et Rowlands rencontrent M. Machel

D'autre part, les consultations se poursuivent en vue de la réunion d'une conférence chargée de mettre en place un gouvernement de transition à Salisbury. MM. William Schaefele, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, et Ted Rowlands, secrétaire adjoint au Foreign Office, ont eu vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à Maputo, un entretien avec le président mozambicain, M. Samora Machel.

Avant de quitter Gaborone — capitale du Botswana, où il venait d'assister aux cérémonies marquant le dixième anniversaire de l'indépendance, M. Rowlands a confirmé qu'il était intervenu avec les présidents Kaunda (Zambie) et Khama (Botswana).

#### TOUT EST TRANQUILLE SAUF...

L'Office rhodésien d'information à Paris communique : «Il est peut-être intéressant pour vous de connaître les réactions de notre rhodésien aux derniers événements».

Dans le secteur rural, tout est tranquille, sauf naturellement la continuation de l'activité terroriste aux frontières.

Dans les zones tribales, nombreux sont ceux qui expriment leur soulagement de savoir que le gouvernement intérimaire reste blanc pour moitié.

Dans les secteurs urbains, tout est calme mais beaucoup semblent anxieux d'attendre leur mot à dire dans le choix d'un gouvernement responsable et se demandent pourquoi les Noirs qui entrent dans le gouvernement intérimaire doivent être choisis par des étrangers, tels que les représentants de Zambie, etc., et non par le peuple rhodésien. Il est fait référence à la commission Pearce et à l'insistance mise par la Grande-Bretagne pour que le peuple rhodésien soit consulté.

### Ouganda

LE PRÉSIDENT IDI AMIN DADA a subi, jeudi 30 septembre, une opération très réussie, a-t-il indiqué, vendredi, la radio ougandaise, qui ne donne aucune précision sur la nature de cette intervention chirurgicale. — (Reuters.)

**EXPOSITION D'OBJETS D'ART DE CHINE**

SAMEDI 2 au JEUDI 7 OCTOBRE de 10 heures à 21 heures à l'HOTEL GEORGE-V, 31, avenue George-V SALON LOUIS-XIII

**ivoires** SCULPTÉS DANS LA MASSE, ET **pierres dures**

SCULPTES : LAPIS-LAZULI, JADES, CORAUX, TURQUOISES, AMÉTHYSTES, ZOISITE RUBIS (Bouddha), MALACHITES, AGATES CORNÉLIENNES, etc...

Estimation GRATUITE d'ivoires et pierres dures

**PORCELAINE FINE**

## EUROPE

### Grande-Bretagne

#### Le congrès de Blackpool a mis à nu les profondes divisions des travaillistes

De notre correspondant

Blackpool. — Alors que le congrès travailliste terminait ses délibérations à Blackpool vendredi 1<sup>er</sup> octobre, le premier ministre, M. Callaghan, n'a pas craint de prédire que l'échec du mouvement travailliste profondément divisé. En majorité, les militants se sont prononcés pour la nationalisation des banques et des compagnies d'assurance. Ils se sont élevés contre les économies budgétaires. Ils ont protesté contre le contrôle des salaires. Ils ont réclamé une «économie de siège», idée que celle-ci ait été dénoncée avec véhémence par le chancelier de l'Échiquier lorsqu'il a eu l'occasion de parler, pendant quelques minutes, devant le congrès, jeudi après-midi.

Toutes les revendications formulées à Blackpool vont directement à l'encontre de la politique du gouvernement, qui ne manquera pas de les ignorer. Celui-ci doit tenir compte non seulement des réalités économiques et de la situation internationale, mais aussi de l'attitude de la grande majorité des électeurs, qui tient certes au maintien d'une politique sociale, mais qui refuse de pousser le pays sur la voie d'un régime «révolutionnaire socialiste» tel que l'envisagent les extrémistes du parti.

En dépit des apparences, le cabinet Callaghan ne se trouve pas dans une position aussi faible qu'on pourrait l'imaginer à la lecture du compte rendu du congrès. L'alliance du gouvernement et des plus puissants leaders syndicaux demeure. M. Jack Jones, secrétaire général de la Fédération des ouvriers spécialisés et des transports, n'a pas cédé le moindre bout de terrain devant les attaques de la gauche. Sur le plan politique, M. Michael Foot, ex-idole des révolutionnaires, se livre sans doute à quelques excentricités verbales, mais continue fidèlement de respecter la discipline collective du cabinet.

Que cela plaise ou non aux congressistes, l'avenir du parti britannique dépend pour une bonne part — dans l'immédiat tout au moins — de l'attitude de la communauté internationale. La crise financière de cette semaine va encore accroître les dettes déjà considérables du pays. M. Callaghan et Healey proclament que, à leur avis, le Fonds monétaire international n'approuvera pas de conditions inacceptables à un nouvel emprunt de 200 millions de livres. En fait, il est permis de penser que le gouvernement compte quand même sur l'assistance internationale pour imposer certaines règles de contrôle budgétaire que les dirigeants travaillistes n'ont pas proposé eux-mêmes.

La manœuvre est très délicate. A Whitehall, on sait très bien qu'un nouveau tour de vis est nécessaire pour rétablir un peu plus de confiance dans la livre. Mais il est tout aussi manifeste qu'une démarche trop spectaculaire placerait les dirigeants syndicaux dans une position impossible et risquerait de provoquer la chute du gouvernement. Dans d'autres pays et dans d'autres circonstances un tel changement pourrait offrir une solution. En Grande-Bretagne, à l'heure actuelle, la défaite du travaillisme conduirait sans doute à une confusion très dangereuse. Les conservateurs sont à l'heure actuelle aussi profondément impliqués que le Labour dans la politique économique. En outre, leur retour au pouvoir encouragerait immédiatement les syndicats à abandonner toute modération.

JEAN WETZ.

#### Avec le président Ford

#### M. LOUIS DE GUIRINGAUD A ÉVOQUÉ LA SITUATION EN AFRIQUE AUSTRALE ET LES RELATIONS FRANCO-AMÉRICAINES

Washington (A.F.P.). — Le ministre américain des affaires étrangères, M. Louis de Guiringaud, a eu, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, un entretien de près d'une heure avec le président de la République, M. Henry Kissinger, et de l'ambassadeur de France aux États-Unis, M. Jacques Kéroux-Morize. L'issue de cette rencontre, M. de Guiringaud a déclaré que la conversation avait porté sur les principaux problèmes internationaux, et notamment sur la situation en Afrique australe. Il a réaffirmé l'appui de la France aux initiatives prises par M. Kissinger pour parvenir à un règlement pacifique des problèmes rhodésien et namibien.

Répondant à une question relative à l'attitude des États-Unis sur la «prolifération nucléaire», M. de Guiringaud a fait ressortir que la position américaine ne pourrait pas gêner la vente à l'Afrique du Sud de deux centrales nucléaires, celles-ci étant destinées uniquement à produire de l'électricité et «n'ayant rien à voir avec l'atome militaire».

Le président Ford a exprimé, pour sa part, à son interlocuteur sa «satisfaction de l'amélioration des relations franco-américaines en raison des fréquentes consultations qu'il a eues avec le président Giscard d'Estaing ces dernières années».

Une déclaration publiée par la Maison Blanche souligne que M. Ford et M. de Guiringaud «ont réaffirmé l'intention des gouvernements français et américains de poursuivre une coopération : des consultations étroites».

● A l'occasion du 21<sup>e</sup> anniversaire de la République populaire de Chine, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, la Tchecoslovaquie, la Pologne et la Bulgarie ont, par le canal des journaux, exprimé le désir d'avoir à nouveau de bonnes relations avec Pékin, désir déjà affirmé par l'U.R.S.S. (le Monde du 3 octobre).

### Portugal

#### Les administrateurs militaires de la télévision sont démis de leurs fonctions

Lisbonne (A.F.P.). — Une crise vient d'éclater à la radiotélévision portugaise. Son nouveau président, le capitaine Tomas Rosa, ancien ministre du travail, proche de l'aile modérée du P.S. et du Parti populaire démocratique, vient en effet de démettre de leurs fonctions tous les administrateurs militaires de la R.T.P. Par solidarité, les autres militaires travaillant dans le secteur technique ou à la direction des programmes ont démissionné. La plupart, faisant partie de l'équipe mise en place par le président Ramalho Eanes lorsque celui-ci était responsable de l'information, un civil, M. Veloso Pereira, avait lui-même démissionné quelques jours auparavant parce qu'il doutait du «pluralisme» de l'information.

Les milieux de gauche considèrent qu'il s'agit là d'une mesure qui n'a rien de démocratique. L'hédo-madral O. Jorna assure, en outre, que le nouveau président préparait la réintégration de personnes écartées après le 25 avril 1974 pour avoir été trop liées à l'ancien régime.

#### Le gouvernement demande l'abrogation de la loi sur l'unicité syndicale

D'autre part, le gouvernement a demandé, le 30 septembre, à l'Assemblée d'abroger la loi sur l'unicité syndicale. L'adoption de cette mesure remettrait en cause le monopole de l'intersyndicale, fortement

influencée par des sympathisants du parti communiste.

Cette loi avait été adoptée en avril 1975 par les anciens dirigeants militaires de gauche, malgré l'opposition du parti socialiste (P.S.).

L'annonce de la demande d'abrogation de la loi est intervenue à l'issue d'une réunion de cabinet au cours de laquelle des mesures tendant à porter remède à la situation chaotique qui règne dans le domaine social ont été proposées. Le gouvernement a élaboré une liste d'instructions justifiant le licenciement immédiat des travailleurs. Cette liste va être soumise à l'approbation de l'Assemblée nationale. En termes de la législation actuelle, il est virtuellement impossible pour les entreprises de licencier des travailleurs. Les propositions adoptées par le cabinet prévoient que les travailleurs qui aient été licenciés sans raison sérieuse à leurs supérieurs pourront être renvoyés. Seront également passibles du renvoi l'absentéisme injustifié et répété, les dégâts causés aux biens des entreprises, les blessures physiques infligées à des personnes. Ces mesures constituent une nouvelle manifestation d'autorité du gouvernement minoritaire socialiste au pouvoir depuis deux mois. Celui-ci a déjà commencé à restituer à leurs propriétaires légitimes les terres illégalement occupées par les paysans.

(1) Dans son discours du 9 septembre, M. Mario Soares avait annoncé que cette loi allait être annulée.

### Espagne

#### Deux généraux hostiles à la politique de réforme sont mis à la retraite

Les mouvements d'opposition groupés dans la Coordination démocratique ont organisé, le vendredi 1<sup>er</sup> octobre, une journée de lutte dans la province de Madrid. Ils ont manifesté contre la mort d'un étudiant tué le 27 septembre apparemment par des éléments d'extrême droite. La région de Madrid compte 1 100 000 travailleurs. Les autorités affirment que 30 000 ouvriers seulement ont suivi le mot d'ordre de grève générale. Les organisations syndicales, elles, estiment à 100 000 environ le nombre de personnes qui ont cessé le travail.

Des affrontements ont eu lieu en fin de journée, et la police a procédé à plusieurs dizaines d'arrestations. En même temps, le gouvernement a décidé la mise à la retraite anticipée de deux officiers généraux connus pour leur hostilité à la politique de réforme.

De notre correspondant

Madrid. — Le roi d'Espagne, sur proposition du conseil des ministres, a signé, le 1<sup>er</sup> octobre, deux décrets mettant à la retraite anticipée les généraux Fernando de Santiago (premier vice-président du gouvernement jusqu'au 22 septembre) et Carlos Iniesta (membre du Conseil national, chef de file de l'extrême droite militaire aux Cortes).

Le général de Santiago avait démissionné du gouvernement parce qu'il n'était pas d'accord avec la réforme présentée par M. Enrique Cortés et d'un référendum le 22 septembre. Il a été remplacé par le général Manuel Gutiérrez-Mellado, connu pour ses opinions libérales en vigueur, qui ne reconnaît que les syndicats officiels. Ainsi serait ouverte la voie au pluralisme, voire à la légalisation des commissions ouvrières. Le vice-président démissionnaire, dans une lettre adressée à quelques-uns de ses compagnons

d'armes, a affirmé qu'il considérait que ce projet était anticonstitutionnel parce qu'il était incompatible avec l'un des principes fondamentaux du Mouvement national. D'autre part, l'éventuelle légalisation des commissions ouvrières serait, estime-t-il, une façon déguisée de légaliser le parti communiste.

Le général de Santiago s'opposait à la procédure du décret-loi, estimant que la réforme syndicale devait faire l'objet d'une décision des Cortes et d'un référendum. Le 22 septembre, il a été remplacé par le général Manuel Gutiérrez-Mellado, connu pour ses opinions libérales en vigueur, qui ne reconnaît que les syndicats officiels. Ainsi serait ouverte la voie au pluralisme, voire à la légalisation des commissions ouvrières. Le vice-président démissionnaire, dans une lettre adressée à quelques-uns de ses compagnons

Le 27 septembre, le général Iniesta publiait dans le quotidien El Alcázar (organe de la Confédération nationale des anciens combattants), une lettre ouverte au général de Santiago, intitulée : «Léon d'honneur et de poitrine».

Il écrivait notamment : «Ta fameuse décision de renoncer à la haute charge que tu exerçais ne pouvait pas nous étonner, car qu'était venu le moment où continuer de l'exercer aurait été incompatible avec le serment sacré que tu prononçais au moment d'y accéder. N'accusait-il pas ainsi implicitement de perfidie les autres ministres militaires ?

La décision du roi et de son gouvernement, dont le conseil supérieur de l'armée, réuni à Madrid, avait été informé la veille, semble montrer que le souverain et ses ministres ne sont pas disposés à tolérer la moindre velléité d'indiscipline dans les forces armées.

Et qu'ils sont résolus à mener à bien la réforme politique.

JOSE-ANTONIO NOVAIS.

● M. Francisco Aya Zaldúa, réfugié politique basque espagnol qui avait été condamné, le 2 septembre dernier, à trois ans de prison (dont deux avec sursis) pour participation à une extorsion de rançon réclamée par l'ETA, a vu sa peine confirmée, mercredi 29 septembre, par la cour d'appel de Pau. Il avait été appréhendé le 25 mai, dans un bar de Bayonne, au moment où il devait percevoir les fonds réclamés par l'Organisation autonome basque espagnole à un industriel d'Irun, M. José Legaz Uribe.

### Turquie

#### DEVANT L'AGGRAVATION DU CLIMAT POLITIQUE

#### M. Demirel menace de décréter l'état de siège

De notre correspondant

Ankara. — Un ouvrier et un étudiant tués en deux jours : le climat politique et social risque de s'aggraver davantage alors que le gouvernement a pris des mesures susceptibles de provoquer de vives réactions dans l'opposition. Le ministre de l'Intérieur a déclaré, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, le maire d'Ankara, M. Dalokay, membre du parti républicain, pour avoir encouragé la grève illégale des éboueurs de la municipalité et manqué de prendre des mesures qui s'imposaient pour sauvegarder l'hygiène publique. Le ministre a pris cette décision en invoquant une loi datant de 1915, du temps de l'Empire ottoman.

M. Dalokay, qui avait été élu avec plus de 80 % des voix en novembre 1974, a aussitôt affirmé qu'il refusait de s'incliner. Il compte demander au conseil d'Etat l'annulation de la décision du ministre.

Les ouvriers municipaux en grève ne sont pas payés depuis deux mois faute d'argent. D'autre part, un tribunal d'Ankara a ordonné vendredi la libération de plusieurs dirigeants syndicalistes et ouvriers municipaux grévistes placés sous garde à vue depuis

une dizaine de jours. Les juges ont estimé que la grève à laquelle ils avaient participé n'avait pas un caractère politique. Le gouverneur d'Ankara, lui, a prononcé la dissolution de la TOB-DEB, l'Union des associations des instituteurs turcs, en vertu d'un accord constitutionnel de 1971, qui interdit aux fonctionnaires de l'Etat de se syndiquer.

De son côté, le groupe parlementaire du parti républicain a déposé à l'Assemblée nationale une proposition de loi prévoyant le retour à la Constitution telle qu'elle existait avant 1971. Celle-ci avait été amendée au lendemain de l'intervention des militaires du 12 mars 1971 dans le sens d'une restriction des libertés publiques. Les amis de M. Ecevit demandent notamment que les fonctionnaires puissent à nouveau se syndiquer.

Le chef du gouvernement, M. Demirel, qui a estimé que son ministère de l'Intérieur avait fait bon usage de ses prérogatives en écartant le maire d'Ankara, a menacé de décréter l'état de siège «si besoin est».

ARTUN UNSAL



150 pages

## EUROPE

### LES ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

#### BERLIN-EST : aucun gouvernement à Bonn ne pourra remettre en cause l'interdépendance économique des deux États allemands

Berlin-Est. — Lequel des deux Helmut sera proclamé vainqueur au soir du 3 octobre à Bonn ? Les moins intéressés à connaître la réponse à cette question ne sont sûrement ni les dirigeants ni les citoyens de l'autre Allemagne. Pourtant, si elle n'avait comme source d'information que la presse locale, la population est-allemande serait bien mal renseignée sur la façon dont s'est déroulée de l'autre côté de l'Elbe la campagne électorale.

Il faut avoir vu les journaux de Berlin-Est avec beaucoup de constance pour ne pas avoir manqué les rares commentaires censés indiquer vers lequel des deux principaux protagonistes se portait l'essentiel des sympathies officielles. Le thème des élections figure pourtant depuis au moins un mois à la une de tous les organes de presse ; mais la consultation dont il est question n'a rien à voir avec celle destinée à renouveler le Bundestag. Il s'agit du scrutin qui, avec quinze jours de retard sur celui de l'Ouest, permettra aux électeurs est-allemands de renouveler, le 17 octobre prochain, leur Chambre du peuple. Ce sera, indique-t-on très sérieusement, le « point culminant de la vie sociale du pays ». Jour après jour, les journaux appellent à « voter pour les candidats du Front national ». Par ailleurs, l'insistance est troublante puisque, de toute façon, il n'y aura pas le choix.

Les élections en R.D.A. ont au moins un avantage sur celles qui auront lieu le 3 octobre en République fédérale : de leur issue ne dépendront ni l'orientation politique du pays ni le nom du futur chef de gouvernement. Cette continuité dans un monde si troublé a quelque chose de rassurant. Visiblement on aimerait bien ici que les élections ouest-allemandes fussent une épreuve de suite dans les idées. Une élémentaire prudence rattache toutefois les responsables de la formule trop ouvertement des souhaits. Pour justifier le refus qui nous était opposé de nous entretenir avec le « chef » de la section République fédérale au sein du ministère des affaires étrangères, un représentant de cette administration nous a dit : « Nous devons éviter soigneusement tout ce qui pourrait faire penser que nous cherchons à nous immiscer dans les affaires intérieures d'un autre État ».

#### Le militant d'extrême gauche Rolf Pohle est extradé de Grèce

Le militant ouest-allemand d'extrême gauche Rolf Pohle (trente-quatre ans), détenu en Grèce depuis le 21 juillet 1976, a été extradé à destination de la R.F.A. Il a été conduit vendredi 1<sup>er</sup> octobre à l'aéroport d'Athènes et transféré à son tour à la prison de la Cour de cassation grecque, qui a pris cette décision, a ainsi accédé à la demande d'extradition présentée par le gouvernement de Bonn, demande qui avait été rejetée dans un premier temps par la cour d'appel.

Après la décision de la Cour de cassation, Rolf Pohle s'est écrié : « La Cour est à l'image de la justice de Papadopoulos. Pour moi en cellule des millions de combattants se dresseront ! » Quelques manifestants groupés aux abords du palais de justice en criant « Honte ! Honte ! » ont été dispersés par la police. Dans un manifeste qu'il a fait parvenir à la presse grecque Rolf Pohle déclare notamment : « Rien ne peut empêcher la révolution pour laquelle nous luttons ».

A Munich l'administration de la justice a refusé d'indiquer où M. Rolf Pohle, arrivé sous escorte, avait été écroué.

De notre correspondant

Bonn. — La décision de l'arrestation a été accueillie avec satisfaction en République fédérale par le gouvernement comme par l'opposition. Le Völkisch, ministre fédéral de la Justice, a déclaré qu'elle « facilitait la lutte contre le terrorisme international », tandis qu'un porte-parole de la démocratie chrétienne y voyait une « défaite de la propagande de gauche », qui présentait Rolf Pohle comme un combattant antiterroriste.

Rolf Pohle avait été condamné en 1974 à six ans et cinq mois de prison par un tribunal de Munich, pour avoir participé à une conspiration de malfaiteurs qui livrait des armes à la fraction de l'« armée rouge » (groupe Baader Meinhof) et résistait à l'autorité de l'État. Libéré en mars 1975 à la suite de l'engagement de M. Peter Lorenz, président de la C.D.U. berlinoise, il avait été arrêté à Athènes au mois de juillet dernier. Son extradition est l'épilogue d'une longue bataille juridique et politique.

Le traité d'extradition, signé par la Grèce et l'Allemagne en 1907 énumère très précisément les cas d'application ; la participation à une association de malfaiteurs n'y est pas prévue et les délits politiques ne sont exclus.

Pohle est-il un condamné de droit commun ou un prisonnier politique ? La première thèse était soutenue par le gouvernement fédéral allemand, qui demandait l'extradition de Pohle dès la fin de juillet. Quant, à la mi-août, la cour d'appel d'Athènes refusa d'extraditer, en estimant qu'il avait été condamné en R.F.A. pour des délits qui « étaient, au moins, en rapport avec des activités politiques », les autorités ouest-allemandes se montrèrent surprises et indignées.

De notre envoyé spécial

Il n'en fut pas toujours ainsi. Sans remonter jusqu'à Walter Ulbricht, l'ancien chef du parti qui ne prenait généralement pas tant de précautions pour faire connaître ses préférences, la direction du SED avait, à la veille du scrutin de 1972, clairement exprimé son choix en faveur de la coalition socialiste-libérale. De nombreux indices attestent que cette option reste toujours valable. Si on ne juge aujourd'hui ni utile ni nécessaire de le répéter, c'est sans doute parce que cela va de soi.

Les cinq années qui se sont écoulées depuis la signature, en septembre 1971, du traité fondamental réglant les relations entre les deux États allemands ont incontestablement été fructueuses pour les deux parties, même si quelques nuances venaient de temps à autre les obscurcir. A deux reprises, cette année, au printemps et au cours de l'été, les rapports entre Bonn et Berlin-Est ont pu se détendre ; les incidents frontaliers des mois de juillet et août, qui coûtèrent la vie à un transporteur italien communiste, ont, en particulier, soulevé une vive émotion. Ils ont apporté, en même temps, de l'eau au moulin de la C.D.U., qui avait fait de l'adoption d'une politique plus « résolue » à l'égard de la R.D.A. l'un de ses chevaux de bataille électorale.

Des gestes conciliants

Mais ces accès de crise furent dans chaque cas suivis de gestes conciliants, de profession de foi, assurant que Berlin-Est désirait poursuivre avec Bonn une politique de détente. Ainsi, alors qu'en mars dernier M. Honecker avait délibérément bûché les stades ouest-allemands à la Foire de Leipzig — la ministre de l'économie de Bonn, M. Friederichs avait, quant à lui, mis fin prématurément à son séjour en raison du refus d'accréditation opposé à trois journalistes de la R.F.A. — lors de la Foire d'automne au début de septembre, le chef du parti a ostensiblement rendu visite aux représentants de la firme Hoechst, acceptant même de se laisser interviewer par une chaîne de télévision fédérale.

Ce geste a été interprété en R.F.A., à généralement été interprété

prété comme le signe que la R.D.A. souhaitait l'intensification du commerce interallemand et, plus largement, la continuation de la politique suivie jusqu'ici. Cela ne signifie pas pour autant que le SED ne se prépare pas à l'éventuelle contre-attaque : certains experts pensent même que quelques membres du Bureau politique ne seraient sans doute pas mécontents de voir triompher la C.D.U. à Bonn ; le travail de propagande contre l'« ennemi » en serait beaucoup facilité au moment où une partie de l'opinion publique est en train de prendre conscience des avantages « humanitaires » que devrait apporter la conférence d'Helsinki et où l'Eglise évangélique, fortement troublée par le suicide par le feu du pasteur Brosewitz le 18 août dernier, dénonce ouvertement les « tensions » dans la société est-allemande.

Si tel est le cas, ceux qui défendent ce point de vue sont apparemment très minoritaires. Les principaux « flics » décollés par la presse aux candidats à la chancellerie de Bonn ont, en tout cas, été dirigés contre M. Helmut Kohl. Celui-ci a été accusé par Neues Deutschland d'utiliser « tout un registre de mensonges et de calomnies pour ramener des voix en vue d'une politique qui remet en jeu les succès obtenus entre la R.D.A. et la R.F.A. grâce à la raison et à la bonne volonté ». Ce journal a aussi révélé que M. Kohl avait discrètement fait savoir à Berlin-Est qu'en cas de victoire électorale il respecterait les accords passés. Comment, dans ces conditions — et c'est sans doute ce que voulait suggérer le journal — prendre au sérieux les menaces de rétorsion économique portées par le leader de la C.D.U. contre la R.D.A. pour la contraindre à annuler l'ordre de tirer « donné aux gardes-frontières ?

L'interdépendance économique est devenue trop grande aujourd'hui entre les deux États allemands pour que quiconque en République fédérale le sache des réalités sans cause à la remettre véritablement en cause. Un nouveau gouvernement voudrait-il qu'il se heurte nécessairement aux milieux d'affaires : le commerce interallemand intéresse quelque six mille firmes occidentales, et il assure cinq mille emplois à l'Ouest. Dans un pays où le nombre des chômeurs avoisine le million, cela n'est pas négligeable. Bonn devrait donc continuer à faire preuve de réalisme. C'est en tout cas ce qu'on souhaite à Berlin-Est.

MANUEL LUCBERT.

● Une émission spéciale consacrée aux élections allemandes sera diffusée sur Antenne 2 le dimanche 3 octobre, à 23 h. 20. Les premiers résultats seront commentés, en direct de Bonn, par trois responsables politiques : Rolf Bahr pour le S.P.D., Carstens pour les chrétiens-démocrates, et Martin Bangemann pour le parti libéral.

#### L'U.R.S.S. PROTESTE CONTRE LA PRÉSENCE D'UN NAVIRE NORVÉGIEN DANS LA ZONE CONTESTÉE DE LA MER DE BARENTS.

Oslo (A.F.P.). — L'U.R.S.S. a émis une protestation orale auprès de la Norvège contre la présence en juillet dernier d'un navire de recherche de la marine norvégienne dans la zone de la mer de Barents, la zone revendiquée par les deux pays, a annoncé vendredi 1<sup>er</sup> octobre un porte-parole du ministère norvégien des affaires étrangères.

Le gouvernement norvégien est engagé depuis plusieurs années dans de difficiles négociations avec l'U.R.S.S. sur le partage de la mer de Barents ; la prochaine rencontre est prévue le 11 octobre à Moscou.

Oslo observe avec inquiétude que les Soviétiques n'avaient pas jugé bon de protester contre la présence dans la même zone de navires de recherche américains.

Or, la mer de Barents est importante pour les Norvégiens puisque leur flotte en sillonne le secteur ouest. A deux reprises cette année, l'U.R.S.S. a monopolisé, pour des essais de fusées, un secteur important où passe une route maritime fréquentée.

De plus, la mer de Barents, qui n'est jamais prise par les glaces, a une importance stratégique considérable pour les Soviétiques, puisqu'elle constitue pour leur flotte de guerre basée à Mourmansk le seul accès direct à l'Atlantique. De même, comme l'avait dit M. Kissinger mai dernier, la politique des États-Unis dans la région du Spitzberg serait dictée davantage par des considérations stratégiques que par des intérêts économiques. Les Norvégiens craignent que cette affaire ne prenne une dimension internationale.

## AMÉRIQUES

### Argentine

#### Une répression tous azimuts

Plus de six mois après le coup d'État militaire qui a renversé Mme Peron, de multiples témoignages nous parviennent d'Argentine, faisant état d'un durcissement de la répression, mais aussi du malaise qu'il provoque dans le pays, y compris au sein des forces armées.

Selon diverses sources, notamment des organismes internationaux d'assistance, le nombre des prisonniers politiques en Argentine serait aujourd'hui compris entre vingt mille et vingt-cinq mille. Il s'agit de deux mille à quatre mille au moment de la chute du gouvernement peroniste. Les conditions de détention semblent en six mois s'être dégradées. Un récent document de la CIMADE, service économique d'entraide (1) fait notamment état d'une lettre adressée par l'intermédiaire de prisonniers de droit commun, dans laquelle les détenus politiques de la prison de Cordoba, au nombre de mille deux cents environ, expliquent les conditions d'incarcération. Mis au secret depuis le mois de mars, ils n'ont depuis cette date plus de contact avec l'extérieur. Ils sont également privés de toute assistance juridique et médicale. Plusieurs d'entre eux déclarent qu'ils ont subi des tortures, notamment au siège de la D.P. (Division d'Informations de la police). Les conditions paraissent plus pénibles encore dans les centres de détention non officiels. Tel est le cas de la base aérienne de Cordoba, où — selon le témoignage d'un curé, le Père Antonio Reiser — les simulacres d'exécution, destinés à faire pression sur les prisonniers, sont monnaie courante.

Quatorze prisonniers politiques de Cordoba ont été tués au cours de « tentatives de fuite », lors de transferts. La surveillance qui s'exerce lors de tels déplacements laisse cependant planer les doutes les plus graves sur les circonstances de leur mort. Le nombre de personnes tuées, officiellement au cours des opérations de « purification », va également en augmentant.

La défense des prisonniers est extrêmement difficile. Quatorze avocats spécialisés dans la défense des détenus politiques ont, depuis le mois de mars, été assassinés ou contraints de quitter le pays.

L'action des groupes para-policiers d'extrême-droite atteint un niveau jusqu'ici inconnu dans le pays. Les actions ne sont plus limitées à l'assassinat de communistes (argentine) ou du Commando libérateur de l'Amérique. Mais les procédés restent identiques. On choisit une trentaine de personnes sont enlevées chaque jour. Le rythme des assassinats est également impressionnant. Le 20 août dernier, près de cinquante cadavres ont été découverts dans deux charniers, aux environs de Buenos Aires.

Les milieux politiques de gauche et d'extrême-gauche ne sont pas les seuls menacés. De nombreux avocats, médecins, ecclésiastiques...

(1) 176, rue de Grenelle, 75007 Paris.

responsable de l'état-major des forces armées a déclaré au début de septembre que « l'ERP (armée révolutionnaire du peuple), en tant qu'organisation subversive susceptible de monter des opérations militaires coordonnées, n'existe plus ». « Les Montoneros, a-t-il également déclaré, ont subi de lourdes pertes... et sont accablés à la défense ». Pourquoi, dans ce cas, se demande-t-on à Buenos Aires, cette escalade dans la répression enregistrée aujourd'hui ?

Le milieu universitaire est particulièrement visé. En juillet dernier, le général Villas annonçait la découverte d'un plan d'« infiltration idéologique » à la faculté d'économie de l'université de Bahia Blanca. Plus de cinquante scientifiques étaient impliqués ; dix-sept sont toujours détenus. Les personnes arrêtées appartenant en fait pour la plupart aux milieux libéraux. Le « plan d'études » qu'ils avaient mis au point, et qui leur est aujourd'hui reproché, devait inclure « idées marxistes » qu'un programme de sciences économiques des U.S.A. françaises.

Mais les autodéfenses de livres « marxistes » dans les casernes de Cordoba, les pressions qui ont conduit à supprimer la représentation à Buenos Aires d'un spectacle théâtral sur l'œuvre de Voltaire, ont montré que les nouvelles autorités ne s'embarrassent pas de nuances dans le domaine culturel. Au moment de l'affaire de Bahia Blanca, le général Villas affirmait, d'ailleurs, qu'il fallait lutter non seulement contre « la tête visible de la subversion », mais aussi contre « les idéologies qui l'alimentent ».

#### Des protestations croissantes

« Ce n'est que le fait pas ce qu'il peut être pour mettre fin à l'occupation impie du territoire en est complice. Il faut la peine de le dire lorsque le seul terrorisme pourrissant et réprimé effacement est celui d'Argentine ». C'est ce qu'affirmait une lettre de la Ligue argentine des droits de l'homme, publiée à la fin de septembre par le journal *la Opinion*, de Buenos Aires. Malgré les affirmations du président Jorge Videla au lendemain de son arrivée au pouvoir le 24 mars dernier, les groupes armés d'extrême droite paraissent jour de la même impunité qu'auparavant. Et les enlèvements continuent de se faire en plein jour dans les centres des villes, avec des récidives. Ford Falcon identiques à ceux utilisés par la police fédérale.

L'intensité croissante de la répression officielle et de la violence de groupes para-policiers attire d'autant plus l'attention que les autorités multiplient les déclarations sur l'infatigabilité de la guérilla d'extrême gauche et des forces de la « subversion ». Un

#### Malaise dans les milieux militaires

Ce malaise a gagné les milieux militaires. Le général en retraite Alejandro Lanusse, ancien chef de l'État, souvent considéré comme un porte-parole des officiers modérés, a pris la défense de l'un des accusés dans l'affaire de l'université de Bahia Blanca : M. Gustavo Malek, des tendances plutôt conservatrices, qui fut son ministre de l'éducation, et qui est aujourd'hui directeur du bureau de l'UNESCO à Montevideo. L'ex-président a été sanctionné de cinq jours d'arrêt de rigueur.

Aux milieux « durs », que représentent notamment le général Benjamin Menéndez, chef du corps d'armée de Cordoba, et le général Adolfo Vilas, qui dirigeait jusqu'à une date récente l'opération anti-guérilla dans la région de Tucumán, s'oppose, semble-t-il, un secteur partisan de « discipliner » la répression. Son principal représentant serait le général Roberto Viola, chef d'état-major de l'armée de terre.

Certains officiers paraissent conscients que toute « ouverture » sera difficile tant que la répression conservera un caractère « sauvage ». Comment renouer avec le parti radical, alors que deux de ses dirigeants, avocats, ont été assassinés, le 12 septembre, et que deux de ses parlementaires les plus réputés, MM. Hipólito Solari Yrigoyen et Abel Am, a enlevé le 17 août, sont actuellement détenus par la police ? Des civils, qui ont accepté certaines fonctions après le coup d'État militaire, ne se voient-ils pas contraints de quitter leur poste ? Ce fut le cas ces derniers jours, de M. Arnaldo Musich, ambassadeur à Washington, et de M. Alberto Costantini, recteur de l'université de Buenos Aires. L'un des ses fonctions moins de deux mois après avoir été nommé.

A cet égard, une politique économique déflationniste aux lourdes conséquences sociales. Un certain nombre d'officiers sont convaincus de la nécessité d'une stratégie de « décompression » progressive. Elle suppose qu'un peu d'ordre soit remis au sein d'un appareil répressif, qui paraît avoir acquis une dynamique indépendante de celle des plus hautes autorités du pays.

THIERRY MALINIAK.

**SAVIEZ PAS ? GRNMUNMBL ?**

**MAINTENANT TOUS LES JEUNES JUSQU'À 26 ANS PEUVENT BÉNÉFICIER DU BILLET BIGE-TRANSALPINO !**



Jusqu'à 50 % de réduction sur les voyages en chemin de fer, n'importe où en Europe ! Sans frais accessoires ni formalités !

Départ par train régulier n'importe quel jour par n'importe quel train pour la majorité des destinations.

Renseignez-vous auprès de : **TRANSALPINO-14, rue Lafayette 75009 PARIS Tel 770.81.44**

Bureaux de vente dans la majorité des grandes villes françaises

COMME PLUS DE 4.000.000 DE JEUNES EUROPEENS L'ONT DÉJÀ FAIT, PROFITEZ VOUS AUSSI DES BIGE-TRANSALPINO



# PROCHE-ORIENT

## IRAN : mythes et réalités

(Suite de la première page.)

Les paradoxes — engendrés par le désordre dans lequel s'accomplit l'évolution économique — ne manquent pas non plus. La capitale compte quelque neuf cent mille voitures particulières (malgré leur prix exorbitant), mais ne dispose pas d'un réseau de transports en commun digne de ce nom. Tandis que des foules attendent patiemment l'arrivée d'un hypothétique autobus, des embouteillages monstres paralysent la circulation aux heures de pointe. Le métro — dont la construction a été, en définitive, confiée à une entreprise iranienne — ne sera pas terminé avant dix ou quinze ans. Le système téléphonique est, lui aussi, particulièrement défectueux (par exemple, les abonnés se voient attribuer un nouveau numéro plusieurs fois par an), ce qui n'empêche pas certaines industries de pointe de se doter d'un matériel électronique. D'élégantes boutiques regorgent d'articles de luxe importés de l'étranger, mais des produits de consommation courante — tels que la viande, le riz, les œufs, le fromage — font souvent défaut et ne peuvent être achetés alors qu'à un prix prohibitif.

### Deux postulats

Les déséquilibres qui caractérisent l'économie iranienne proviennent, pour une large part, de l'ambition des dirigeants, qui veulent, à bref délai, édifier tout à la fois une économie de haute technologie et une société de grande consommation. Le premier ministre, M. Abbas Amir Hoveyda, nous disait il y a trois ans, sans sourciller, que, dans une trentaine d'années, le niveau de vie des Iraniens « dépassera celui du Japon », et que, alors, l'empire des Pahlévi produira davantage d'acier que toute l'Europe réunie, davantage que l'U.R.S.S. avant... 1983. Le chah, pour sa part, ne cesse de proclamer qu'il

fera de son pays « l'une des cinq puissances industrielles avant la fin du siècle », que la « grande civilisation » qu'il instaurera dans une dizaine d'années constituera un modèle non seulement pour l'ensemble du tiers-monde, mais aussi pour l'Occident, dont il déplore la « décadence ».

Cette assurance « sans faille » — qui s'est accentuée après le quadruplement du prix du pétrole en décembre 1973 — est fondée sur deux postulats : tout est possible quand on dispose de moyens financiers ; les revenus de l'Iran croîtront au fil des années. Persuadé que le monde industrialisé continuera à acheter son pétrole dans des quantités et à des prix toujours plus élevés, ne tenant pas compte de l'éventualité — pourtant prévisible — d'une hausse correspondante du coût des biens d'équipement et de consommation que devra importer l'Iran, le chah décreta, en août 1974, le doublement des investissements du cinquième plan quinquennal en cours (1973-1978). Il estime que l'économie est en mesure d'absorber, sans contre-coup, quelque 69 milliards de dollars, au lieu des 36 milliards initialement prévus. La mesure lui paraissait d'autant plus raisonnable qu'il prévoyait un revenu de 102 milliards de dollars pendant ce même laps de temps.

Nombre d'experts économiques ne partageaient pas ce bel optimisme. Même si l'on devait retenir l'hypothèse que le flot des pétrodollars continuera à déferler avec une intensité croissante, faisaient-ils valoir, il serait hasardeux de croire que le capital constitue le seul facteur déterminant dans le développement harmonieux d'un pays arriéré, et illusoire de comparer l'Iran au Japon, dont l'industrialisation s'est déroulée dans l'espace d'un siècle, dans des conditions très particulières. Certains conseillers du chah auraient plaidé, mais en vain, en faveur de la prudence, d'un rythme de développement contrôlé qui épargnerait au pays d'inevitables problèmes de main-

d'œuvre, d'encadrement, d'infrastructure et de surchauffe. S'expliquant récemment auprès d'un journaliste américain, le souverain déclarait notamment : « Le secret de la réussite est de prendre systématiquement le contre-pied des conseils prodigués par les technocrates ».

### Dépendance accrue à l'égard de l'étranger

Le bilan établi à cet égard par divers observateurs s'accroît. Téhéran n'est pas parvenue à transformer en une puissance industrielle, ne dépendant plus des recettes pétrolières, dont on compte le tarissement avec l'épuisement, avant la fin du siècle, des réserves de naphte.

Pour atteindre cet objectif, l'empire des Pahlévi devrait s'industrialiser à outrance et vendre à l'étranger des produits pour un montant au moins égal à ce que lui rapportent actuellement ses hydrocarbures. Or, ses exportations non pétrolières sont non seulement en sensible baisse (de 31 % en tonnage en 1975 par rapport à l'année précédente), mais elles sont, en outre, constituées à plus de 80 % d'articles traditionnels (tels que les tapis) et de fentes agricoles. De ce côté, notamment, le ministre de l'économie, M. Houshang Ansari, persiste néanmoins à déclarer que l'Iran exportera, dans les cinq prochaines années, des articles manufacturés, des produits pétrochimiques, de l'acier et du cuivre. A la suite d'une enquête approfondie menée en Iran, l'Economist a abouti à des conclusions bien différentes (1). « L'hebdomadaire britannique estime, en citant des spécialistes, qu'il faudra au moins une dizaine d'années pour que la production du cuivre puisse suffire à la consommation intérieure, que l'Iran continuera à importer de l'acier, probablement jusqu'à la fin du siècle, et

peut-être au-delà. Il en ira de même pour l'industrie pétrochimique, laquelle ne produira, cette année, malgré les impressionnantes complexions en état de fonctionnement, que la moitié des 800 000 tonnes d'engrais requis par le pays. Quant aux industries « légères », pour la plupart de transformation ou de montage — elles ne parviennent même pas, dans leur quasi-totalité, à satisfaire la demande locale. Celle-ci est en constante augmentation en raison de la frénésie de consommation qui a saisi, en particulier, la nouvelle bourgeoisie.

Les observateurs sont unanimes à estimer que la faible productivité des ces industries (2), leurs coûts élevés de production, la qualité relativement médiocre de leurs produits réduisent singulièrement leur compétitivité sur les marchés mondiaux. Il faudrait ajouter à cela que la tâche des exportateurs iraniens n'est pas facilitée par les barrières douanières qui séparent les pays voisins, qui sapent également à l'industrialiser. S'il est vrai que le marché intérieur iranien est trop limité pour assurer la rentabilité, à échelle, de la grande entreprise, l'inquiétude que nourrissent certains économistes iraniens et étrangers ne serait pas infondée. L'augmentation de la production industrielle, évaluée officiellement à 21 % pour 1975-1976 par rapport à l'année précédente.

Force est de constater que loin de conquérir son autonomie, l'Iran accroît sa dépendance à l'égard de l'étranger. Ses importations, en effet, ont quintuplé en trois ans, passant de 3 milliards de dollars en 1972 à 15 milliards de dollars l'année dernière (y compris les 4 milliards de dollars consacrés à l'armement). Elles s'élevaient cette année à plus de 18 milliards de dollars, représentant près de 30 % du produit national brut. Ces achats massifs auraient été, à la rigueur, justifiés s'ils servaient essentiellement au développement de l'économie. Or des observateurs étrangers relèvent que cette progression

spectaculaire des importations est due moins à l'achat de biens d'équipement (39 % des importations, en excluant les armements) qu'à l'acquisition d'articles de luxe ou de consommation courante. La stagnation de la production agricole a fait de l'Iran — qui, dans les années 60, était en mesure de nourrir sa population — un grand importateur de denrées alimentaires.

### Les goulets d'étranglement

Le déferlement de marchandises étrangères a eu une autre conséquence : l'encombrement des ports, aéroports, routes et voies ferrées.

Il est courant que des centaines de camions fassent la queue sur 5 à 10 kilomètres à la frontière irano-turque. A la fin de l'année dernière, quelque quatre cents navires attendaient leur tour pour débarquer leurs cargaisons dans les ports de Chahmahar et de Bandar-Sinapur. Les délais de déchargement (de cinq mois en moyenne) ont coûté aux importateurs, en 1975-1976, plus d'un milliard de dollars, versés à titre de compensation aux compagnies de navigation pour l'immobilisation de leurs navires. A cela, il faut ajouter les dommages incalculables subis par les entreprises qui n'ont pas pu prendre livraison du matériel ou des matières premières en temps voulu, et les pertes subies du fait de la destruction de millions de tonnes de denrées périssables, entreposées des mois durant dans les ports et sur les aéroports, faute de moyens de transports.

Il serait sans doute moins malaisé d'éliminer ces goulets d'étranglement que de surmonter la pénurie, beaucoup plus grave, de main-d'œuvre qualifiée. Celle-ci manque cruellement dans un pays où, pour 60 %, la population ne se sent pas encore adaptée à l'ère industrielle. D'autre part, une partie des élites choisissent de s'expatrier pour des raisons politiques (3).

Les auteurs du V<sup>e</sup> Plan ont estimé qu'il faudrait, pour mener à bien leur entreprise, 2,1 millions de travailleurs supplémentaires, qualifiés ou semi-qualifiés. Ils admettent que les structures actuelles ne permettront pas de dispenser une formation professionnelle à 725 000 d'entre eux. Même si l'on devait accepter cette estimation, bien au-dessous de la réalité — selon des observateurs étrangers — le « déficit » humain est loin d'être comblé. En raison de multiples difficultés, l'Iran n'a autorisé jusqu'à présent l'importation — que de quelque 60 000 travailleurs (indiens, pakistanais, philippins, sud-coréens, algériens, etc.) auxquels sont venus s'ajouter des émigrants clandestins des pays voisins, pour la plupart des manœuvres qui font concurrence au prolétariat rural ou au sous-prolétariat urbain. S'il est vrai — comme le soutient l'Economist — qu'il faudrait quinze à vingt ans pour que l'Iran puisse se doter de structures éducatives aptes à répondre aux nécessités de son programme de développement, on ne voit pas comment celui-ci pourrait être réalisé sans un apport considérable, et surtout onéreux, de personnels spécialisés.

Déjà le gouvernement iranien

a dû mal à maîtriser une inflation gonflée non seulement par le renchérissement de la main-d'œuvre (de 30 à 45 % en 1975 pour certaines catégories d'ouvriers), mais surtout par l'injection de capitaux à hauts doses dans l'économie, la consommation abusive, l'augmentation des importations, les goulets d'étranglement qui relèvent de 50 % le coût des produits importés, les gaspillages, la spéculation, la corruption, etc.

L'euphorie aura donc été de courte durée. Une année à peine après le quadruplement du coût du pétrole, en décembre 1974, la mévente des hydrocarbures sur les marchés occidentaux a contraint l'Iran à réduire d'abord sa production, ensuite ses prix. En 1975-1976, ses exportations ont diminué de 11 %, et ses revenus de 4 milliards de dollars par rapport au niveau escompté (17,9 milliards de dollars au lieu de 23 milliards). Grâce à diverses mesures, cependant, les enlèvements ont retrouvé, depuis mars dernier, leur niveau de 1974.

Ce redressement n'a pas pour autant dissipé le désenchantement que l'on peut constater dans les milieux d'affaires iraniens, et qui est à la mesure des illusions engendrées par le « boom » de 1974. Beaucoup se rendent compte que les recettes pétrolières plafonneront désormais, et estiment que l'Iran est peut-être déjà entré dans une phase de récession.

Le budget de l'Etat, la balance des paiements, étant déficitaires, le gouvernement procède à des coupes sombres dans le V<sup>e</sup> plan quinquennal, ajourne le règlement d'factures impayées, contracte des emprunts à l'étranger, sollicite des facilités de paiements de ses fournisseurs pour tous les projets d'équipement. Il envisagerait même d'élaborer un nouveau plan de développement. Certains grands commis de l'Etat sont persuadés qu'il conviendrait de fixer un taux de croissance annuel de 10 ou 12 % seulement (contre 42 % en 1974-1975). « Nous sommes trop grand », nous a dit l'un d'eux, et il est grand temps que nous tirions les leçons du passé. Cependant, le chah ne paraît pas prêt à renoncer à certains projets grandioses, de prestige ou autre, soit parce qu'il les juge indispensables, soit parce qu'il lui est difficile de se déjuger. Il a donc choisi de porter remède aux tensions sociales engendrées par la politique de croissance accélérée en multipliant les mesures d'apaisement vis-à-vis de tous en acceptant la répression vis-à-vis des autres.

ERIC ROULEAU.

### Israël

## Plusieurs affaires à rebondissements portent atteinte à l'autorité du gouvernement

Jérusalem. — La campagne électorale, qui est virtuellement ouverte en Israël (la Knesset devra être renouvelée en novembre 1977), s'engage assez mal pour M. Itzhak Rabin et le parti travailliste, qui ont les principales responsabilités dans le gouvernement actuel. La presse, sous toutes ses formes, ne sait plus,

De notre correspondant

depuis une dizaine de jours, s'il faut donner la priorité à la « une » aux aventures à épisodes du rabbin Moshe Levinger, à l'affaire Yadin ou aux fuites de documents politiques ultra-secrets. Trois

sujets passionnants par leurs rebondissements, par leurs aspects souvent burlesques et par leurs simplifications politiques, qui ont relégué au second plan les discours de M.M. Kissinger et de Giscard d'Estaing aux Nations unies, et même l'angoissante situation économique du pays.

Une ancienne synagogue portant le nom de Notre Père Abraham, et devenue propriété d'un musulman hébreu. C'est là que les choses ont commencé à se gâter avec la population locale, qui a adressé de véhémentes protestations au gouverneur militaire. Des musulmans lui ayant paru menaçants, le fougueux rabbin, un jour, tira en l'air une rafale de sa mitrailleuse, semant la panique autour de lui. Les avertissements des autorités militaires n'ayant eu aucun effet, le gouverneur est allé en personne lui remettre devant l'entrée de la synagogue un avis lui notifiant l'interdiction de pénétrer dans la ville de Hébron. Après avoir jeté un rapide coup d'œil sur le document, le rabbin le déchira soigneusement en petits morceaux sous le regard ébahi du colonel-gouverneur. Pour que soit réparé cet affront, abondamment commenté dans les cafés de Hébron, le rabbin Levinger a été convoqué par l'administration militaire, qui voulait engager contre lui une action en justice. Encore fallait-il que la convocation lui fût remise : le rabbin s'étant enfermé dans son appartement H.L.M. de Kyriat Arba, refusant tout contact avec les représentants de l'ordre. Ceux-ci assiégèrent le petit immeuble, mais furent rapidement notés dans un flot de fidèles. Il fallut amener des renforts, et bientôt, dans les rues, groupes de soldats et de civils échangeant des horions, tandis que, dans d'autres, les engagements des débats passionnés sur le Talmud couvraient le général commandant supérieur de la région du Centre arriva à son tour et s'avance dignement vers l'entrée de l'immeuble. C'est à ce moment — est-ce un hasard ou le général était-il visé ? — que d'une fenêtre du deuxième étage une mégacône ride un plein sein d'eau sur la tête de cet officier supérieur, qui est l'un des grands chefs de Tsahal (l'armée israélienne). Ce n'est qu'après de longues palabres que le chef du Bloc de la foi a consenti à se rendre à l'administration militaire, où il a été officiellement informé que ses mouvements étaient limités dans la région de Hébron.

### Le fief du rabbin Levinger

Kyriat Arba, fief du rabbin Levinger, est leur première réalisation. C'est une agglomération distante de 4 ou 5 kilomètres de la ville de Hébron. Le rabbin et ses amis ont voulu, le lendemain de la guerre de 1967, s'installer dans cette ville même où, depuis le massacre d'une partie de la population juive, en 1927, aucun juif ne vivait. Après plusieurs mois de discussions entre les colons et le gouvernement, on a abouti à un compromis : l'installation ne se ferait pas dans la ville — où, rappelés, les sont enterrés les patriarches Abraham, Isaac et Jacob et leurs épouses, — mais sur une colline voisine, et la localité s'appellerait Kyriat Arba. Le rabbin Levinger ne s'est pas contenté de ce demi-succès, et on a vu sa longue silhouette d'ascète au visage de moine mongol, en complet veston noir, à la tête des cortèges conspuant Kissinger, ou rompu, dans la nuit, les barrières de l'armée gardant les accès de Sébastia et de Radoum pour y installer les tentes d'un nouveau village.

Récemment, le rabbin Levinger a engagé une opération subtile à Hébron. Avec quelques compagnons, il a commencé — qui pouvait l'en blâmer ? — à restaurer le cimetière juif où sont enterrés les personnages vénérables, ainsi que les victimes du pogrom de 1927. Puis il a entrepris de récupérer

une ancienne synagogue portant le nom de Notre Père Abraham, et devenue propriété d'un musulman hébreu. C'est là que les choses ont commencé à se gâter avec la population locale, qui a adressé de véhémentes protestations au gouverneur militaire. Des musulmans lui ayant paru menaçants, le fougueux rabbin, un jour, tira en l'air une rafale de sa mitrailleuse, semant la panique autour de lui. Les avertissements des autorités militaires n'ayant eu aucun effet, le gouverneur est allé en personne lui remettre devant l'entrée de la synagogue un avis lui notifiant l'interdiction de pénétrer dans la ville de Hébron. Après avoir jeté un rapide coup d'œil sur le document, le rabbin le déchira soigneusement en petits morceaux sous le regard ébahi du colonel-gouverneur. Pour que soit réparé cet affront, abondamment commenté dans les cafés de Hébron, le rabbin Levinger a été convoqué par l'administration militaire, qui voulait engager contre lui une action en justice. Encore fallait-il que la convocation lui fût remise : le rabbin s'étant enfermé dans son appartement H.L.M. de Kyriat Arba, refusant tout contact avec les représentants de l'ordre. Ceux-ci assiégèrent le petit immeuble, mais furent rapidement notés dans un flot de fidèles. Il fallut amener des renforts, et bientôt, dans les rues, groupes de soldats et de civils échangeant des horions, tandis que, dans d'autres, les engagements des débats passionnés sur le Talmud couvraient le général commandant supérieur de la région du Centre arriva à son tour et s'avance dignement vers l'entrée de l'immeuble. C'est à ce moment — est-ce un hasard ou le général était-il visé ? — que d'une fenêtre du deuxième étage une mégacône ride un plein sein d'eau sur la tête de cet officier supérieur, qui est l'un des grands chefs de Tsahal (l'armée israélienne). Ce n'est qu'après de longues palabres que le chef du Bloc de la foi a consenti à se rendre à l'administration militaire, où il a été officiellement informé que ses mouvements étaient limités dans la région de Hébron.

### Le scandale Yadin

Le rabbin Levinger a sérieusement ébranlé le prestige du gouvernement en le bafouant publiquement. Sur l'affaire de Hébron se greffe maintenant, bien que relevant d'un tout autre domaine, le scandale qui vient d'éclater autour de la personne de M. Asher Yadin, directeur général de la Caisse de maladie de la centrale syndicale Histadrout, qui est le cousin du ministre de l'éducation nationale, contrôle un immense empire. La caisse de maladie possède un vaste réseau d'hôpitaux, de dispensaires, de maisons de repos ; elle emploie des milliers de personnes et brasse annuellement des sommes énormes. M. Yadin, en des circonstances contraires à la Histadrout, a été désigné par le gouvernement au poste important de gouverneur de la Banque d'Israël. Quelques jours après sa nomination, l'hebdomadaire « Haolam Hazé » a révélé que la police s'efforçait depuis deux ou trois mois de faire fuir le ministre de graves accusations portées contre le futur gouverneur. Le reste de la presse s'est aussitôt emparé de l'affaire, et la curiosité du public s'est accrue par des révélations sensationnelles. Le patron de la Caisse de maladie des syndicates aurait été mêlé à des obscures transactions immobilières. Il aurait favorisé des amis ou des proches dans des marchés colossaux. Il aurait été un dissipateur des sommes importantes dans les casinos de Las Vegas. Ce n'est que dans la nuit du 30 septembre que les milieux officiels du ministère qu'ils observent depuis le début de l'affaire. Dans un communiqué commun, les ministères de la justice et de la police affirment que, lorsque le gouvernement a désigné M. Yadin au poste de gouverneur de la Banque de l'Etat, il ignorait que la police avait ouvert une enquête sur des rumeurs qui circulaient à son sujet.

### Le détecteur de mensonges

Ce communiqué est peu convaincant, et ses auteurs, s'ils veulent être crus, devront subir l'épreuve du détecteur de mensonges, comme l'avait subi jeudi 30 septembre, le directeur général du ministère des affaires étrangères, le professeur Shlomo Avineri, chef de cabinet, M. Moshe Arad, et le conseiller juridique du même ministère, M. Meir Rosenn. Ces trois éléments fonctionnaires ont été soumis à ce test dans les locaux de la police, où ils seront suivis par

d'autres personnes, afin de découvrir si l'un d'eux a menti. Le secret rédigé par M. Rosenn est parvenu au rédacteur politique du « Haaretz », M. Matti Golan, qui en a publié de larges extraits. Le rapport Rosenn révélait que la société américaine, qui était en conflit avec Israël au sujet de forages dans le golfe de Suez, était en réalité une société égyptienne, travaillant sous le couvert d'une grande firme américaine, qui avait obtenu par un boycott arabe d'Israël. Ce rapport n'était connu que d'un nombre restreint de personnes, et sa publication peut, paraît-il, gêner considérablement les rapports israélo-américains. Le journal « Davar » avait annoncé que M. Rabin subirait lui-même l'examen du détecteur de la police. Cette information a été démentie. Mais plusieurs hauts fonctionnaires y seront soumis.

ANDRÉ SCÉMANA.

### M. JULES BRAUNSCHVIG EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'ALLIANCE ISRAËLITE UNIVERSELLE

L'Alliance israélienne universelle (1) a élu au cours d'une réunion de son conseil tenue à Paris, le 29 septembre 1976, M. Jules Braunschvig, président, en remplacement de René Cassin, décédé en février dernier.

Lors de la même séance, M.M. Raymond Aron, professeur au Collège de France, Bernard Halperin, membre de l'Académie de médecine et de sciences, professeur d'immunologie au Collège de France, et Raymond Levy, vice-président de la société d'Éthiologie, ont été cooptés au comité central.

M. Jules Braunschvig, diplômé de l'école des sciences politiques, industriel à la retraite, est membre du comité central de l'Alliance depuis 1922. Après la deuxième guerre mondiale, il contribua, aux côtés de René Cassin, à la renaissance de l'Alliance, dont il devint vice-président en 1948. Occupant plus spécialement des écoles, en décembre 1975, M. Jules Braunschvig était devenu président délégué de l'Alliance, qui compte aujourd'hui, dans le monde, soixante écoles fréquentées par trente mille élèves.

(1) 43, rue La Bruyère, 75009 Paris.

## A TRAVERS LE MONDE

### Angola

LE PREMIER MINISTRE ANGOLAIS, M. Lopo do Nascimento, a été reçu vendredi 1<sup>er</sup> octobre au Vatican par le pape Paul VI, qui a transmis ses « meilleurs vœux au peuple angolais ».

### Cameroun

L'ASSASSINAT DE FELIX MOUNIE. — En dépit des nouvelles conclusions des toxicologues, les juges genevois ont pris la décision de ne pas inculper M. William Bechter, ancien agent des services de renseignements français et assassin présumé de M. Félix Mounie, chef de l'opposition camerounaise (le Monde du 23 septembre). Ils estiment que, malgré des éléments nouveaux favorables à l'accusé, de graves présomptions continuent de peser sur lui et qu'il doit passer en jugement. La restitution de la caution de 5 000 F suisses versée pour sa mise en liberté provisoire, a été refusée par la justice. — (Corr.)

### Cuba

M. LEONID BREJNEV, secrétaire général du parti communiste soviétique, a reçu, à Moscou, le 1<sup>er</sup> octobre, M. Raul

Castro, deuxième secrétaire du P.C. cubain et ministre de la défense, annonce l'agence Tass. Au cours de l'entrevue ont été abordées « les questions du développement de la coopération entre les deux pays, de la consolidation de la sécurité internationale et du renforcement des liens entre pays socialistes et en voie de développement ». précise l'agence soviétique. Il s'agit de la deuxième visite de M. Raul Castro en Union soviétique cette année. — (A.F.P.)

### États-Unis

LE CONGRES a décidé, jeudi 30 septembre, de passer outre au veto que le président Ford avait opposé à un projet de loi prévoyant d'affecter 550 milliards de dollars à des programmes dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale.

### Inde

LE BUREAU EXÉCUTIF DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS s'est élevé mercredi 29 septembre contre « la préture en Inde » de 4 octobre, doit fournir le procès de M. Fernandes, président du parti socialiste indien et de l'Union des syndicats de chemins.

150



150

# PROCHE-ORIENT

## La Commission internationale de juristes a publié deux rapports sur la répression en Iran

Deux rapports sur la répression en Iran viennent d'être publiés, en anglais, par la Commission internationale de juristes, dont le siège est à Genève (1). L'un a été rédigé par M. William J. Butler, président du comité exécutif et membre du barreau de New York, l'autre par M. Georges Levasseur, spécialiste de droit pénal comparé, professeur à l'université de Paris II. Les deux auteurs, qui s'étaient rendus en Iran l'année dernière, condamnent les juridictions militaires et surtout la police politique (Savak) dont ils dénoncent l'arbitraire.

M. Butler se place davantage sur le terrain des faits historiques et sociologiques. Son rapport permet de mesurer le gouffre existant entre les garanties théoriques offertes aux Iraniens, fort bien décrites par M. Levasseur, et les pratiques des tribunaux militaires et de la police politique.

M. Butler rappelle l'évolution qui a mené l'Iran de la démocratie parlementaire à un régime autoritaire fondé sur un parti unique. Ce faisant, il n'oublie pas de souligner les aspects positifs de ce régime et les progrès accomplis sous l'égide de la « révolution blanche » déclenchée par le chah. Il mentionne les efforts entrepris pour résoudre la question agraire, réduire l'analphabétisme, améliorer l'hygiène. Quant au respect des droits de l'homme, l'auteur constate que, contrairement aux engagements souscrits par Téhéran, notamment vis-à-vis des Nations unies en juin 1975, il n'existe pas en Iran, dans la pratique, de liberté de parole et de presse. De même, en dépit de l'adoption, à partir de 1956, d'un système judiciaire inspiré de la législation française, les juridictions militaires ont un code propre et se chargent des affaires politiques. Le juriste note aussi que la plupart des procès se déroulent à huis clos.

M. Butler dénonce surtout l'omnipotence de la Savak. Les officiers de cette police politique, fait-il observer, peuvent agir en « magistrats militaires ». Tous les fonctionnaires y ont leur dossier. Des prisonniers de la Savak les détenus passent au bout d'une période indéterminée devant des tribunaux militaires, dont la compétence a encore été élargie depuis 1957.

À propos des conditions de détention, M. Butler affirme : « Dans l'opinion de l'auteur de ce rapport, il ne peut y avoir aucun doute que la torture a été systématiquement appliquée pendant un grand nombre d'années contre les suspects récalcitrants interrogés par la Savak. Le nombre des allégations détaillées qui ont été faites, l'absence de toute investigation impartiale et le fait que la Savak est et a été en fait un organe de répression à cette conclusion (...). Il y a des preuves abondantes montrant l'usage systématique de mesures inadmissibles de tortures psychologiques et physiques de certains suspects pendant leur interrogatoire. »

À la fin de son rapport, M. Butler adresse des « recommandations » au gouvernement iranien. Il lui suggère de transférer aux tribunaux civils les pouvoirs judiciaires actuellement détenus par les tribunaux militaires, de garantir l'indépendance de l'organisation judiciaire, d'assurer la liberté de la presse, de permettre à des observateurs internationaux et à des journalistes étrangers de suivre les procès d'opposants politiques, d'autoriser des enquêtes sur les cas de torture, d'interdire l'emploi de celle-ci, etc.

Dans sa description du système juridique de l'Iran, le professeur Levasseur fait ressortir deux

● LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER D'IRAN, la plus importante banque de développement du Proche-Orient, va emprunter pour six ans, 200 millions de dollars sur les marchés monétaires internationaux. L'emprunt servira à financer l'important programme économique et industriel iranien, dont la couverture est handicapée par la baisse des revenus pétroliers de ces derniers mois.

En février dernier, déjà, la Banque iranienne de crédit industriel a fait emprunter 50 millions de dollars sur les marchés européens, et un porte-parole de la banque avait déclaré à l'époque que l'Iran pourrait emprunter plus de 1 milliard de dollars cette année. (Reuter.)

A ses lecteurs qui vivent hors de France

### Le Monde

présente une

#### Sélection hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

## LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

### Les forces de droite prépareraient Vers une « table ronde » ?

De notre correspondant

Beirut. — Un calme étrange régnait ce samedi matin 3 octobre dans la région d'Aley, soumise la veille à un intense bombardement de la part des forces de droite, qui avaient lancé une offensive sur deux axes contre cette localité charnière du dispositif militaire des forces de gauche.

Jusqu'à tard dans la nuit on entendait des rafales de mitrailleuses au loin et, parfois, des explosions d'obus. Le centre de villégiature d'Aley, qui était impossible d'atteindre vendredi, était ce samedi d'un accès normal. Cependant, tout au long de la route qui y mène à partir du secteur palestinien-progrèsiste, d'innombrables impacts d'obus dans la chaussée témoignent de la violence du pilonnage de cette voie de communication. La localité même d'Aley a subi des dégâts, mais ils ne sont guère importants.

Selon le témoignage des responsables militaires aussi bien progressistes libanais que palestiniens, les positions n'ont pratiquement pas changé depuis vendredi. Ils affirment que, après avoir gagné quelques centaines de mètres à partir de Khabat, les forces de la droite chrétienne ont été repoussées jusqu'à leur point de départ. De même, sur la seconde ligne de front, une percée qui avait amené ces forces jus-

(Suite de la première page.)

qu'au village de Komatieh avait été anéantie.

La droite chrétienne avait annoncé la veille qu'elle avait déclenché « la guerre de libération d'Aley », et avait lancé des appels à la population lui demandant d'attendre dans le calme la fin des opérations. Certains chefs militaires participant à l'offensive étaient même allés jusqu'à déclarer qu'Aley tomberait en vingt-quatre heures. La majeure partie de l'armée libanaise a refait son unité pour la première fois en vue de participer à l'offensive contre Aley, le haut commandement resté neutre jusqu'alors, s'étant joint aux troupes des colonels Barakat et Makié, déjà ralliés à la droite chrétienne.

Les palestiniens progressistes ont replié sur la région d'Aley trois mille à trois mille cinq cents hommes qui, jusqu'à mercredi, tenaient l'enclos dans la montagne chrétienne. Ils se disent confiants dans leur capacité de repousser l'offensive de la droite à moins que l'armée syrienne n'entre une fois de plus en action au côté de leurs alliés. Les unités de Damas se trouvent à 2 et 3 kilomètres d'Aley, sur deux routes différentes, et, selon des témoins, auraient renforcé leurs positions.

LUCIEN GEORGE.

assuré, sans tout à fait convaincre, que sa visite était sans rapport avec les événements en cours et qu'il avait simplement voulu « saluer un vieil ami ».

Ce n'est qu'un temps plus tard, M. Fahmi revenait à l'Élysée pour sa seconde visite, et repartait en disant :

« Mon entretien avec le président de la République a porté largement sur la situation internationale et les relations franco-égyptiennes, ainsi que sur la situation au Proche-Orient. Nous avons aussi parlé du Liban, tous les gouvernements en parlent en ce moment ».

Cependant, dans les milieux français, alors qu'on avait minimisé l'entretien de jeudi, on ne cachait plus que celui de vendredi portait sur une « affaire très importante ». Certains rappelaient que la France avait déjà été « terre d'accueil » et qu'elle restait « un lieu où les gens peuvent parler ».

En tout état de cause, la démarche de la France dans cette affaire restera très prudente. Dans un premier temps au moins ses initiatives ne porteront que sur la procédure. Il s'agit seulement de faciliter la rencontre des adversaires, la responsabilité des solutions de fond devant incomber aux Libanais, et à eux seuls.

Il était donc tout à fait ouvert au rôle que la France entend jouer avant la visite que devait faire à Paris pendant le week-end M. Kamal Joumblatt. Il est clair qu'aux yeux des Français la position du chef de file de la gauche libanaise sera déterminante. Or, samedi matin, on ne semblait pas encore assuré, dans les milieux officiels, que la visite de M. Joumblatt, qui voyage actuellement au Proche-Orient, devait bien avoir lieu.

M. D.

● M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a adressé vendredi 1<sup>er</sup> octobre à M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, un télégramme dans lequel il écrit :

« Tout se passe comme si était mis systématiquement en œuvre un plan concerté à démanteler le Liban et à exterminer le peuple palestinien. (...) Je vous demande donc, monsieur le secrétaire général, d'user de votre haute autorité auprès de tous les gouvernements et de leurs représentants à l'Assemblée générale qui se tient actuellement, pour obtenir de toute urgence l'arrêt des combats, le retrait des troupes syriennes, le respect de la souveraineté et de l'intégrité du Liban, la sauvegarde de la population palestinienne. »

### MORT DE M. FOUAD NASSAR PREMIER SECRÉTAIRE DU P.C. JORDANIEN

L'Humanité annonce, ce samedi 3 octobre, la mort de M. Fouad Nassar, premier secrétaire du parti communiste jordanien, dont les obsèques ont eu lieu vendredi à Amman.

M. Fouad Nassar, d'origine palestinienne, était né le 28 novembre 1914 à Nazareth. Il s'était engagé très jeune dans les combats menés par les nationalistes arabes contre l'administration britannique et les organisations sionistes. Il avait adhéré au parti communiste palestinien en 1934. Il devait militer ensuite au sein de la Ligue de libération nationale, organisation communiste arabe de Palestine, créée en 1944. Il en était devenu en 1948 le président. La Ligue s'étant transformée, en 1951, en Parti communiste jordanien, M. Fouad Nassar accéda alors au poste de premier secrétaire. Les autorités jordanaises ayant interdit le nouveau parti, M. Nassar fut arrêté, jugé et condamné en 1952 à dix années de travaux forcés. Il fut interné au camp d'El-Jah et ne devait retrouver la liberté qu'en avril 1965.

M. Fouad Nassar avait rencontré au mois de juillet dernier, hors d'Israël, M. Meir Yinnor, le secrétaire général du P.C. israélien (Rakah). À l'issue de ces entretiens, les deux partis avaient publié un communiqué commun (le Monde du 30 juillet) pour préciser leurs vues sur les conditions d'un règlement du conflit israélo-arabe. C'était la première fois qu'un parti arabe signalait publiquement une déclaration commune avec une formation israélienne.

(Publicité)

GRUPE de PROFESSEURS LIBANAIS organise des cours d'arabe à

### L'ÉCOLE GERSON

31, rue de la Pompe - 75016 PARIS  
— Conformément aux lois libanaises.  
— Pour élargir de tous niveaux.  
— Pour tous renseignements :  
Tél. 555-47-56

## EDITION HORS-SERIE LE NOUVEL Observateur

Pour la première fois toutes les informations politiques, économiques, géographiques, pays par pays, dans

# ATLASECO

VIENT DE PARAITRE  
**20 F**  
seulement

170 pays  
228 pages  
82 cartes  
360 tableaux

Pour chaque pays :  
● organisation politique  
● tableau des 60 productions agricoles et des 40 productions minières pays par pays en 1975  
● l'économie des 170 pays en 1975 (PNB, Commerce extérieur, taux inflation, chômage, aide reçue ou donnée...)

atlas économique et politique mondial

en vente chez tous les marchands de journaux



## POLITIQUE

Après les journées parlementaires gaullistes

### M. Guéna : hors de l'U.D.R., qu'y a-t-il de solide dans la majorité ?

De notre envoyé spécial

Gramat. — M. Raymond Barre avait à peine quitté Rocamadour, vendredi, en recommandant aux parlementaires U.D.R. de se délier de l'« électoralisme » qui n'est pas une attitude « payante électoral », que ceux-ci entendaient aussitôt la campagne électorale. Se rendant à Gramat, M. Pons, député de la circonscription, avait convié plusieurs centaines de militants U.D.R. les responsables du mouvement ont prononcé « en clair » les discours qu'ils avaient esquissés aux journées parlementaires. L'appel à l'unité contre la « coalition socialo-communiste » a été lancé avec la détermination habituelle, ce sont surtout les responsables U.D.R. qui ont été le chef de l'Etat lui-même qui ont été mis en accusation.

M. Michel Debré, pour qui les élections sont une « toile de fond », a fait toujours passer, à priori, que les motifs seraient « lourds de décisions importantes ». Et il a lancé cet appel : « Ouvrons nos portes à tous ceux qui nous ont connus et traités avec nous en leur demandant de nous voir à l'esprit que le souci des grandes idées nationales. »

M. André Fautou, député de Paris, plus offensif, a affirmé : « Beaucoup de Français ont le sentiment qu'après leur avoir dit qu'on s'occuperait de leur vie, on ne s'occupe aujourd'hui plus de leur vie. » Entre deux salves d'applaudissements, il a lancé : « Les Français veulent que la France continue d'être gouvernée, alors qu'ils ont le sentiment qu'on est en train de les trahir. » Et encore : « Nous nous félicitons que Jacques Chirac ait pris l'initiative de dire non à Kissinger. » Et aussi : « Il fut un temps où la politique militaire de la France ne prêtait pas à exagération. »

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., très applaudi lui aussi, a présenté une enthousiaste justification du comportement de

### M. EDGAR FAURE JUGE « COMPREHENSIBLE » L'INITIATIVE DE M. CHIRAC

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a déjeuné vendredi 1<sup>er</sup> octobre avec M. Giscard d'Estaing. Interrogé à la sortie de l'Elysée sur les réactions que les républicains ont eues à l'égard de l'initiative de M. Chirac, il a répondu : « Il ne faut pas mettre en avant les questions de personnes. Elles ont leur importance, mais le problème français actuel est celui de l'initiation. »

Dans une interview au quotidien Ouest-France publiée le 1<sup>er</sup> octobre, M. Edgar Faure juge « tout à fait compréhensible » l'initiative de M. Chirac visant à élargir et franchir des frontières. « Je crois qu'il n'y a pas eu de note-té, qu'il y a eu une note de gouvernement — ce rôle m'en a été quelquefois tenu — des hommes qui ont pu saisir les positions et amener, en somme, une partie de l'opinion publique à suivre une ligne politique qui est celle du gouvernement et de la majorité. »

Le président de l'Assemblée nationale ajoute qu'il ne voit pas de contradiction entre la « stratégie présidentielle » de M. Giscard d'Estaing et la « stratégie de militants » de M. Chirac. Il estime que l'ancien premier ministre, afin de promouvoir un rassemblement, doit s'adresser à tous ceux qui, bien que votant pour l'opposition, approuvent pas le programme commun de la gauche.

### M. CHINAUD : les R.I. sont en parfait accord avec les motivations de M. Barre.

Les journées parlementaires des républicains indépendants ont pris fin vendredi soir 1<sup>er</sup> octobre. M. Roger Chinnard, président du groupe R.I. de l'Assemblée nationale, a déclaré : « Le groupe se sent en parfait accord avec les motivations profondes exprimées par M. Barre sur le développement de son action. »

A propos de la lettre adressée par le premier ministre à M. Paul Dijoud, M. Chinnard a estimé qu'elle était juste et sur le plan de la forme en tout cas. (Le Monde du 2 octobre).

M. Louis Pradel, maire de Lyon, a repris, après quelques jours de repos, ses activités (Le Monde du 26-27 septembre), vendredi après-midi 1<sup>er</sup> octobre. M. Pradel, qui a tenu à rassurer « ses amis lyonnais », et ceux qui tiraient de ses plans la « comédie », a indiqué que, contrairement à ce qui a été dit, il n'a pas été hospitalisé.

M. Jacques Chirac en assurant : « On serait mal venu de reprocher à Jacques Chirac de mener un bon combat. Il faut que les pays se ressaisissent à l'appel de l'U.D.R., car, hors de l'U.D.R., qu'y a-t-il de solide dans le pays au niveau de la majorité ? »

Tous ces propos ont été d'autant mieux reçus par les militants locaux de l'U.D.R. et par les députés et les cadres du mouvement que l'intervention de M. Barre, en fin de matinée, n'avait pas retourné la salle. Le premier ministre a été sans doute reçu avec respect, courtoisie et estime. Mais ses auditeurs ont regretté que le chef du gouvernement se soit trop effacé derrière le ministre des finances, voire même le professeur d'économie. Ils ont sans doute apprécié que M. Barre rappelle ses sentiments gaullistes, mais ils ont trouvé que ses références à Georges Pompidou, ses citations du général de Gaulle, ses hommages discrets à Jacques Chirac étaient trop nombreux et trop insistants pour ne pas être des dîners d'œil. Tous ont relevé enfin que M. Barre, parlant toujours avec assurance à la première personne, n'avait jamais cité le nom de M. Giscard d'Estaing et qu'il avait parlé du président de la République comme s'il n'était qu'un article de la Constitution. Le patronyme du chef de l'Etat ayant également été « omis » par tous les orateurs gaullistes qui préférent utiliser le transparent pronom indéfini « on » alors que M. Giscard d'Estaing était en réalité bel et bien au centre des pensées et des débats, un ministre en exercice pouvait constater en privé que cette réunion avait précédé à la déposition morale du président de la République.

ANDRÉ PASSERON.

### Le Mouvement national des élus locaux va préparer un manifeste municipal pour la majorité

Le Mouvement national des élus locaux, qui regroupe, sous la présidence de M. Pierre Caron, sénateur U.D.R. du Nord et maire de Valenciennes, des élus membres de la majorité ou proche de celle-ci, se prépare à publier avant la fin de l'année un ensemble de propositions concrètes tendant à améliorer le fonctionnement de la démocratie locale et à assainir la situation financière des communes. Ces propositions pourraient alimenter la campagne des maires et conseillers municipaux de la majorité qui se représenteront aux élections municipales de 1977, de même que celle des candidats nouveaux qui s'inscrivent leur action dans la mouvance du M.N.E.L.

Celui-ci estime nécessaire que candidats sortants et nouveaux s'inscrivent pas sans un « projet » municipal d'ensemble (en dehors du programme propre à chaque commune) devant des électeurs qui commencent à connaître — et à qui l'opposition fera mieux connaître encore — les difficultés auxquelles se trouvent confrontés les élus locaux dans leur gestion.

### M. PORTE NOUVEAU MAIRE DU PUY

M. Louis Porte, maj. prés., premier adjoint, a été élu maire du Puy (Haute-Loire), vendredi 23 octobre, par vingt-quatre voix de majorité. M. Porte, 52 ans, est un homme d'affaires, ancien directeur de la C.R.I. (Caisse régionale d'industrialisation), délégué, dont le siège de conseiller municipal a été pourvu dimanche 23 septembre (Le Monde du 24 septembre). Né le 22 janvier 1918, à Retournac (Haute-Loire), M. Porte, directeur de la caisse d'allocation familiale de la Haute-Loire, vice-président du conseil régional d'Auvergne, est conseiller municipal depuis 1953.

quotidienne. Or le M.N.E.L. redoute que les propositions de la commission de développement des responsabilités locales, rendues publiques peu après la remise du rapport de M. Lecat et Guichard au président de la République, fin octobre (Le Monde du 30 septembre) ne soient considérées comme le « programme commun » de la majorité en matière de collectivités locales. Inquiétude qui semble partager M. Poniatowski, le ministre de l'Intérieur, a vivement encouragé les dirigeants du Mouvement à présenter rapidement leurs propres propositions à cet égard.

Ces propositions tendront notamment à redéfinir et préciser le rôle du maire, à magistrat au service de toute la population et non pas de quelque classe sociale, groupe de pression ou fraction de l'opinion que ce soit, selon la formule de M. André Vais, secrétaire général, qui précise toutefois : « Il ne s'agit pas de prôner l'apolitisme, éthymologiquement contradictoire avec la notion de la cité, mais de faire que celle-ci s'écartere au seul bénéfice du public, de tout le public. »

Le M.N.E.L. insistera, d'autre part, dans son manifeste sur son refus de mesures contraignantes à l'égard des collectivités locales, s'agissant en particulier des fusions de communes.

### Au cours de leur treizième rencontre nationale

### LES GROUPES D'ACTION MUNICIPALE VEULENT « POSER LES VRAIS PROBLÈMES LOCAUX » A LA GAUCHE.

Les Groupes d'action municipale organisent, les 16 et 17 octobre prochains à Gailfontaine (Eure), leur treizième rencontre nationale (Le Monde du 24 septembre). Le collectif national des GAM a rendu publique la liste des dix-huit thèmes de la cité, en onze points, seront simultanément organisés pour « poser à la gauche les vrais problèmes locaux ». Parmi ceux-ci figurent notamment : l'école ouverte et équipements intégrés, l'information libre et l'expression locale écrite (journaux municipaux et journaux de contre-pouvoir et télévisuels), les ateliers populaires d'urbanisme, les maisons médicales et pharmacies mutualistes, le mouvement écologique face aux institutions, les travailleurs étrangers, la fiscalité locale, l'habitat autogéré, etc.

Parmi les éléments de réponse que les participants devront s'efforcer d'apporter à certaines questions posées au sein de ces « carrefours », plusieurs pourraient prendre à contrepied les positions généralement défendues par les mouvements d'élus locaux : y compris ceux qui à l'instar des GAM, sont explicitement favorables à la gauche. Ainsi en va-t-il par exemple des interrogations sur le rôle des hommes de main par rapport aux militants dans les conseils généraux, ou sur la responsabilité réelle de la gestion et du financement des services publics locaux dans le cas des concessions et régie municipales, ou encore sur le quartier urbain considéré comme « cellule de base de la démocratie », qui ferait chaque fois l'objet d'une réflexion collective.

■ GAM, 16, rue Anatole-France, 92800 Puteaux. Tél. 775-11-55.

(PUBLICITÉ)

## LETTERE AUX ÉLUS D'ILE-DE-FRANCE

Aux élections municipales de mars, on parlera beaucoup de la « qualité de la vie ». Notamment des transports en commun. Alors, parlons-en dès maintenant.

A Paris, les couloirs réservés aux autobus ont permis, avec la carte orange, de doubler le trafic des « lignes pilotes ». Aux heures de pointe, 1 315 bus assurent 30 % du trafic de surface, et ils n'occupent que 3 % de la voirie.

En banlieue, la RATP a proposé la création de 111 kilomètres de couloirs réservés : 44 dans les Hauts-de-Seine, 35 dans la Seine-Saint-Denis, 32 dans le Val-de-Marne.

Parce que beaucoup de municipalités hésitent, il n'en existe actuellement que 19 kilomètres : 12 dans les Hauts-de-Seine, 4 dans la Seine-Saint-Denis, 3 dans le Val-de-Marne.

On répète partout : « priorité aux transports en commun ». Il serait — enfin ! — temps de passer des paroles aux actes.

Nous en reparlerons au moment des élections.

JEAN-CLAUDE DELARUE  
président de la  
Fédération des usagers des transports  
F.U.T., 35, rue du Bourg-Thibault, Paris-4<sup>e</sup>  
Tél. : 272-11-15

## ÉDUCATION

M. HENRY SUR LE CAMPUS D'AMIENS

### Le secrétaire général de la FEN condamne la politique universitaire « épidermique » de Mme Saunier-Seïté

De notre envoyé spécial

Amiens. — M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), s'est rendu, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à Amiens. Il a tenu une conférence de presse à l'université de Picardie avant d'animer un meeting pour la journée d'action du 7 octobre. Il s'agit de la première étape d'une tournée que va entreprendre le secrétaire général de la FEN dans les universités françaises.

La nuit venue, M. André Henry ne cachait pas sa satisfaction, en devant démocratiquement deux cents durs, dans un café d'Amiens, entouré d'un groupe de fidèles, universitaires et syndicalistes mélangés. Le jour venu, il a été riche en événements et pour le jeune « patron » des cinq cent cinquante mille adhérents de la FEN, il ne faisait aucun doute que ce vendredi 1<sup>er</sup> octobre était à marquer d'une pierre blanche.

Sa venue à l'université de Picardie consacrait en fait le « come back » de la grande fédération sur un campus. Avec le temps et les vagues successives d'agitation, ses liens s'étaient détendus, et la FEN, prudente et peu habituée à l'éphémère universitaire, avait pratiquement abandonné la « gestion syndicale » de l'enseignement supérieur au SNE-Sup. Que signifiait donc la présence en grande pompe syndicale d'André Henry ? D'abord, les « nouvelles perspectives politiques de la gauche ». Sans faire campagne, M. Henry a parlé de « quinze mois à venir » à tous ceux qui lui ont été présentés, universitaires, syndicalistes ou étudiants, avec ferveur. Le secrétaire général de la FEN avait même pour cet art nouveau des « qualités de possible ministre de l'éducation », prétend l'un de ses proches, à l'heure lui-même de possible conseiller technique.

Le choix d'Amiens, comme première étape d'une tournée qui doit être nationale, n'était bien sûr pas fortuit. L'université de Picardie passe pour l'une des plus combattives à l'égard de la politique du secrétaire d'Etat aux universités, et elle semble payer une grande partie du « prix de la gauche ».

Ce contexte a permis à M. André Henry d'apporter publiquement le soutien de la FEN à l'université et à son président, M. Roland Péro, proche du P.S. tout comme M. Henry, et considéré comme un jeune président « contestataire ». Toute la journée, sur le campus, dans les studios de FR3, lors du meeting final, cette protection a été apparente, nette, tranchante même : « Mme Saunier-Seïté veut créer un climat confus autour de l'enseignement supérieur. Je ne vois pas la voie politique, mais une réaction épidermique. » Ou encore à l'adresse de M. Raymond Prieur, recteur d'Amiens : « Le métier de recteur peut être noble lorsqu'il permet à un homme de faire le lien entre l'administration et la base. Mais M. Prieur n'est que le simple exécutant d'une politique. »

M. Roland Péro devait faire un cadeau à M. André Henry en lui révélant le contenu d'une lettre du recteur, exigeant que l'université fournisse à l'administration les sujets des examens en cours. Ce qui ne s'est « jamais vu » depuis l'ère d'autonomie des universités. Les critiques du secrétaire général de la FEN furent plus vives encore lors d'une conférence de presse convoquée pour l'événement.

Il lui fallait étendre l'influence directe de la FEN sur l'enseignement supérieur tout

entier, et cela au détriment du SNE-Sup (animé principalement par des communistes), jugé de moins en moins représentatif par la FEN (25 % des enseignants du supérieur, selon M. Henry lui-même) : « Un syndicat doit faire des propositions et non se complaire dans une attitude négative. »

Devant les journalistes, c'est M. Henry qui dénonça l'austérité du budget des universités, et non M. Alain Roux, secrétaire général du SNE-Sup, pourtant présent.

### Les étudiants divisés

Le secrétaire général fut moins heureux cependant lorsqu'il reprut les organisations étudiantes, dans le bureau de M. Péro. Il aurait souhaité les voir ensemble. Mais le Mouvement d'action syndicale (MAS), proche de la C.F.D.T., refusait d'entrer dans le local de l'UNEF (Unité syndicale, de tendance trotskiste). L'UNEF (ex-Renouveau, principalement animée par des communistes), elle, n'était pas au rendez-vous. M. A. Henry s'entretint donc avec les deux premières formations et déclara que la FEN avait refusé de recevoir les étudiants indépendants d'Amiens, trop mêlés à la « dérogation » de l'U.E.R. de droit privé.

Vers la fin de l'après-midi, le secrétaire général s'est rendu sur le lieu du « meeting pour le 7 octobre », où l'attendaient quelques centaines de personnes.

Il y aborda à nouveau le thème de la « division syndicale », mais cette fois dans les organisations adultes. Il annonça également que la charte de la FEN pour l'éducation serait prête en décembre, et qu'une part importante y serait donnée à l'enseignement supérieur. M. André Henry était également venu à Amiens pour y recevoir de sages conseils et puiser dans une université victime de l'« arbitraire » des idées pour la gauche.

PHILIPPE BOGGIO.

## SCIENCES

Selon M. Jean-Claude Colli

### LA FRANCE EST BIEN SITUÉE POUR UTILISER L'ÉNERGIE SOLAIRE

(De notre envoyé spécial.)

Armon. — Après avoir assisté à la présentation des huit maisons solaires expérimentales construites par l'Electricité de France (E.D.F.) à Armon (Gard), M. Jean-Claude Colli, délégué aux énergies nouvelles, a tenu à replacer dans le cadre de la politique générale de l'utilisation de l'énergie solaire cette expérience menée en 1974, c'est-à-dire avant sa nomination à ce poste.

L'action en faveur de l'énergie solaire se situe à deux niveaux : d'une part, inciter à la multiplication des applications en vraie grandeur qui auront valeur de démonstration ; d'autre part, pousser la recherche et le développement dans le domaine des études fondamentales et dans celui des prototypes. En 1975 et 1976, une quarantaine d'opérations de démonstration ont été engagées : les fonds budgétaires correspondants sont passés de 5 à 6 millions de francs en 1975 à 18 millions de francs en 1976. Malgré l'austérité qui doit caractériser le budget de 1977, M. Colli espère que les fonds consacrés l'année prochaine à l'énergie solaire dépasseront ceux de 1976. Pour inciter les utilisateurs publics à multiplier l'énergie solaire, ceux-ci peuvent bénéficier d'une subvention non remboursable qui, selon les projets, peut atteindre 20, 50 ou même 80 % du surcoût.

Les particuliers peuvent, eux aussi, utiliser l'énergie solaire pour chauffer des pavillons individuels ou pour la fourniture d'eau chaude. Ils pourront peut-être bénéficier d'une aide indirecte.

Le projet de loi de finances qui sera bientôt soumis à l'Assemblée nationale pourrait, en effet, prévoir des modalités de déduction du revenu imposable. Cette déduction pourrait être au maximum de 7 000 francs, auxquels s'ajouteraient en outre 1 000 francs par personne à charge.

M. Colli pense que l'énergie solaire peut et doit se développer chez nous. La France, dit-il, est située dans la bonne zone géographique. Il y fait assez froid pour que le chauffage soit nécessaire, mais en général le froid n'y est pas très intense et le soleil brille une bonne partie du temps, surtout vers le sud du pays.

YVONNE REBEYROL

(1) Ces maisons ont été construites avec divers concours (ministère de la qualité de la vie, Agence nationale de valorisation de la recherche), la conception et la réalisation sont dues à M. Georges Choulet, architecte, et de nombreuses entreprises y ont participé.

Journal de 1976



150

## ÉDUCATION

### Le Conseil de l'enseignement supérieur approuve la transformation de deux U.E.R. d'Amiens

Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), réuni vendredi 1<sup>er</sup> octobre, a approuvé un projet de décret accordant un statut dérogatoire (par rapport à la loi d'orientation) à deux unités d'enseignement et de recherche de l'université d'Amiens. Les crédits de ces deux U.E.R. — sciences et techniques à Saint-Quentin, sciences juridiques à Amiens — leur seront désormais attribués directement par le secrétariat d'Etat aux universités et non plus par le conseil de l'université. Ce texte a été adopté par 45 voix contre 35.

A l'issue de la réunion, le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) et de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-Ex-Renouveau) ont dénoncé « la collusion gouvernement-patron » et « la dégradation au sein du CNESER, qui vient de décider la partition du service public d'enseignement ». Les deux organisations ont ajouté : « Nous ne plions pas devant l'arbitraire. »

Le Conseil a, d'autre part, adopté un projet de décret à propos des instituts universitaires de techno-

logie. Approuvé par 45 voix contre 34, ce texte prévoit que les directeurs d'I.U.T. seront nommés directement par le secrétaire d'Etat aux universités. Celui-ci ne sera plus tenu de suivre l'avis du conseil d'administration de l'I.U.T. Les chefs de départements d'I.U.T. seront, pour leur part, nommés directement par les recteurs après avis du directeur du conseil d'I.U.T. et du conseil du département intéressé. Ils seront nommés pour trois ans.

● Mme Alice Samia-Sellé, secrétaire d'Etat aux universités, est arrivée, vendredi 1<sup>er</sup> octobre à Djakarta, pour une visite officielle de deux jours à l'occasion de l'inauguration d'une labora-

toire électronique et d'un centre de documentation franco-indonésien à l'Institut technologique de Bandung. (A.F.P.)

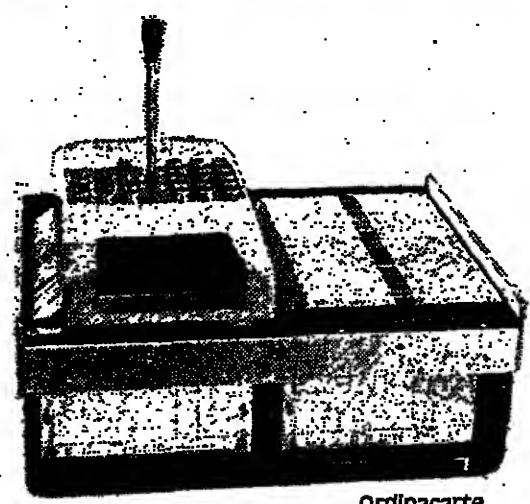
● Le président de l'association « L'école, instrument de la paix » (E.I.P.) observe à Genève, depuis neuf jours, une grève de la faim, qu'il a l'intention de poursuivre jusqu'à ce que soit résolu le problème financier de son organisation. L'E.I.P. a besoin, pour mener à bien sa tâche, de 500 000 francs suisses. Cette association, qui compte plus de dix mille membres, a pour objectif d'obtenir que dans chaque établissement scolaire soit enseigné « un civisme international dépourvu des aspects nationaux, la compréhension réciproque, le respect de la vie et des hommes, la tolérance et la responsabilité. » (Corresp.)

● La grève des conseillers d'éducation et des conseillers principaux d'éducation des lycées et collèges qui a eu lieu vendredi 1<sup>er</sup> octobre a été suivie, selon le ministère, par 15 % et selon les syndicats par 60 % des personnels de ces catégories.

## ANCIENS COMBATTANTS

Le comité du souvenir aux justifiés du Mont-Vallier organisera sa cérémonie annuelle à la mémoire des quatre mille cinq cents fusillés par les occupants nazis entre août 1940 et août 1944, le 9 octobre à 15 heures, au Memorial de la France combattante.

## Entre les grands moyens et pas de moyens du tout, voici la solution pour votre classement



Ordinacarte.

Pour leur classement, toutes les entreprises n'ont pas besoin d'un système informatique sophistiqué. Mais aucune entreprise ne peut se passer de classement.

Ordinacarte permet la recherche directe des fiches dans leur logement et leur sélection selon des combinaisons multiples. Pas de classement des fiches. Ordinacarte se charge de les retrouver. Exemples d'application : analyses de clientèle, planning d'achat, gestion du personnel, des stocks, documentation...

La gamme Fichier Sélection ? du moyen de classement manuel au moyen de recherche électronique, des équipements éprouvés par des milliers d'applications adaptées à chaque cas.

## FICHER SÉLECTION

BP N° 5  
92170 Vanves  
17 r. Aristide Briand  
Tél. 645.21.01

Je souhaite recevoir votre documentation FICHER SÉLECTION. B.P. 5, 92170 Vanves

NOM \_\_\_\_\_  
ENTREPRISE \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
TELEPHONE \_\_\_\_\_ POSTE \_\_\_\_\_

## A LA FRANGE DU CATHOLICISME

### Le gaspillage des schismes

Les abus du centralisme romain et l'uniformité de l'Eglise catholique — réalité d'hier mais encore pour une part d'aujourd'hui — sont une chose. L'incroyable émiettement des Eglises chrétiennes en est une autre : ceci ne compense pas cela. Ce sont au contraire deux phénomènes également irritants parce qu'anormaux : ils contredisent non seulement l'idéal de l'Evangile, fondé sur la liberté et l'amour, mais aussi le commandement de Jésus : « Soyez un comme mon Père et moi comme un ». On compte dans le monde près de trois mille dénominations chrétiennes en additionnant aux grandes Eglises, qui comportent des centaines de millions de fidèles, les divers rameaux confessionnels ou sectes se réclamant du Nouveau Testament.

Particulièrement chatouilleuse sur le plan de l'unité institutionnelle et doctrinale l'Eglise catholique, on le sait, a subi ou provoque depuis vingt siècles des schismes ou hérésies, — sur lesquelles elle a jeté l'anathème, pour reprendre une vieille expression qui, heureusement, n'a plus cours. Presque toujours, les conciles ont été convoqués pour régler des mouvements théologiques et essayer — sans grand résultat — d'étouffer des courants doctrinaux jugés déviants. Ainsi, l'histoire de l'Eglise est jalonnée de séparations spectaculaires qui ont infléchi, peu ou prou, le destin des peuples au temps où politique et religion étaient étroitement imbriquées.

Outre les deux grands schismes d'Orient (IV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles) et d'Occident (XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles) (1), les exemples ne manquent pas. Par exemple l'arianisme a été condamné par le concile d'Epheèse (431) ; l'iconoclasme par Nicée II (787) ; le catholicisme par Latran III (1179) ; les Vandales et les Aigibéens par Latran IV (1215) ; les Russes par Constantin (1454-1462) ; le conciliarisme par Latran V (1512-1517), etc.

En 1515-1563, le concile de Trente qui opposa au protestantisme naissant une série de définitions dogmatiques et de réformes disciplinaires, a été la cassure avec les luthériens et les calvinistes, privant ainsi les deux parties des richesses propres à chacune. Les conséquences de ce schisme sont toujours d'être effaçables, encore que, bien des points Vatican II ait jeté beaucoup de lest : à tel point que l'on a pu parler d'une « dé-protestantisation » de l'Eglise romaine, au grand dam des intégristes.

#### Dissidences en cascades

En définissant le nouveau dogme de l'infalibilité pontificale, Vatican I (1870) a suscité la naissance d'une véritable Eglise schismatique. Dans le sillage du grand théologien allemand, von Doellinger, qui mena une campagne contre ce dogme, adopté, il est vrai, dans des conditions particulières, ont suivi, plusieurs papes, et évêques se séparèrent de Rome pour se rattacher à l'Eglise Vieille-catholique. Les origines de celle-ci remontent au huitième siècle, mais elle connaît un essor particulier au moment du jansénisme lorsque les exilés de Port-Royal se réfugièrent auprès de l'Eglise d'Utrecht. En 1839, une union de ces Vieilles-catholiques, d'Allemagne, de Suisse, d'Autriche-Hongrie fut fondée. Depuis 1931, les Eglises Vieilles-catholiques sont en communion avec l'Eglise romaine et sept ans plus tard elles ont adhéré au conseil oecuménique.

Les vieux-catholiques sont de trois cent mille à cinq cent mille dans le monde (treize évêchés, près de six cents prêtres). Leur statut d'honneur est l'archevêque d'Utrecht. En France, les vieux-catholiques se disent six cents. Ils ont deux paroisses à Paris : une à Lyon ; du point de vue doctrinal, les vieux-catholiques ne croient pas à la transsubstantiation et ils rejettent le dogme de l'Immaculée-Conception. Le liturgie est en langue vernaculaire ; ses prêtres peuvent être mariés.

L'Eglise dont nous venons de parler ne doit pas être confondue, malgré l'homonymie avec l'Eglise vieille-catholique d'obédience française, qui date de 1865-1866 et dont les paroisses en France se comptent sur les doigts d'une seule main, notamment dans le Sud-Ouest (Bordeaux et Toulouse). Elle serait florissante à New-York et compterait, dit-elle, 85 000 fidèles dans le monde. Les objectifs de cette Eglise sont essentiellement l'infalibilité pontificale dans le cadre de la collégialité et mentionne Paul VI et le patriarche de Constantinople dans sa liturgie. La messe est célébrée en latin. Le pèlerinage de Notre-Dame d'Espérance (de Montauban) désavoué par l'Eglise catholique en 1950, a été restauré par cette confession. Mais ce n'est pas tout. Il existe

(1) Le schisme d'Orient marque la scission entre l'Eglise byzantine et l'Eglise romaine, survenue en 1054 par Chiosse et consignée par Michel Cerulière en 1054. Jean XXIII et Paul VI ont renoué avec le patriarche oecuménique de Constantinople.

Le grand schisme d'Occident divisa l'Eglise catholique de 1378 à 1429 : il y eut plusieurs papes à la fois, l'un à Rome, l'autre à Avignon.

(1) Plan de sauvegarde proposé par les libéraux (voir le Monde du 6 février 1975).

## RELIGION

rale et la discipline catholiques. Il n'est pas nécessaire — il n'est presque plus nécessaire — de quitter l'Eglise-mère. Les réformes se font mieux du dedans que du dehors et elles sont ainsi plus utiles à l'humanité.

Quant à Mgr Lefebvre, l'Eglise risquerait de s'appauvrir en le rejetant. Une excommunication du fondateur d'Ecône ne serait certes pas injustifiable, mais elle serait mal comprise et impopulaire même auprès de certains de ses adversaires. En outre, elle serait maladroite. Vatican II fut fait à la fois par une majorité progressiste et par une minorité conservatrice. Cette dernière ne s'est pas évaporée. Elle continue

à servir de contrepois. S'il est vrai que l'Eglise a vocation auprès de tous les hommes de bonne volonté, chacun de ceux-ci doit pouvoir se sentir à l'aise.

Paul VI le sent parfaitement qui continue à s'efforcer — sans se soucier de paraître faible — de ne rien briser. Le temps travaille davantage pour lui que pour l'ancien archevêque de Dakar.

A notre époque qui a élevé le dialogue au niveau d'une vertu, qui se vante d'entrer dans la psychologie de l'opposant et qui proclame son opposition au socialisme, on voudrait croire que le schisme n'est plus inévitable.

HENRI FESQUET.

## Libres opinions

Le Rassemblement des silencieux de l'Eglise, animé par M. Pierre Debray et Mme Françoise Lurot, a organisé une réunion, ce samedi 2 octobre, de 14 à 24 heures, au Palais de la Mutualité, rue Saint-Victor, à Paris (5<sup>e</sup>). Cette assemblée devait comporter une large participation de prière (méditation, rosaire, chant du Saint-Sacrement), une « table ronde » à 16 heures et une réunion de commissions. Les orateurs prévus à la « table ronde » sont MM. Chanchard, de Beldéfré, Jean Dubourd, Jacques Duquesne.

Le thème de cette réunion portera sur la crise de l'Eglise, l'affaire Lefebvre et les excès des progressistes.

M. Pierre Debray présentera comme invitée la convocation d'un concile national, ainsi qu'il l'expose ci-dessous.

## Pour la convocation d'un concile national

par PIERRE DEBRAY (\*)

MGR LEFEBVRE fut un révélateur. Il est devenu un alibi. Son cas particulier tend désormais à dissimuler le véritable enjeu de la crise qu'il a provoquée. S'il s'était engagé dans la voie du schisme, 5 % seulement de catholiques pratiquants l'aurait suivi, tandis que 25 % lui sont favorables, et que 3 % déclarent qu'ils participeraient à une messe célébrée selon le rite de saint Pie V, s'ils en avaient l'occasion.

Certes, les sondages ne fournissent que des instantanés. Ils photographient l'état de l'opinion à un moment donné. Même si l'on tient compte du fait que les questions ne sont pas formulées de façon identique, quand on tente de tracer une courbe d'évolution, il apparaît très clairement que l'opinion catholique, massivement favorable, il y a dix ans, au second concile du Vatican manifeste, aujourd'hui, un certain désenchantement. En fait, un pratiquant sur quatre (24 %) estime qu'il a fait plus de mal que de bien à l'Eglise catholique et la même proportion (25 %) que l'Eglise a entamé son déclin. Ces deux réponses ne se recoupent pas. Il est évident que dans leur majorité ces partisans de Mgr Lefebvre croient à un recul passager, provoqué par le concile, non à un déclin. Donc, une proportion non négligeable de catholiques qui continuent de penser que Vatican II a été un événement heureux estiment qu'il n'est pas parvenu, pour autant, à engager un processus de décadence.

Quand le cardinal Marty explique qu'il suffit d'appliquer le concile et de faire preuve de pédagogie, il est permis de lui demander pourquoi il ne l'a pas appliqué plus tôt ? Pourquoi ce souci pédagogique ne se manifeste qu'après l'ébranlement provoqué par « l'affaire Lefebvre » ? Il est bien tard. N'est-il pas trop tard ? De toute façon, le concile n'est pas un bloc. Il comprend des constitutions et des décrets, qui ne sauraient être mis sur le même plan, des constitutions dogmatiques (qui développent, enrichissent la foi de l'Eglise, même si elles ne promulguent pas de dogmes nouveaux) et des constitutions pastorales.

Mgr Lefebvre critique Vatican II, Maurice Clavel, qui ne passe pas pour être de ses amis, le critique. Un catholique pratiquant sur quatre le critique. Ne nous voilons pas la face. De nos jours, l'histoire de l'Eglise tout entière passe au crible de la critique. Aucun concile n'est épargné et l'on sait assez le mauvais sort que la littérature ecclésiastique fait au concile de Trente ou au premier concile du Vatican, depuis quelques années. De quel droit Vatican II serait-il réputé intouchable ? Ce n'est pas l'aspect dogmatique de ce concile qui est mis en question, c'est son aspect pastoral. Ce qu'il a, non de permanent, mais de transitoire. Non d'éternel, mais de temporel. Non de spirituel, mais de charnel. Tous les conciles sont ainsi. C'est la loi de l'incarnation. D'une certaine manière, qui ne passe pas, ils manifestent la foi de l'Eglise d'une autre, plus ou moins durable encore, que toujours périssable. Ils expriment un certain rapport de l'Eglise au monde de son temps.

Est-ce le fait de l'accélération de l'histoire ? D'une disposition toute cléricale à un agenouillement devant le monde que les chrétiens de la fin du vingtième siècle n'acceptent plus ? D'une analyse socio-culturelle qui évacue toute prospective ? Peu importe, au niveau du constat. La pastorale de Vatican II, en dix ans, a si mal vieilli que la voici dotée d'une superbe barbe blanche. Alors Vatican III ? N'allons pas si vite. D'abord on ne réunit pas un concile tous les dix ans. Ensuite, il n'est nullement certain qu'en Afrique ou en Amérique du Sud les catholiques voient ces choses de la même façon que nous. Nous ne vivons pas, les uns et les autres, le même type de révolution. La leur touche aux structures socio-économiques. La nôtre au modèle. Nous sommes en pleine révolution culturelle. Il ne s'agit pas de savoir si cette révolution est bonne ou mauvaise, si elle nous plaît ou non. Il suffit de constater que dans les pays occidentaux aucun parti au pouvoir ou susceptible d'y parvenir, qu'il soit de droite ou de gauche, ne prétend modifier radicalement les structures socio-économiques. Un bouleversement provoquerait une catastrophe. D'où de prudents amendements, un peu plus ou un peu moins de nationalisations. Par contre, l'image que l'homme occidental, depuis quatre siècles au moins, se donnait de lui-même se trouve brutalement mise en question. Le modèle que lui fournissait l'humanisme se brise. On n'aurait pas les textes pastoraux de Vatican II. Ils sont fondés sur la recherche d'une réconciliation de l'Eglise et de cet humanisme occidental (fondamentalement anti-chrétien) en pleine décomposition. Tout se passe comme si le catholicisme, qui avait été, au cours de ces quatre siècles, l'unique forteresse qui résistait en Occident au flot battant de l'humanisme, se rendait, se livrait, s'abandonnait à l'heure du reflux.

Ainsi se pose la vraie question : dans cette révolution culturelle (qui débouchera si nous n'y prenons garde sur le nihilisme), l'Eglise a-t-elle quelque chose à dire que personne ne peut dire à sa place. Si nous en jugeons par la pastorale actuelle, elle n'a rien à dire, du moins en Occident. Alors qu'elle cesse de bavarder. Pour nous être mis à l'écoute de l'Orient chrétien, nous sommes quelquefois à penser tout au contraire que la partie se joue entre le nihilisme et l'eschéologie chrétienne. Que l'on peut vivre la fin des temps comme désastre subi stoïquement ou comme espérance librement assumée.

Nous ne sortons de la crise que si nos évêques, après une large consultation des forces vives du laïcat, dont personne ne sera exclu, remettent en chantier l'ensemble de leur pastorale. Nous demandons que commence, le plus tôt possible, la préparation non d'un concile « universel », oecuménique, mais plus humblement d'un concile national où évêques, prêtres et laïcs examineront la seule question qui compte aujourd'hui : qu'est-ce que l'Eglise a à dire que personne d'autre ne peut dire à sa place ? Et comment le dire ?

(\*) Fondateur des Silencieux de l'Eglise.





## OU EN EST LE ROMAN POPULAIRE EN 1976 ?

Hugo, Balzac, Zola sont lus  
par tout le monde  
Est-ce un but à rechercher  
aujourd'hui ?

Et qu'est-ce qu'une littérature populaire ?  
Bernard Clavel, Max Gallo,  
René-Victor Pilhes  
et Claude Simon répondent.

### La littérature, c'est aussi un fait politique.

C'est pourquoi Politique-Hebdo en parle.

Egalement au sommaire :

- Plan Barre : les refus.
- Rhône-Poulenc : la saga des Gillet.
- Etranger : les élections en RFA. SOS Algérie.
- Consommation : les patates de Livry-Gargan.

Télévision. Cinéma. Livres. Expos.

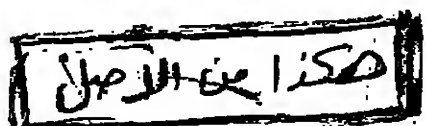
Guy Bedos : « La politique c'est ça »  
et une ouverture rétro pour un journal d'avenir  
par Sempé.

## politique hebdo

nouvelle formule



En vente dès aujourd'hui chez tous les marchands de journaux.





150 000 000

# Le Monde aujourd'hui

## AUTO-STOP

### Marie et la liberté

« **V**OUS allez à Aurillac ? — C'est sur mon chemin. Si je puis vous rapporter... »

Cette jeune femme, accompagnée d'une fillette, fait de l'auto-stop à la sortie d'Argentan, petite commune de Corrèze.

## CROQUIS

### Pas un mot à Ramoz

Au comptoir du café, devant un verre de vin, deux magots parlent à haute voix. On dirait qu'ils interprètent le *Cegall* et le *Fémi*, de Pierre Pechin. L'un est Portugais, l'autre Algérien. Ils se racontent leur pays, le soleil, la famille, le fado, le couscous...

A mesure que les verres défilent, leurs rêves deviennent précis :

- A Toussaint, j'en prends 100 000 (tu sais ce que c'est 100 000 ?) et tu viens avec moi au Portugal.
- Et le travail ?
- Tes malades. Tu comprends : t'es malade et moi t'es malade. On va au Portugal. Mais surtout, tu dis rien à personne, même pas à Ramoz. Tu viens chez moi, tu dors chez moi, tu manges chez moi. Tu prends que 100 000.
- Avec 100 000 t'es assez. Mais tu dis rien à personne, même pas à Ramoz. (A la patronne : La même chose s'il vous plaît.)
- Et les peupliers ?
- Tu viens avec moi au coucou et je t'arrange ça. T'es compris : au coucou.
- Faut pas le dire.
- A personne, même pas à Ramoz...

Tels ils parlaient dans le café désert, et le flipper seul entendit leurs paroles.

G. DENOY.

## VOYAGE

### L'AMÈRE PATRIE

**J**E rentre d'un voyage en France. Je vais régulièrement, aussi souvent que possible, y effectuer une sorte de pèlerinage dans le passé et l'imaginaire. Une fois de plus me voilà déçu. Je reviens bredouille d'un safari aux mythes, les mains vides, les valises et l'âme dégoûtées. Le miracle n'a pas eu lieu. Comme Québécoise je suis sans doute à la recherche d'une terre natale perdue, d'un pays mythique dont m'entretenaient avec ferveur et passion mes parents et mes maîtres à l'école. Je suis en quête d'une France parfumée, odorante comme celle de la chanson « Ça sent si bon la France ». C'est décevant de remonter aux sources et de les trouver vides de la croûte tarée.

Je suis un peu comme mon fils que je surpris un jour — il avait alors presque dix ans — composant au téléphone. Le 184. Mère indécise, piétinant un rêve sans le savoir, le lui demandait à qui il téléphonait. Pris en flagrant délit de naïveté, il avoua en rougissant que le 184 était le numéro de téléphone du château de Moulinsart. Même s'il savait très bien que ni Tintin ni le capitaine Haddock n'étaient de chair et d'os, il tentait de matérialiser des héros familiers. Il ne croyait pas aux miracles mais il voulait un moment imaginer l'impossible, forcer le destin. Nous étions bien et tous les deux et je lui racontai, complice, qu'à son âge je relisais souvent l'histoire de Marie-Antoinette avec elle, que fois au cœur le même fol espoir toujours déçu : la reine serait sauvée en extrême et sa folle tête couronnée ne tomberait pas sous l'effluve guillotine.

Le mois dernier, en Bretagne, je me suis rappelée ce coup de fil aux abonnés absents du château de Moulinsart quand, aux environs de Quimper, j'ai pensé avec attendrissement à la Bécassine de mon en-

fance. Pardonnez-moi si je fais étiage d'érudition mais je lisais Bécassine dans le texte. Bécassine me plaisait comme Tintin à plus à mes fils et j'ai fait jouer le jeu à mon tour en demandant au premier Quimperois venu de m'indiquer la route de Clocher-les-Bécassines.

### Botrel ? Connais pas

A Palmol, j'ai vainement cherché les chansons de Botrel dans plusieurs librairies de la ville, à croire que Botrel est aussi inexistante que le château de Moulinsart et Clocher-les-Bécassines. Ma requête insolite a été diversement accueillie et on m'a parfois regardée avec une curiosité amusée. Certains Français ignorent jusqu'au nom de ce chanteur des Palmolaises dont les yeux sont plus bleus que le ciel, n'en déplaise à saint Yves le patron ; des marins quittant leurs genêts et leurs landes pour aller aux pêches d'Irlande ; des crâpes, châtaignes et cidre doux, mon doux ! Rares ceux qui s'étonnent de voir qu'une Québécoise sache que les gens de Locminé ont de la maillette sous leurs souliers. Mais que des Bretons ignorent Botrel, même si ses chansons sont démodées et un peu mièvres, n'est-ce pas aberrant ? Et quand dans un bar voisinant le calvaire, à Plougastel, le juke-box écrie une bruyante musique pop-clamant : « I am going to change », on ne peut réprimer un sentiment de gêne, un malaise. Ça saute pourtant à l'oreille, inutile d'insister, de la chanter sur tous les tons, le changement est déjà là, visible, palpable, audible et parfois regrettable.

Ce n'est pas toujours drôle de courir et de s'essouffier derrière une France « autre » : d'y arriver avec des souvenirs littéraires à ressusciter tout en sachant la naïveté de l'en-

treprise (cette même naïveté qui pousse les Français en voyage au Québec à chercher Maria Chapdelaine ?). La lucidité encombrante prend toujours le pas sur la nostalgie et le sentimentalisme. Au Mont-Saint-Michel, cette ruhe bourdonnante où les touristes butinent et font leur miel sur mille objets québécoises (les Français disent kitch mais chez nous on est habitué à inventer des mots quand besoin est), c'est d'une tristesse ! Il faut se frayer un chemin parmi les vendeurs du temple et leur caravansérail de bimbeloterie tapageuse pour accéder à l'abbaye. Je l'avoue, j'ai renoncé et me suis repliée sur Saint-Malo, beau port de mer. Là, je n'ai pas cherché les navires chargés d'évoquer un souvenir de Jacques Cartier retrouvé, les traits creux, dans un musée. Toujours à Saint-Malo, s'il est question de Chateaubriand c'est pour entendre : « Saignant ou le point ? » Et comment oser riposter « bien sûr ? ». Il faut être de son temps, quitter à rester sur son appât.

Autre chose étonnante, les Français manquent de fantaisie et d'imagination dans certains domaines alors que nous, Québécois, leur prêtons bien volontiers tous les mérites de l'esprit et de la subtilité. S'il renonce aux chaînes (bien nommées) hôtelières, le touriste à l'impression de visiter un interminable zoo : que de Lion d'or, de Cheval blanc, de Cheval noir, de nous voir pays où pourtant même les voyelles ont chacune leur couleur distinctive ! Bien sûr, on ne peut pas prétendre loger tous les soirs à l'auberge de la Grande Ourse, où au lieu des deux ou trois étoiles du petit livre rouge (celui de Michelin) on pourrait compter sur toute une galaxie, mais on le regrette. Servir de rêves on dort moins bien.

Et puis le Québécois pure laine a beau endimancher sa langue, il ne

pas l'accent tonique là où il faut et se parure à des talents normands dont on n'est volontiers à Paris. Enfin Malherbe vint... mais nos ancêtres étaient déjà parisiens et les Français devraient avoir l'élégance d'en tenir compte. Hélas ! quand avec des airs paternalistes ou supérieurs, au lieu de rire sous cape, ils s'attendent, c'est plus vexant encore. Il y a risque, quand on frôle la condescendance, de friser le ridicule. A la lettre B d'un dictionnaire, on trouve le photo de l'actuel premier ministre québécois Bourassa (Robert) et pas celle de Brejnev (Leonid). A notre tour de rigoler doucement. En France aussi le langage évolue à sa façon et même une Québécoise peut y alimenter son ironie. Il n'y a pas si longtemps, pour marquer son admiration, le Français s'écriait : « C'est quelque chose ». Maintenant il dit plutôt : « C'est pas rien ». Nuance. Et gare au Bécassin arrivé de la ville qui ne le sait pas encore. (Tiens, je manque aussi d'élégance.)

### La nostalgie d'un pays perdu

Au fond, nous avons gardé la nostalgie d'un pays perdu et les Québécois, sans toujours en l'avouer, sont inconsciemment d'avoir été abandonnés dans un désert de froidure et de glace. Aujourd'hui, les Français finissent plus de nous redécouvrir et s'étonnent de nous voir pays où pourtant même les voyelles ont chacune leur couleur distinctive ! Bien sûr, on ne peut pas prétendre loger tous les soirs à l'auberge de la Grande Ourse, où au lieu des deux ou trois étoiles du petit livre rouge (celui de Michelin) on pourrait compter sur toute une galaxie, mais on le regrette. Servir de rêves on dort moins bien.

Et puis le Québécois pure laine a beau endimancher sa langue, il ne

## Au fil de la semaine

**U**N rapport du ministère de l'intérieur vient de répéter, statistiques à l'appui, que la délinquance juvénile ne cesse d'augmenter (1). A vrai dire, on le savait déjà : chaque année, l'avertissement est rituel. Il provoque non moins rituellement de savantes études de psychologues et sociologues, des commentaires angossés de parents et d'éducateurs, qui, tous, d'un doigt vengeur, désignent les coupables : la télévision, le cinéma, la presse, en ajoutant, pour faire bonne mesure, quelques considérations sur la société, la vie moderne, la crise de civilisation. Puis le silence retombe jusqu'au prochain crime de jeunesse ou jusqu'au prochain rapport.

Qu'en est-il réellement, quelles sont la nature, la portée, les conséquences de la représentation de la violence par les médias ? Et que faire ? A ces questions, deux groupes de travail cherchent des réponses. L'un, présidé par M. Alain Peyrefitte, examine la violence en général dans notre société, et il lui faudra encore un an ou moins avant d'avoir achevé sa tâche. L'autre, dit « commission Chavanon » du nom de son président, se limite précisément à l'étude de la violence dans les médias d'information de masse. Sa mission : « comment surmonter les contradictions qui se présentent dans certains cas de violence dramatiques et flagrantes entre les exigences de l'information et celles de l'ordre public ». Constituée au printemps, cette commission a déjà tenu environ vingt-cinq séances et compte, dans le mois prochain, remettre son rapport au premier ministre, puis le publier.

La France n'est évidemment pas le seul pays qui se préoccupe de cette évolution et de ce problème. En attendant le rapport Chavanon, un document corréatif, établi par une commission royale d'enquête chargée d'étudier la violence dans les médias, apporte d'intéressants éléments de réflexion.

La commission canadienne dispose de moyens propres à faire réver M. Chavanon. Elle a d'abord procédé au dépouillement systématique de deux mille ouvrages, rapports et études, sur le sujet, diffusés cinquante mille brochures-questions, fait réaliser un film présenté à cinquante mille spécialistes, fait réaliser un film, avec un numéro de téléphone, que l'on peut appeler à tout moment, de jour comme de nuit, un centre pour recueillir les réactions immédiates des téléspectateurs aux images de violence. Après quoi, elle est devenue itinérante et a tenu quarante audiences publiques dans trente-sept localités d'importance diverse pour que les simples citoyens puissent s'exprimer. Ces audiences ont été annoncées à trois reprises dans toute la presse nationale et locale ; pour le seul Etat d'Ontario, par exemple, dans 44 quotidiens et 408 hebdomadaires ou périodiques, et en 23 langues. Et ce n'est pas fini : c'est à la fin de l'année, après une nouvelle série d'audiences publiques, que la commission aura terminé son enquête. Elle vient néanmoins de publier trois gros rapports intermédiaires pour exposer l'état de ses travaux et formuler ses premières conclusions.

Avant de laisser de côté tout ce qui, dans ces documents, concerne uniquement le Canada, relevons quelques données spécifiques : 96 % des foyers ont la télévision, et comme la part des émissions — séries policières et d'aventure notamment — achetées aux Etats-Unis ne cesse de s'accroître, il n'est pas étonnant que les ondes soient quasi unanimement considérées comme le vecteur principal de la violence. Chaque Canadien regarde la télévision treize heures par semaine en moyenne et les enfants bien davantage : on a calculé qu'à la fin de leurs études qu'à l'école, où ils ont passé en moyenne douze mille heures. S'ils n'atteignent pas le record de l'enfant américain, qui, à l'âge de quinze ans, a pu voir ainsi treize mille meurtres à la télévision, ils sont comme les nôtres, plus même que les nôtres, semble-t-il, abreuvés de scènes de violence physique à la cadence de sept ou huit par heure aux moments de la meilleure écoute.

La première constatation déabusée que formule la commission canadienne est que nous sommes très mal renseignés. Partout on admet, on proclame que les médias, en général, et d'abord la télé-

## VIOLENCE ET TELEVISION

PIERRE VIANSSON-PONTE

vision, puis, au second rang, la presse écrite, incitent à la violence et on le déplore hautement. Mais très rares et peu satisfaisantes sont, dans le monde entier, les recherches faites pour explorer les mécanismes, mesurer les conséquences, évaluer l'exacte responsabilité des médias. On se borne à des mesures quantitatives en laissant de côté les éléments qualitatifs ; encore n'appréhend-t-on que les scènes de brutalité, de meurtre, de guerre ou de terrorisme, et non la violence psychologique et sociale. Les remèdes proposés sur ces bases très insuffisantes sont, dès lors, de deux ordres : ou bien il ne s'agit que de fâmes palliatifs dont nul n'ignore qu'ils seront sans effets ; ou bien on prône des solutions intrinsèques et absolues dont on sait bien qu'elles seront inopposables.

La violence psychologique et sociale, plus subtile et difficile à saisir, n'est pas la violence physique, au moins aussi graves et peut-être davantage que la violence physique. Elle accredit une image déformée de la réalité, mine et détruit l'aversion envers la violence et la sensibilité naturelles et fait finalement admettre comme inévitables, normales, acceptables des stéréotypes qu'il faudrait combattre. Les groupes minoritaires sont généralement sous-représentés, et les professions libérales ou prestigieuses sont largement sur-représentées, particulièrement les policiers, qui apparaissent comme un élément dominant de la société. Les femmes, très sous-représentées, sont largement cantonnées dans les rôles sexuels, romantiques ou familiaux et sont très souvent malisées, soumises et « popotes ». Jeunes pour la plupart, leur préoccupation essentielle est le mariage. La famille-type a un certain modèle d'automobile, un certain rang social, et possède tous les accessoires de la technologie, ce qui engendre des frustrations chez ceux qui ne peuvent obtenir ce type de vie.

L'impossibilité de satisfaire ces exigences sans cesse croissantes dérive tout naturellement vers la violence physique. Celle-ci est spectaculaire mais propre : les personnages criblés de balles ou poignardés meurent avec peu d'effusion de sang et une simple grimace avant de disparaître de l'écran. Leurs agresseurs sont des inconnus ou des gens ordinaires. La violence est simple, attrayante, parfois glorieuse, presque toujours payante et rarement punie. Sa représentation engendre l'imitation, enseigne les techniques, incite au terrorisme montré comme politiquement efficace, désensibilise et démobilise devant la violence réelle, enfin répond la passivité en convoquant chacun qu'il est une victime en puissance.

Les journalistes et les professionnels des médias avancent un certain nombre de réponses. Ils font valoir que tout le monde ne voit pas la violence de la même façon ; que le public a le droit de savoir ; que le choix est entre les sociétés libérales, avec pour corollaires la concurrence économique, la manipulation des émotions pour attirer le public et vendre, et les systèmes totalitaires où la liberté d'expression est foulée aux pieds, la censure omnipotente. Que faire ? La commission canadienne avance quelques suggestions. Aux hommes des médias, elle demande de modérer l'importation d'une épidémie de violence, de multiplier les avertissements aux téléspectateurs, auditeurs et lecteurs pour éviter qu'ils ne soient surpris par une émission, un film, de repousser les émissions choquantes hors des heures de grande écoute, de mieux filtrer certaines images. Au public, elle suggère de s'organiser collectivement pour des actions de boycottage et des mises en garde, pour des poursuites judiciaires (la cas échéant), et individuellement pour protéger les enfants et les adolescents. Au pouvoir politique, elle propose un certain nombre de mesures allant jusqu'à des sanctions fiscales, mais d'abord la stricte application des lois existantes. Elle écarte cependant la censure pure et simple, non qu'elle adhère au raisonnement de ceux qui allèguent que les lois réglementant la conduite automobile ou l'usage des boissons alcoolisées sont des censures, mais parce qu'elle pense qu'il ne serait pas réaliste d'oublier, en recourant à la contrainte, qu'à côté de leurs défauts et de leurs méfaits les médias ont aussi leurs qualités, leur bienfaits.

(1) En neuf ans, de 1967 à 1975 inclusivement, les crimes et délits commis par des moins de dix-huit ans ont augmenté de 145 % et représentés 10,7 % de l'ensemble total, tandis que la criminalité des adultes s'est accrue de 22 % (Le Monde du 17 septembre 1976).

Malgré tout, les Québécois reviennent toujours en France car parfois j'allais un moment de grâce qui mérite un détour ou vaut le voyage. En grimpant de branche en branche, à rebours, dans l'arbre généalogique de ma famille j'ai retrouvé l'an dernier, dans un patelin de Normandie, les descendants d'ancêtres communs et ce fut la fête. François Allard, né en 1897, fils de Jacques et Jacqueline Fréchet, à Bécassine, a épousé le 1<sup>er</sup> novembre 1971 à Québec Jeanne Anguille. A partir de ce renseignement j'ai eu remonter, grâce à Guillaume Allard (auteur de *Une famille normande*, de 1950 à nos jours) jusqu'à Jacques Allard, conseiller du Roy, seigneur de Sotteville, du Val et de Villermont (à Bécassine, à Chateaux). Etrange cheminement de l'histoire, hier encore certains descendants québécois du conseiller du Roy étaient fiers d'être conseillers de la reine. Hélas ! c'était de la reine d'Angleterre qu'il s'agissait, aujourd'hui le vent change, ce n'est plus « Au plaisir de Dieu » qui prévaut mais plutôt « Au diable la reine ».

Les Allard d'aujourd'hui portent les mêmes prénoms d'un côté et l'autre de l'océan. Mon père, Pierre, a un homonyme en Normandie, ils échangeant des renseignements d'ordre généalogique et contemplant avec une fierté mal dissimulée ce bel arbre qui a des racines en France et s'étend ses ramifications jusque sur les rives du Saint-Laurent. Chez les Allard de Normandie on m'appelle cousin, on me donne du calvaire maison, on m'invite aux mariages de leurs enfants, on me fait part des décès. En somme, nous nous reconnaissons, nous sympathisons. Touchant n'est-ce pas ?

Voilà pourquoi je reviens volontiers en France. Je garde par fidélité et souci d'authenticité un accent normand sur les bords. Je tiens à mes mots gonflés d'une sève différente, avec leurs vitamines propres. Et je m'exclame, avec ce qu'il faut d'émotion : tout ça, c'est quelque chose, pardon, c'est pas rien. Et pourquoi donc m'arrive-t-il parfois de parler de sources présumées tarées et de l'amère patrie ?

ROLANDE ALLARD-LACERTE







REGITAL - A2 - 20 h 30

**JOSÉ FELICIANO**

45 t "DUHY" 0 800 507478

33 t "ANGELA" 0 800 935478

PAULO MARCONI

**CHAÎNE 2 : A2**  
20 h. 30. Soirée de gala : L'Ecole d'équitation de Vienne ; 22 h. 35. Magazine : Les gens heureux ont une histoire ; 23 h. 10 (●) Cabarets et cafés-théâtres : Drôle de baraque.

**FRANCE-CULTURE**  
20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), Science-fiction : « Une porte sur l'été », de R. Heinlein, adaptation C. Bourdet, avec J.-P.

20 h., Soirée lyrique : « Aïda » (Verdi), par les chœurs et l'Orchestre lyrique de Turin, direction T. Schippers, avec G. Cruz-Romo, G. Bumbry, P. Goupilov ; 23 h. 15 (e), En direct du square de l'Aspirant-Durant : bal animé par les Groupes Sautrol et Bonhomme ; 24 h. 5, Un musicien dans la nuit : Pierre Barbaud.

9 h. 30 (IID), Emissions religieuses et philosophiques; 12 h. (IID), La Séquence du spectacle; 12 h. 30 (III) Jeu: Le bonne conduite; 13 h. 20 (IID), Vire le cirque! d'A. Salles, prés. J. Sabry; 14 h. (III), Les rendez-vous du dimanche; 15 h. (III), Sports Direct à la télé; 17 h. 10, Téléfilm: « Le Combat dans l'ère réal. A. Smithée.

Une scélératesse américaine arrêtée dans l'ouest du Pacifique, en territoire hostile.

18 h. 40, Film: « Les hommes heureux ».

19 h. 15, Les animaux du monde.

20 h. 30, Film: « Max et les Ferrailleurs », de Cl. Sautet (1977), avec M. Piccoli, R. Schneider, B. Fresson, F. Périer.

Une histoire politique et romantique soviétique racontée au fil de 46 minutes.

22 h. 20, Musique: « Symphonie pathétique n° 6 » de Tchaikowski, dirigée par K. Kolzumi.

16 h. 20. Des animaux et des hommes ;  
17 h. 10. Résultats sportifs ; 17 h. 15. Jeu :  
Chacun chez soi (finale hebdomadaire) ;  
18 h. 5. Série : Super Jaimie ;  
20 h. 30. Variétés : Récital réal R. Pradines.  
*Nicolas Crociani, José Feliciano.*  
21 h. 30 (R.). Feuilleton : La dynastie des  
Forêts ; 22 h. 35 (●) Documentaire : Côte-  
d'Ivoire (première partie), de H. Knapp et  
J.-Cl. Bringuier, réal. B. Bouthier ; 22 h. 20.  
Emissions spéciales : Les élections allemandes.

20. h. 30 (\*), Dossier: L'affaire Dreyfus, de H. Guillemain et M. Thomas.

21. h. 20 (●), Théâtre : Le Grand Magic Circus, réal. P. Grandperret; 22. h. 30 (●) (R), Cinéma de minuit : « l'Evangile selon saint Matthieu » de P.-P. Pasolini (1964). Avec E. Irazoqui, M. Caruso, S. Pasolini, A. Gatto, G. Morante. (V. o. sous-titrée. N.)

*Magnifique fresque réalisée par un cinéaste adhére et marxiste, et qui correspond à la vision d'un croyant italien lisant l'Evangile.*

(A. Bancquart) : « la Sonate et les Trois Messieurs » (J. Tardieu) ; « Circles » (L. Berlio) ; 17 h. 30, Escales de l'esprit, 18 h. 30, Ma non troppo, divertissement de B. Jérôme. 19 h. 10 (e), Le cinéma des cinéastes ; 20 h., Poésie ; 20 h. 5, Poésie interrompue ; 20 h. 40 (e) (R.), Atelier de création radiophonique : One plus one (Phil Glass) ; 22 h., Black and Blue ; 22 h. 50, Poésie.

**FRANCE-MUSIQUE**  
7 h. 3, concert promenade (J. Strauss, Eyler, Duclos, Brodsky); 8 h., Cantate pour le dimanche après la Trinité; 9 h., Musical gréffil; 11 h., Journée musique amateurs: sélection de concerts; 12 h., Sortilèges du flamenco; 12 h. 35, Opéra-bouffon;  
13 h. 35, Petites formes; 14 h., La tribune des critiques de disques: « Symphonie n° 1 » (Brahms); 16 h. 45 (s.),

En direct de la cour des Miracles ; 17 h. 30, Le concert  
épique de professeur Jean Duhamel ; Bach, Couperin, Lottin,  
Witkenich, Mozart, Wagnier ; 19 h., Jazz vivant ;  
19 h. 35 (a), En direct de la cour des Miracles ;  
20 h. 30 (a), En direct de Régine Saint-Jean-Baptiste de La  
Salle, le groupe choral Saint-Germain-des-Pris et le chœur  
mixte de Neuville-Erce Chœur sacrés ; 21 h., Festival  
d'été du Musée d'Art Moderne d'Orsay, 1997-1998  
M. C. Festino, J.-S. Bach, B. de Boissierotti ; 22 h., Cycle  
de musique de chambre : Mozart ; 23 h., Festival d'automne  
Concert Bill Droné ; J. h., 15. Trévis.

De 10 h. 30 à 11 h. (III) Emissions scolaires ;  
12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30  
(III). Midi premiers ; 13 h. 35 (III). Emissions  
régionales ; 13 h. 50 (III). Resterz donc avec  
nous... ; 14 h. 50 (R.). Série : Colditz ; 17 h. 30  
(III) (R.). Documentaire : La France est à  
vous, réal. M. Teulade ; 18 h. 5 (III). A la  
bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40.  
Pour les jeunes ; 19 h. 5, Feuilleté : Anne Jour  
après jour ; 19 h. 43. Une minute pour les  
femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte.

13 h. 35, Emissions régionales; 13 h. 50 (●), Chanteurs et musiciens de rue; 14 h., *Aujourd'hui, madame...*; à 15 h. (R.) Série: Sur la piste du crime; 16 h. 20, *Aujourd'hui magazine*; 18 h. 5, *fenêtre sur...*; 18 h. 35, *Le palmier des enfants*; 18 h. 55, *Jeu: Des chiffres et des lettres*; 19 h. 45, *Jeu: Chacun chez soi*.

20 h. 30, *Jeu: La tête et les jambes*; 21 h. 55 (●) Alain Decaux raconte: *Albano*; 22 h. 55, *Polémique: L'huile sur le feu*, de Ph. Bouvard.

**FRANCE-CULTURE**

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. (e), Les chemins de la connaissance... «Pauvre ou guérir, Justice et psychiatrie», par P. Nemo ; 8 h. 32, Devins, savants et médecins, par X. Delcourt ; 9 h. 7, Les Jundis de Mistral ; « Boris Vian », de J. Bens ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Evénement musique ; 12 h. 5, Parli pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Eveil à la musique ; 14 h., Poésie ; 14 h. 5 (e), Un livre, une lecture ; 15 h., Impression de M. Narbonne ;

20 h. Poésie ; 20 h. 5 (●), Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5, L'autre scène, ou « les Vivants et les Dieux », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 35, Entretiens avec Jean Tortat, par J. Guglielmi ; 23 h., Rêver pour l'hiver ; 23 h. 50, Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 7, Petites formes ; 10 h. 14, La règle du jeu ; à 10 h. 30, Répétition ; 12 h. La chanson ; 12 h. 50, Jazz classique ;

13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h., Mélodies sans paroles : Portrait d'un musicien français ; à 15 h., Après-midi lyrique : « La Fredetta Preludia » (Haydn), avec I. Catrubas, L. Valentini, L. Alva et les chœurs de la Suisse romande ; 18 h.

12 h 15 (III). *Jeu Réponse à tout*.  
12 h 30 (III). *Adieu, premiers*. 13 h 45 (III).  
Restez donc avec nous : à 14 h. : Émissions scolaires (reprises à 17 h.) ; à 14 h. 45 (R). *Série* : Colidre ; à 18 h 5 (III). A la bonne heure ; à 19 h 30 (III). *Le grand jeu* ; à 19 h 45 (III). Les jeunes : 19 h. 5. Feuilleté : Anne (jeu après tour) ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes : 19 h. 45. Eh bien, raconte.

20 h 30 (R). *Série* : Des autos et des hommes ; 38 h 30 (III). *Le grand jeu* ; à 21 h 30 (III). *Le grand jeu* ; à 21 h 30 (III). *Le grand jeu*. 1968-1968. Réal. C. Savarit.

*Le premier de six épisodes traitant, de l'étude de documents filmés et d'inscriptions, de l'histoire de l'écriture.*

20 h 35 (●). Les dossiers de l'écran. Film :  
- Ils étaient dix -, de B. Diéner (1960). avec  
Ninette. O. Teomi. L. Filler.  
Au dix-neuvième siècle, dix jeunes juifs  
(dont une femme), chassés de Russie par les  
pogroms, viennent s'installer en Palestine,  
alors sous domination turque.  
Une chronique dramatique du temps des  
premiers pionniers d'Izraël.

Vers 22 h. Débat : Mme Golda Meïr, ancien

Ternum, l'homme blanc élevé dans la jungle  
parmi les singes, enlève sur son domaine, une  
jeune fille appartenant à une expédition. Elle  
deviendra sa compagne.  
Imagerie poétique et exotique assez éloignée  
du roman d'Edgar Rice Burroughs, mais fort  
séduisante.

14 h. 45, L'école des parents et des éducateurs ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture ; à 17 h. (g), Entretiens avec le professeur Etienne, par J. Montalbetti ; 18 h. 2, XXXIX Fête internationale de la vigne et des gâteaux d'autonne du foildiers à Dijon ; 18 h. 30, Feuilleté : « Les Fruits du Congo », d'A. Vialetta ; 19 h. 30, Sciences ; 20 h. 5, Poésie ; 20 h. 5 (g), Dialogues franco-allemands : « Symphonie avec les étoiles », de J.-L. Monnet ; 21 h. 28, Musiques de notre temps ; 22 h. 35, Entretiens avec J. Tortol, par G. Guglielmi ; 23 h. 35, Rêver pour l'hiver ; 23 h. 50, Poésie.

**FRANCE-MUSIQUE.**  
7 h. 2, *Quotidien musique*; 9 h. 7, *Petites formes*; 10 h., *La règle du jeu*; à 10 h. 30, *Répétition*, avec G. Sinopoli;  
12 h., *La chanson*; 12 h. 50, *Jazz classique*;  
13 h. 15, *Micro-facteur*; 14 h., *Méodies sans paroles : musique ancienne (M.-R. Delalande)*; à 15 h., *Méodies sans paroles, suite (Tomislav Trabinskiy, Bach, Mendelssohn, Bruck-*

9 h. 30 (III), Émissions scolaires : 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout : 12 h. 30 (III), Midi (III), 13 h. 30 (III), Pour les jeunes : Les visiteurs du mercredi : 18 h. 5 (III), A la bonne heure : 18 h. 35, Pour les petits : 18 h. 40, Pour les jeunes : 18 h. 5, Feuilleton : Anne pour Anne : 19 h. 40 (III), L'Écrite pour les femmes : 19 h. 47, Eh bien, raconte.

20 h. 30, Jeu : L'Inspecteur mène l'enquête, de M. Pavaux et Luc Godevaux : 22 h. (\*), Théâtre musical : le Pavillon au bord de la rivière, de Kuan Han Chin et B. Kasas, mise en troupe, de M. B. Sobel.

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Dessins animés ; 14 h., Anjourd'hui, madame ; à 14 h. 30, En direct de l'Assemblée nationale : Débat de politique générale ; à 15 h. (R), Série : L'aventure est au bout de la route ; 16 h., Pour les jeunes : Un sur cinq ; 18 h. 35, Le palmars des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Chacun chez soi.

20 h. 30, Série : Kojak ; 21 h. 30, Magazine d'actualité : C'est à dire, Prés. J.-M. Cavada.

*Une adolescente, dont les parents sont séparés, vit chez son père et s'en porte bien. Arrive sa mère, retenue la chercher.*

20 h., Poésie ; 20 h. 30 (●), « Carnets de voyage aux Antilles », par René Jentet, en coproduction avec FR 3 ; 21 h. 35, Musique de chambre (Schubert, Max Reger) ; 22 h. 35, Entretiens avec Jean Tortel, par J. Guglielmi ; 23 h., Rêver pour l'hiver ; 23 h. 50. Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quatuor ; musiques ; 9 h. 7. Petites formes ;  
10 h. La Règle du jeu ; à 10 h. 30, Répétition de G. Sinopoli ;  
à 10 h. 45, Les Femmes d'Alger ; 12 h. L'assaut ;  
13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles  
(Grofé, Katchatourian) ; 15 h. Focales : orchestre de Patrick  
Mestral ; 16 h. 2. Ecoute, magazine musical ; 17 h. Amen ;  
18 h. 40. A propos (Couperin, Poullenc) ;

20 h. En direct du Théâtre des Champs-Élysées.  
Orchestre symphonique de Paris, avec Barak, et  
J.-C. Pennetier : « Valses nobles et romantiques » ;  
Concerto pour la main gauche ; « Histoires naturelles »  
(Ravel) ; « Le Temple de mémoire » (Rosenthal) ; 22 h. 55  
« Les Femmes d'Alger », de D. Wacziarg ; 24 h. (tel. L.)  
musique américaine : Phil Glass, Steve Reich, R.  
Ashley ; 1 h. Les Américains américains à Paris.

**Religieuses  
et philosophiques**

**INFORMATIONS**

TF 1 : 13 h., Journal ; 20 h., Journal (le dimanche, 19 h. 45) ; vers 23 h., Dernière édition.

A 2 : 15 h., Flash ; 20 h., Journal ; vers 23 h., Dernière édition.

FR 3 : 19 h. 55, Journal ; vers 22 h., Dernière édition.

TF1 : 9 h. 30, La source de vie (le 3), Orthodoxe (le 10); 10 h., Présence protestante; 10 h. 30, Le jour du Seigneur; François d'Assise (le 3); La prière (le 10)  
11 h., Messe à la chapelle des franciscains de la Clarté-Dieu à Orsay (le 3), à la chapelle du collège Sainte-Marie d'Annonay (le 10).

**FRANCE-INTER :** (Informations nouvelles les heures) ; 5 h. La main à la pâte ; 7 h., Gérard Sire ; 9 h. 10, Les magazines ; Pierre Roumelli ; 10 h. Ses 3 malices (samedi : Questions posées au samedi) ; 11 h., Anne Gaillard ; 12 h., Rétro-nouvelles ; 13 h., Journal de Jean-Pierre Elkabbach ; 14 h., Le temps de vivre (samedi et dimanche : L'oreille en coin) ; 16 h., L'heure de musique classique ; 17 h., Radioscopie ; 18 h., Bananes ; 19 h., Journal ; 20 h. 10, Marche ou rêve (samedi : La tribune de l'histoire (dimanche : Le magazine de la planète) ; 22 h. 10, Le Grand Jeu.

**FIFTH NET :** (Informations nouvelles) ; 6 h.,

Philippe Gables ;  
Gables : 11 h, File  
Gables : 13 h, Jour-  
naux : 14 h, 15 h, Histoires : 8 h,  
Orthodoxie et christianisme actual-  
ité : 8 h, 30, Protestantisme :  
9 h, 10, Epoque Intel : 9 h, 40,  
Le Grand-Océan de France (le 3),  
Le libre pensée française (le 10),  
10 h, Messe.  
**Radioréscopies**  
**FRANCE-INTER** : 17 h, Jacques  
Chancel reçoit MM. Christian  
Guilleu, ancien grand-maçon (Jus-  
tin), Omar Sharif (mercadi, sans  
réserves), Jean Thérèse (gendri),  
Henri Bonnier (veuvette). L'émission  
de mardi est consacrée au  
cinéma.

**PIERRE BOULEZ RÉPOND AUX AUDITEURS  
DE FRANCE-CULTURE**

● Les matinées musicales du mardi, sur France-Culture, adoptent en octobre, à l'occasion des

Radio-France, 118, avenue du Président - Kennedy, 75706 Paris  
CDEX 18.

leur dixième anniversaire, une nouvelle formule. Claude Sammel et Sylvie de Nussac recréent successivement *Le Bouc* (15), *Si, ça tombe* (16), *Le Bonheur* (17), *Lebermann* (de 12), *Olivier Messiaen* (de 19) et *Régine Crespin* (de 20), en présence d'auditeurs qui pourront intervenir directement à l'antenne. Les invitations sont envoyées aux abonnés, les secrétaires à « Matinée musicale du mardi », pièce 6222, Maison de

**HAUTE ECOLE SUR A2**  
 • L'Ecole espagnole d'équitation de Vienne et la garde républicaine de Paris donnent leur spectacle chaque soir jusqu'au 4 octobre sur Champ-de-Mars. Organisée au profit de la Fondation André, cette manifestation sera retransmise par Antenne 2, le samedi 2 octobre, à 20 h 30.

**HAUTE ÉCOLE SUR A2**  
 ● L'Ecole espagnole d'équitation de Vienne et la garde républicaine de Paris donnent leur spectacle chaque soir jusqu'au 4 octobre au Champ-de-Mars. Organisé au profit de la Fondation Condé, cette manifestation est retransmise par Antenne 2, le samedi 2 octobre, à 20 h. 30.

# Pacer



**American Motors**  
**Jean-Charles**  
28, Rue ELTERASSE PARIS 16<sup>e</sup> TEL: 288-23-41

**ODOUL**  
*Garde-meubles*  
208 10-30

### ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision, les signes (\*) renvoient à la rubrique Ecouter voir, ou aux articles de première page de l'encart (●) indique des émissions sortant de l'ordinaire; (N) les programmes en noir et blanc; (R) les rediffusions.







(Lire la suite page 14.)





## Un kaléidoscope

**R**ECEMMENT, divers groupements et autorités organisèrent à Liège des journées économiques baptisées « Portes ouvertes sur la France ».

En prenant une telle enseigne, les organisateurs faisaient la preuve qu'ils savaient ce que l'Europe veut dire. Tant il est clair que jamais porte ne s'est fermée entre la Wallonie et la France, qui habitent d'ailleurs un peu la même maison.

Un long passé commun, une langue française dont les Wallons, paraphrasant Albert Camus, pourraient dire qu'elle est une de leurs patries, une façon presque identique de sentir les choses de l'esprit et de goûter celles de la vie, un soulèvement permanent des libertés individuelles et collectives démontré à l'unisson dans un passé encore fort présent à notre sensibilité commune : l'indolence est naturelle. Chez nous, en Wallonie, elle s'exprime régulièrement d'une façon spontanée et populaire.

Mais la France nous connaît-elle vraiment ? Sait-elle notre spécificité ? Entend-elle les extraordinaires possibilités que peut lui offrir, dans le cadre de l'Europe en construction, une région qui, au sein du Benelux, aux portes de l'Allemagne, à l'intersection des grands courants industriels, commerciaux et culturels européens, est sa voisine par la géographie, mais sa sœur par le cœur et l'esprit ? Les industriels, les financiers, les commerçants français, ont-ils mesuré les diverses possibilités d'échanges, d'investissements et d'innovation que leur offre une coopération active avec leurs homologues de la région wallonne ?

Dans le cadre d'une Belgique qui reconnaît désormais la spécificité de ses régions et tente de les organiser politiquement, la Wallonie se doit de présenter à ses voisins, à ses partenaires économiques, sa carte de visite.

Mais suffit-il d'une carte de visite lorsqu'il s'agit de présenter la Wallonie à la France ? Non, certes.

C'est pourquoi j'ai pensé qu'il serait utile que, dans ce supplément du journal *Le Monde* consacré à notre région, et indépendamment des articles rédigés par les collaborateurs habituels du *Monde*, sous leur responsabilité, diverses personnalités wallonnes de divers horizons et aux fonctions très différentes fassent le point sur les multiples facettes de l'activité économique et sociale de la Wallonie.

M. A. Califice, ministre des affaires wallonnes, a bien voulu faire précéder d'un message ces diverses collaborations.

Seront abordés les sujets suivants :

« L'intervention des pouvoirs publics en faveur des nouveaux investissements », par M. R. Charlier ;

« Les institutions financières et le renouveau de la région », par M. R. Hanlon ;

« Diversité et harmonie », par M. A. Hauilot ;

« La deuxième industrialisation », par M. J. Delrue ;

« La concertation sociale », par M. A. Grandjean.

MM. M. Thiry et J. Lejeune ont accepté de remplacer ces diverses contributions dans le cadre de la communauté d'historiens, de pensée et d'intérêts de la France et de la Wallonie.

Au travers de ce kaléidoscope, peut-être le lecteur saisira-t-il comme un scintillement la volonté d'une terre enclavée et d'une race fière et ingénieuse de sortir d'une récente torpeur et de se hisser à la mesure des exigences et des mutations qu'exige l'Europe du dernier quart de siècle.

JEAN GOL,  
secrétaire d'Etat à  
l'économie régionale wallonne.

## D'une communauté

(Suite de la page 13.)

Et sans doute cette ténue fidélité au foyer central d'une civilisation est-elle un attribut naturel des pays de marches : ce sont les zones en bordure, et surtout si elles sont en bordure du côté le plus historiquement exposé, qui sentent avec le plus d'urgence le besoin d'une solidarité avec le centre. Sans doute aussi, pas plus qu'il ne euffit de bons sentiments pour faire de la bonne littérature, il ne euffit pas de reconnaître la permanence de cette attraction pour en faire la base d'une bonne politique supranationale ou transnationale. A considérer cependant le rôle et les destins de ce cap des provinces de langue française qui s'avance extrêmement au nord-nord-est entre Flandre, Pays-Bas et Allemagne, on aperçoit ce qu'il y a de naturelle nécessité dans cette communauté France-Wallonie, communauté que l'histoire, une configuration géographique, la langue et la culture, une semblable conception de la société moderne comme des devoirs et des plaisirs de la vie, ont de très longtemps façonnée.

Mais si ce tissu d'une civilisation commune a été longtemps et très intimement trépané par les siècles, la diplomatie et la loi n'ont pas eu tirer toute la leçon de l'atavique expérience. Par exemple, tout ce qui est coopération culturelle entre France et communauté culturelle de Belgique (et donc Wallonie) est resté longtemps en souffrance.

Or cette communauté, œuvre très complexe de la nature, du temps et des hommes, nous avons besoin d'elle, aussi étroite que possible. Nous : non seulement nous Wallons, qui vivons essentiellement d'une certaine vie française et ne voulons pas laisser altérer celle-ci, mais aussi l'Europe, donc la France.

La vocation européenne est de supprimer ces cloisons, les frontières. Quant à la Belgique, le décloisonnement s'est fait largement du côté Hollandais, notamment à travers le Benelux. Il reste à décloisonner, le plus totalement possible et dans tous les domaines, côté France.

MARCEL THIRY.

## Les institutions financières et le renouveau de la région

**S**I l'on veut mettre en évidence le rôle joué par les institutions financières dans le renouveau de la Wallonie, il faut épingler deux ensembles d'efforts :

— Les uns, qui s'expriment dans les mécanismes des lois d'expansion économique ;

— Les autres, consentis plus particulièrement par le système bancaire, lequel d'ailleurs joue aussi un rôle important dans la mise en œuvre de ces lois.

1) La Belgique s'est donnée un ensemble de lois dites « d'expansion économique » qui se sont révélées tout à la fois un excellent instrument de développement régional et un moyen efficace de conjuguer les efforts des institutions privées et publiques de

crédit. Ces lois ont pour but de multiplier les investissements et les créations d'emplois. Elles prévoient une aide de l'Etat sous forme de subside en intérêt ou de garantie. Les crédits peuvent être accordés dans le cadre de ces lois soit par des institutions publiques d'investissement ou de crédit, soit par des organismes internationaux, soit enfin par des organismes privés de crédit, c'est-à-dire la plupart des banques établies en Belgique.

De 1959, date de la mise en vigueur de la première loi d'expansion économique, à 1975, la Wallonie s'est vu attribuer près de 40 % du total, pour cette période, des projets d'investissements étrangers et nationaux en Belgique.

INVESTISSEMENTS PREVUS	En millions de francs belges à prix courant	En %
Wallonie .....	223 632	39,6
(Hainaut) .....	182 976	(17,9)
(Liège) .....	89 286	(14,1)
(Luxembourg) .....	8 677	(1,2)
(Vervors) .....	17 947	(3)
(Brabant wallon) .....	19 648	(3,4)
Flandre .....	238 996	58
Bruxelles-Capitale .....	13 538	2,4

(Source : ministère des affaires économiques.)

## La deuxième industrialisation

**T**ERRE d'histoire et de culture, région de folklore et de tourisme, la Wallonie possède aussi une longue tradition d'industrialisation : dès la première moitié du dix-neuvième siècle, celle-ci se développait sur la base des mines de charbon et des industries du fer, du ciment, du verre, des métaux non ferreux et des constructions mécaniques.

A la fin de la seconde guerre mondiale, la région wallonne a repris ses activités traditionnelles, dominées par l'industrie lourde, tandis que la Flandre — moins industrialisée au départ, mais servie par une démographie croissante et une situation géographique favorable — pouvait se tourner d'emblée vers des secteurs plus dynamiques, nés des récentes découvertes scientifiques, en chimie et en électromécanique, par exemple.

Or l'industrie wallonne lourde exige des entreprises de grande dimension, où les produits nouveaux remplacent plus difficilement les produits traditionnels à longue durée de vie et à faible rentabilité. Or le voit, le passé industriel de la Wallonie est aussi souvent un passif. Le vieillissement structurel s'ajoute, aujourd'hui aux effets de la crise conjoncturelle internationale.

Mais les enseignements du passé conjugués à la prise de conscience engendrée par la récession assurent à la Wallonie un second souffle économique, d'autant que la région dispose d'atouts suffisants pour assurer sa relance et la reconversion de son tissu industriel.

Située au cœur du Marché commun, la Wallonie se trouve également au centre d'une région maritime desservie par un important réseau d'autoroutes, de chemins de fer, de voies navigables intérieures et d'aéroports commerciaux stratégiquement situés. La qualité de ses réserves de main-d'œuvre allée aux avantages d'une infrastructure adéquate, l'équipement de ses zones industrielles, l'accueil réservé aux investisseurs locaux et étrangers, les différentes formes d'intervention de l'Etat pour encourager le développement d'activités nouvelles, tout cela contribuera au renouveau économique et social de la Wallonie.

Porte-parole des employeurs des secteurs industrie et tertiaire de la région, l'Union wallonne des entreprises entend participer à cette évolution en favorisant et en encourageant le dynamisme des dirigeants d'entreprise et en suscitant un dialogue constructif avec les institutions régionalisées nouvellement installées.

D'ores et déjà les entreprises privées ont réalisé une reconversion interne pour adapter leur outil de production aux nouveaux besoins du marché et aux possibilités de la technologie moderne. C'est ainsi que, à partir des industries de base anciennes et

En Wallonie, les investissements étrangers ou mixtes (nationaux et étrangers) ont surtout été projetés dans les industries manufacturières. La part qui est

revenue à la Wallonie s'est considérablement accrue depuis 1972 : de 13 % environ à 56 % en 1975.

Investissements La part qui est 1975				
INVESTISSEMENTS PREVUS	En % du total en Belgique			
	1972	1973	1974	1975
— Wallonie .....	11,9	33,4	42,5	55,9
(Hainaut) .....	(2,2)	(11,3)	(23,8)	(23,8)
(Liège) .....	(5,6)	(6,9)	(18,2)	(18,7)
(Luxembourg) .....	(1,2)	(1,2)	(1,2)	(1,2)
(Namur) .....	(3,6)	(15,2)	(16,5)	(3,3)
Brabant (wallon) .....	(0,8)	(0,8)	(1,2)	(3,3)
— Flandre .....	63,8	64,5	53,5	44,1
Bruxelles-Capitale .....	24,1	2,1	4,2	—

(Source : ministère des affaires économiques.)

L'ensemble des investissements prévus de 1959 à 1975 dans tous les secteurs devaient se financer pour 48 % en Wallonie grâce à des recours aux marchés financiers (et, en particulier, aux banques privées) et le reste par financement interne (en Flandre : 44 %, à Bruxelles : 62 % et 46 % pour l'ensemble du royaume).

De ces quelques statistiques, il ressort manifestement que depuis plusieurs années tous les organismes financiers, publics ou privés, consentent un effort considérable pour le renouveau de la Wallonie.

2) L'ensemble des grandes ban-

ques belges et de nombreuses banques de taille moyenne sont représentées depuis longtemps dans toutes les parties du pays par un réseau extrêmement dense de sièges et d'agences qui satisfont aux besoins non seulement des particuliers, mais des entreprises de toute taille de chaque région. Ainsi, la Wallonie bénéficie des services de plus de mille implantations bancaires, qui vont de l'agence (occupant deux ou trois personnes en moyenne), localisée dans les petites communes, au siège bancaire (occupant deux cents à trois cents personnes), situé dans les grandes villes. Ces banques disposent de moyens financiers importants grâce notamment à un taux d'épargne appréciable de la part des particuliers.

Les banques privées ne s'occupent pas seulement de l'octroi et de la gestion de crédits. Elles mettent progressivement à la disposition des entreprises un ensemble de services nouveaux ou qui existaient déjà autrefois, mais qui n'étaient pas assez systématiquement rendus ou développés.

Les banques qui disposent d'un réseau international étoffé de participations ou de correspondants étrangers s'efforcent d'aider les entreprises en leur mettant en contact avec des fournisseurs, des clients et des partenaires étrangers potentiels. Dans ces domaines, bien des choses sont possibles :

— Groupement de fournisseurs, notamment pour la vente de biens d'équipement à l'étranger ;

— Information plus large visant à mettre en contact des offres et des demandes tant commerciales que financières ;

— Mise à la disposition des entreprises d'informations d'ordre juridique, économique et financier, notamment en ce qui concerne les pays lointains ;

— Développement des activités de fusions et d'acquisitions à l'échelle nationale et internationale.

Mais là ne s'arrête pas le rôle actuel des banques :

— Elles peuvent offrir aussi des services d'analyse de gestion financière sous toutes ses faces, depuis des études qui facilitent l'accès aux marchés des capitaux jusqu'aux problèmes de d'offres publiques d'achat, en passant par des études d'« engineering » financier ;

— Elles peuvent développer des techniques plus ou moins nouvelles de « renting », de « factoring » et de « leasing », voire une aide en matière d'informatique, de calcul de paie et de comptabilité.

Sans que ceci implique en quoi que ce soit un désintérêt pour les grandes entreprises, on peut dire que les institutions financières aident, plus encore que dans le passé, les petites et moyennes entreprises. En Wallonie, il y a dix-huit mille entreprises de ce type, groupant chacune de cinq à quatre-vingt-dix-neuf travailleurs. Ces efforts sont largement justifiés :

— Les petites et moyennes entreprises, on l'a signalé bien souvent, disposent de moins de moyens pour se défendre et pour accéder aux marchés des capitaux ;

Mais ceux qui les dirigent sont souvent parmi les meilleurs entrepreneurs, au sens schumpétérien du terme ; ils constituent toujours l'essentiel d'une classe moyenne, facteur important de stabilité dans toute société.

Certes, on ne peut pas dire que tous les problèmes de la Wallonie, terre de vieille industrialisation, soient en voie de solution ni que les seules interventions des institutions financières soient susceptibles de les résoudre. Mais les premiers signes d'un renouveau wallon se laissent déjà entrevoir et les investissements et les aides qui ont été consentis pour la Wallonie ne sont certes pas étrangers à cette évolution.

R. HENRIOT,

ancien ministre des finances,

professeur

à l'université libre

de Bruxelles.

## Diversité et harmonie

**D**EPUIS la fin de la deuxième guerre mondiale, la Wallonie a découvert sa véritable vocation touristique.

C'est maintenant par milliers que vacanciers, promeneurs, excursionnistes, découvrent et savourent ses merites. Un effort considérable d'équipement s'y développe, soutenu par des pouvoirs publics attentifs, d'une part, à l'apport socio-économique de cette activité à la région, et, d'autre part, au bien qui en résulte pour l'harmonie de vie de ses visiteurs.

Ce qui séduit par-dessus tout, c'est l'exquise diversité du pays wallon, sa richesse étonnante d'aspects et de caractères. Pays d'ample douceur en Hesbaye, de charme tendre en Hainaut, de rochers, de lumière et d'eau le long de la Meuse namuroise et liégeoise, spectacle âpre et profond des hautes Ardennes, c'est bien de richesses qu'il faut parler ici, sans qu'on puisse ignorer le socle puissant et dur imprimé par l'industrie.

C'est dans ce double aspect, beauté multiple de la nature et puissance de l'homme, que la Wallonie s'affirme aussi originale et aussi séduisante.

Rien de plus facile que de passer du la vieillesse des hauts fourneaux à la paix des rivières, de la poussière des fours à la beauté des forêts. Et les corps monstrueux des usines ne sont jamais très loin de châteaux ravissants, de demeures allées de plus en plus ouvertes aux curiosités bénévoles des touristes.

Pays de tradition, d'où le folklore et la langue des aïeux n'ont jamais disparu. C'est aussi, aux marches de la France, un pays du plus haut goût de vivre et de vie de plus haut goût : il n'est que d'essayer la cuisine de ce pays pour savoir ce qu'est le raffinement d'une table dont les logs les plus sévères vouent sans barguigner les mérites éminents.

Située à ce carrefour des peuples qui lui vaut dans le passé d'être si souvent mise en danger, à ce carrefour aussi d'influences et de civilisations qui ont nourri en tout temps sa propre originalité, la Wallonie est aujourd'hui encore carrefour, mais de travail, d'intelligence, de beauté et d'harmonie. C'est là sans doute son apport original à une Europe touristique, dont les composantes se veulent d'harmonie et de générosité.

A. HAULOT,  
commissaire général  
au tourisme.



4 DIVISIONS

Capacité de production :  
150.000 tonnes/an

**SOCIÉTÉ BELGE DES PRODUITS RÉFRACTAIRES S.A.**

7330 SAINT-GHISLAIN - BELGIQUE

Téléphone : 065/77-71-31 - Télex 57.180

Une gamme étendue de réfractaires de haute qualité

Licencié Busette Rotative N.K.K.

Agent général en France : SOCIÉTÉ COMMERCIALE U.C.B.

Département BELREF,  
55, rue de la Boétie,  
75008 PARIS.  
Tél. : 359-75-36 - Télex : 280.142.



150

ONIE

## TERRE ROMANE

OPINIONS ET ANALYSES WALLONNES



### L'intervention des pouvoirs publics en faveur des nouveaux investissements

La Wallonie, une des trois régions belges, est caractérisée, sur le plan économique, par l'existence d'une industrie résultant de la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle.

Dès après la première guerre mondiale, certains signes d'essoufflement se manifestèrent pour toute une série de raisons. Celles-ci s'aggravèrent encore après 1945. Les autorités nationales et régionales décidèrent dès lors de pratiquer une politique de reconversion tant au niveau de la structure industrielle qu'à celui des équipements collectifs d'infrastructure.

Les autorités belges restent bien conscientes du fait que les entreprises nationales, réputées pour leur dynamisme et l'esprit de productivité de leur personnel, ne peuvent à elles seules atteindre les objectifs sectoriels, technologiques et régionaux du Plan, seuls susceptibles de surmonter avec succès les handicaps actuels. Les investisseurs étrangers sont dès lors accueillis favorablement en Belgique, pays qui, de tout temps, a adopté une attitude libérale à l'égard des implantations étrangères. Dans cet esprit, une approche active des investisseurs étrangers fut mise sur pied dès 1955, et elle se poursuit toujours, grâce à une étroite coopération entre les milieux économiques

nationaux et régionaux. Les organismes financiers installés en Belgique épaulent de manière efficace et constructive l'action officielle. Rien ne permet de dire que cette position doit changer prochainement, bien au contraire.

Les efforts de diversification résolulement entamés requièrent un important volume d'investissements. Dans cette optique, le gouvernement a, dès 1959, traduit sa volonté d'industrialisation et de reconversion industrielle dans des lois favorisant le développement de nouvelles entreprises ou l'extension de firmes existantes.

En 1970, une nouvelle loi a revu complètement l'encadrement juridique du système, qui repose notamment sur :

- Un pilier régional ;
- Un pilier industriel ;
- Ainsi qu'un pilier d'aides à l'infrastructure.

La possibilité d'aides dans d'autres parties du pays reste ouverte notamment pour le développement des petites et moyennes entreprises, qui peuvent bénéficier d'aides non négligeables.

Dans chaque système légal, les incitations financières directes consistent en une intervention financière liée à la valeur des investissements en immobilisations (terrains, bâtiments, équipements et investissements immatériels).

dont l'intensité est fixée en fonction des mérites propres du projet, sous l'angle de l'emploi, de l'exportation ou de la technologie par exemple.

L'aide de l'Etat peut revêtir la forme d'une prime en capital ou d'un subside en intérêt :

— Prime en capital lorsque les investissements sont financés par fonds propres ;

— Subside en intérêt en cas d'appel au crédit, c'est-à-dire une réduction du taux d'intérêt à payer à l'organisme de crédit agréé (public ou privé).

L'intensité maximale correspond à une réduction du taux d'intérêt de 5 % pendant cinq ans sur un montant ne pouvant dépasser les trois quarts de la valeur des immobilisations. Lorsque les circonstances conjoncturelles le rendent souhaitable, ce qui est le cas actuellement, il est prévu que l'intensité de la réduction peut passer à 7 %, soit donc une aide totale brute de 21 % du volume investi. Il existe aussi une possibilité de financement, par avance récupérable mais sans intérêt, des travaux de recherche et de mise au point, de prototypes, de produits et de procédés nouveaux. L'intervention peut ici atteindre 80 % des coûts.

Des incitations fiscales sont attribuées, comme les incitations financières, on y retrouve :

— L'exonération, jusqu'à cinq ans, du précompte immobilier (impôt annuel sur les revenus des immeubles) ;

— L'exonération du droit d'enregistrement de 1 % dû sur les apports en capital (augmentation et apport initial) ;

— La possibilité de pratiquer, pendant trois ans, des amortissements doubles (en cas d'amortissements linéaires).

A côté de ces incitations directes, il ne faut pas négliger les interventions indirectes couvrant l'aide à la création des infrastructures industrielles d'accueil. Des sociétés

d'équipement économique sont habilitées à exproprier des terrains et à les aménager pour les mettre à la disposition des industriels. A l'heure actuelle, l'ensemble de la région wallonne est pourvue de quatre-vingt-quatre parcs industriels équipés, judicieusement répartis selon les disponibilités de main-d'œuvre et les exigences techniques. Il est possible d'acquiescer ces terrains à des prix intéressants.

Tout cela, brièvement résumé, fait ressortir la volonté gouvernementale de surmonter, dans cette région, les problèmes actuels. L'important arsenal des mesures disponibles en fait foi.

En outre, les services officiels belges sont outillés pour documenter rapidement et complètement les industriels étrangers sur la Belgique. Ils sont équipés pour organiser des visites de terrains industriels. Les chiffres communs des investissements étrangers en Belgique font ressortir l'attrait qu'exerce la Belgique sur les investisseurs étrangers. Entre 1959 et 1975, des investissements étrangers pour 180 milliards de FB ont été recensés. En prenant les chiffres des trois dernières années, on arrive, pour les investissements étrangers dans les industries manufacturières uniquement, à un total de 40 milliards de FB dont 17,3 milliards de FB pour la Wallonie.

La proximité de la France et de la Belgique, et de la Wallonie en particulier, est telle que tout ce qui est dit ci-dessus peut être vérifié sans perdre de temps, par des visites sur place, par des contacts avec les industries établies, par des entretiens avec les autorités officielles. L'expérience mérite d'être tentée. Il convient de la tenter.

R. CHARLIER, inspecteur général du service expansion économique - investissements étrangers du ministère des affaires économiques.

### France et Wallonie

PARMI les frontières, en est-il une qui paraisse aujourd'hui moins naturelle que celle qui sépare la Wallonie de la France ? Louis XIV ne l'a d'ailleurs reconnue que sous la contrainte de l'Europe : mieux que ses victoires, elle rappelle ses défaites. Et celles-ci auraient pu être pires. Mariembourg, Philippeville et Bouillon seraient restées françaises sans la rage de l'Aigle et sans Waterloo. Mais ce ne sont là que « cicatrices » de l'histoire militaire et diplomatique. Entre la chaîne des « événements », l'histoire profonde — celle de tous et de tous les jours — continue à tisser sa trame, comme Pénélope sa toile en attendant le retour d'Ulysse. Et elle la tisse par-dessus cette frontière, dans les mêmes plaines, sur les mêmes coteaux, dans les mêmes Ardennes, le long des mêmes rivières : Escaut, Sambre et Meuse. Les mêmes cultures ont occupé les jours des hommes et taponné leur mentalité. Picard, wallon et, vers le sud, champenois et lorrain, tels sont leurs dialectes. Et par-dessus la frontière, une seule et même langue règne : celle de France.

La même langue ! (Comme tous les autres peuples, les Français ont longtemps cru que « le génie de chaque nation (...) est surtout dans sa langue ») (Michelet). La défaite de Sedan et la perte de l'Alsace ont tout changé. Ni Romain, ni Fustel de Coulanges, ni Lavisse, ne pouvaient admettre que la langue justifiât, si peu que ce soit, l'appartenance allemande de l'Alsace. La victoire de 1918 a dissipé cette hantise. Depuis lors, Ferdinand Lot, Marc Bloch, René Grousset, ont reconnu à la langue le rôle qu'elle avait en (parmi d'autres facteurs) dans la cristallisation des consciences nationales. Le simple peuple n'en avait jamais douté. Chaque nation

ayant « sa » langue (les Anglais, l'anglais, les Allemands, l'allemand, etc.), les Belges devaient avoir la leur. Combien d'amis français ne nous ont pas demandé de « parler belge » ? Que pouvions-nous répondre ? Sinon que, comme eux-mêmes et avec l'accent de notre province, nous ne parlions que le français.

Il eût été impertinent d'ajouter que nos ancêtres avaient adopté cette langue bien avant nombre de provinces françaises. Et cependant...

Nous sommes au treizième siècle, peu après 1230, trois siècles avant l'ordonnance de Villers-Cotterêts. Le vainqueur de Bouvines est mort. Son fils a partiellement hérité du Languedoc. Son petit-fils va sanctifier son règne. A Liège, pour la première fois, des seigneurs français sont appelés à régir l'évêché et le pays. L'évêque est suffragant de Cologne ; le pays, fier d'empire. Tout semble se tourner vers l'Allemagne. Mais le dialecte roman ( nous disons aujourd'hui : « wallon »), qui s'est fixé dans toute la moitié méridionale du diocèse de Liège, le lie au monde d'où, plus particulièrement au monde picard dont il partage certains traits dialectaux. Aussi, lorsque à l'université de Paris, alors en plein essor, la faculté des arts se divise en « nations », la plupart des doctes liégeois s'inscrivent naturellement dans la « nation picarde ». Ils y rencontrent les étudiants des diocèses picards de la grande province ecclésiastique de Reims. On aurait donc pu croire qu'en ce moment où la renaissance de l'écrit et la fascination de la culture invitaient les chancelleries et les griffes à faire usage d'une « langue vulgaire », celle-ci eût été, pour la partie romane du diocèse, le « roman liégeois » ou le « picard », dont l'audience était large et la littérature, riche et diverse.

Or, il n'en fut rien. L'un des premiers actes liégeois, que nous ayons conservés en langue vulgaire (1338) affirme dans sa morphologie « une allure tellement française déjà qu'elle évoque à peine le wallon » (L. Reymond). D'emblée et sans contrainte, les Liégeois ont adopté la langue que la France d'où se créait par-dessus la diversité et la rusticité de ses dialectes et de ses patois. Cette option, qui fut également celle de leurs voisins, a engagé l'avenir intellectuel des terroirs romans de Belgique. Elle a facilité leurs rapports avec la France et, par elle, avec le monde. — méli leurs sculpteurs, leurs peintres, leurs graveurs, leurs musiciens, aux créateurs de l'art français, généralisé la diffusion des principes de la Révolution. Finalement, elle a précipité Liège et la partie wallonne de sa principauté dans les bras de la République française (1793).

En 1830, l'élite sociale et politique qui représentait la nation belge (1 % environ de la population) était toute française de culture. Cent ans plus tard, cette situation était complètement bouleversée. La Flandre s'était donnée une langue par-dessus ses patois. La dualité des cultures a triomphé en Belgique avec le suffrage universel. C'est seulement au sud de la frontière linguistique que l'enseignement se fait intégralement en français. Mais, d'autre part, tous les Wallons le reçoivent.

Depuis 1914, l'enseignement primaire est devenu obligatoire, une trentaine d'années après la République, et avec les mêmes résultats. Si un Gaston Bonheur wallon recueillait les textes de dictées, les pages d'anthologie et la plus grande partie des manuels qui, jour après jour et durant des années, ont composé notre être mental, il constaterait que les Wallons ont été formés selon l'esprit et la lettre des écoles de Jules Ferry.

Sans doute faut-il ajouter à ce premier bagage ce que, de Tournai à Liège et de Nivelles à Bouillon, la vie nous a appris et qui nuance nos diverses communautés et les distingue plus ou moins de telle province française et de Paris, notre capitale spirituelle commune. Néanmoins, en dehors de l'Hexagone, les Français ne trouveront nulle part : un morceau de France qui leur soit à ce point semblable et à ce point fidèle.

JEAN LEJEUNE, professeur à l'université de Liège.

### La concertation sociale

La concertation entre partenaires sociaux s'est particulièrement développée en Belgique depuis la seconde guerre mondiale. Pendant près d'un quart de siècle, elle se limite cependant au niveau national, tant sur le plan économique que par l'intermédiaire du Conseil national de l'économie et de ses conseils professionnels que sur le plan social par l'intermédiaire du Conseil national du travail et des commissions paritaires.

La loi du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique, en créant les conseils économiques régionaux, va instituer cette concertation au niveau régional. Mais elle va instaurer une innovation en doublant la concertation entre partenaires sociaux d'une concertation entre ceux-ci et les hommes politiques de la région.

L'objectif essentiel de cette loi est en effet d'associer plus étroitement les régions à l'élaboration de la politique économique et à son exécution, et de veiller à une participation plus large et plus directe de l'ensemble des milieux intéressés.

C'est ainsi que le Conseil économique régional de Wallonie (C.E.R.W.) est composé pour moitié de représentants des milieux socio-économiques, — les représentants des organisations représentatives des travailleurs y siègent paritairemment avec les représentants des entreprises, des classes moyennes et de l'agriculture, — et pour moitié de mandataires politiques : parlementaires de la région représentant proportionnellement les différents partis et mandataires provinciaux représentant les différentes provinces de Wallonie.

Les conseils économiques régionaux sont essentiellement des assemblées consultatives dans le domaine économique-social. Ils ont une compétence d'avis et une compétence générale de recommandation. Certains avis sont préalables à la décision du gouvernement : c'est notamment le cas en ce qui concerne la répartition des principaux crédits budgétaires qui concernent l'expansion économique régionale et leur affectation. Cette compétence recouvre deux domaines d'intervention. Le premier concerne les crédits localisables des budgets ministériels et, dans ce cadre, le C.E.R.W. est appelé à donner un avis sur les programmes prévus pour la Wallonie en matière d'infrastructure économique et sociale, notamment les travaux publics, les communications, l'aménagement du territoire, les équipements socio-collectifs. Le second domaine d'intervention concerne les fonds à vocation régionale dont il s'agit de dégager la destination et d'obtenir l'engagement : fonds d'expansion économique, fonds de solidarité nationale, fonds européen de développement régional.

Le C.E.R.W. donne également

un avis préalable sur les projets et propositions de lois aux régimes généraux relatifs au développement régional.

La mission essentielle des conseils économiques régionaux est certes l'adoption du projet du plan régional. C'est à l'unanimité de ses membres que le C.E.R.W. a ainsi défini dès juillet 1974, les priorités fondamentales qui devaient être celles de la communauté wallonne d'ici à 1980 et opérer les choix de base portant sur les principaux moyens et politiques permettant la réalisation la plus satisfaisante des grands objectifs proposés pour la Wallonie, que ce soit en matière d'emploi et de formation, d'expansion économique, de politique industrielle, ou en ce qui concerne les transports, l'environnement, l'aménagement comme l'équipement du territoire.

C'est unanimement que le C.E.R.W. vient également de refuser d'adopter le projet de plan 1976-1980 qui était proposé par le gouvernement dans la mesure où son application ne permet pas un développement équilibré des diverses régions du pays.

Le dialogue qui s'est établi au sein de notre conseil nous a également permis de dégager les mesures de sélectivité régionale à prendre en matière budgétaire et de crédit comme les éléments d'un programme wallon de défense et de promotion de l'emploi.

La concertation au niveau régional a d'autant plus d'impact qu'elle reflète la position de l'ensemble des forces vives d'une région. Bien que le pouvoir central ne prenne pas toujours les mesures que l'on serait en droit d'attendre, elle permet cependant d'influer la politique nationale dans un sens beaucoup plus favorable aux intérêts de la région. Il ne faut cependant pas déduire des nombreux exemples d'unanimité, une constante simultanéité d'opinion entre partenaires sociaux : celle-ci est mise à rude épreuve par les difficultés que nous traversons. Outre que le dialogue s'avère souvent constructif, son résultat est, surtout, le reflet d'une solidarité wallonne face à un pouvoir central qui n'attache encore qu'une importance secondaire aux réalités régionales ; la concertation a aussi d'autant plus d'intérêt qu'elle permet l'élaboration d'une conception globale du développement de la région et constitue, dans ce cadre, un apprentissage des responsabilités régionales à venir.

Il faut que la réforme de la Constitution, achevée. En 1970, trouve rapidement son aboutissement dans une décentralisation politique véritable au profit des régions.

L'expérience du Conseil économique régional le désigne naturellement pour être alors la principale organe de concertation sur le plan régional.

ALBERT GRANDJEAN, secrétaire général du Conseil économique régional wallon.

## INVESTIR EN WALLONIE ?

### Pourquoi ?

Des aides financières substantielles et des avantages fiscaux sont accordés aux investisseurs.

- assistance financière pour la formation professionnelle ;
- régime fiscal favorable pour les dirigeants et cadres étrangers ;
- rapatriement libre des capitaux et dividendes ;
- aide financière à l'exportation hors Marché commun ;
- avance de fonds sans intérêt pour la mise au point de prototypes ;
- zones industrielles parfaitement équipées ;
- assistance aux industriels lors des contacts avec l'administration.

Pour tous renseignements, contacter :

Le Secrétariat d'Etat à l'Economie Régionale Wallonne,  
avenue des Arts, 19 H - boîte 3  
1040 BRUXELLES  
Tél. : 02/219-46-20





LES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

WALLONIE

## La croissance dépend de l'instauration d'un véritable pouvoir régional

NOUS DÉCLARE M. JEAN GOL, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE RÉGIONALE WALLONNE

L'économie wallonne fait figure de parent pauvre en Belgique. Après avoir été au dix-neuvième siècle un concurrent industriel de la Grande-Bretagne, le pays noir a continué pendant la première moitié du vingtième à dominer la vie du royaume. Puis vint le temps du déclin avec l'émigration de la Flandre fondée sur l'accès à la mer et l'abondance de la main-d'œuvre. Le pétrole remplace le charbon et les investisseurs étrangers s'installent en force dans la région flamande. En vingt ans, de 1954 à 1974, la part de la Wallonie dans le produit national brut baisse de 34 à 28 %, celle de la Flandre monte de 44 à 56 %. Pour opérer un redressement, qui s'acquiesce avec l'installation de nouvelles usines, M. Jean Gol, secrétaire d'État à l'économie régionale wallonne, préconise la « déflation » et l'application d'une politique structurelle axée sur un véritable pouvoir régional.

« Au moment où la Belgique connaît une reprise de l'activité, comme viennent de le relever les experts de l'O.C.D.E., comment réagit, Monsieur le ministre, l'économie wallonne ? »

« Nuançons. La reprise a été vive au cours des premiers mois de cette année ; mais, actuellement, le rythme de développement de la production se ralentit. L'expansion devient plus modérée, alors même que les tensions inflationnistes compliquent la tâche du gouvernement. »

« Dans ce contexte général, l'économie wallonne se trouve dans une situation délicate dans la mesure où, devant une crise, elle se déprime plus vite et se rétablit plus lentement que le reste du pays. Ce décalage est lié

aux difficultés structurelles de la région. Ainsi le nombre des sans-emplois met plus de temps à diminuer. Bien plus, le chômage conjoncturel se transforme en partie en chômage structurel, la crise secouant un appareil industriel wallon déjà fragile. » Enfin, l'industrie wallonne est moins sensible à une politique de relance conjoncturelle de la demande parce que son économie produit relativement peu de biens de consommation, étant surtout fondée sur l'industrie lourde et les produits semi-finis. Par contre, lorsque des mesures de relance prennent la forme d'encouragements à l'investissement, ce sont souvent des investissements de rationalisation qui en bénéficient et ils n'ont que des effets défensifs en termes d'emploi.

« La région wallonne a donc particulièrement souffert de la récession. En reste-t-il des traces ? »

« Certes. Le taux de chômage, déjà élevé avant la crise, reste important, s'établissant en juillet, comme en janvier, à 11,1 % de la population active, contre 8,4 % en Flandre (8,8 % en janvier). De même, les entreprises en difficulté ou qui ont fermé ont été nombreuses, parce que beaucoup d'entre elles se trouvaient déjà « à la corde » en période de prospérité. »

« N'y a-t-il eu des facteurs négatifs ? »

« Non, dans une certaine mesure, la crise nous permet de voir plus clair, ayant notamment révéillé l'insécurité de certains secteurs au fonctionnement balancé, comme la poterie et le chauffage, certains sous-secteurs du verre et du textile, et fait le tri entre les firmes viables et les autres. Un noyau dur est apparu et la réces-

sion a fait prendre conscience d'un certain nombre de reconversions inéluctables que n'acceptaient, par conservatisme, ni le patronat ni les syndicats.

« Quels sont pour vous les secteurs condamnés ? »

« Le rôle du charbon, qui a été important dans la naissance de l'industrie wallonne, est terminé. Les dernières mines fermeront en 1982. Actuellement les charbonnages n'emploient plus que six mille salariés contre cent vingt mille en 1950. Sont en déclin également les carrières, le verre (certains produits de la chimie lourde), le textile, la céramique. Pour toutes ces branches, il ne faut plus recommencer l'expérience de subvention pratiquée à l'égard des charbonnages. L'argent de la collectivité doit être utilisé en faveur de secteurs porteurs d'avenir. »

« Lesquels ? »

« Il y a un avenir réel pour la sidérurgie, mais celle-ci ne sera pas créatrice d'emplois nouveaux. Pour assurer un emploi de qualité et stable, il faut développer la construction mécanique, métallique et électrique, la chimie et la pétrochimie (qui représentent en 1975 18 % des créations d'emplois, et pour le premier semestre de 1976, 18,7 %), l'industrie alimentaire et celle qui est fondée sur les ressources naturelles de la région (bois, eau).

« L'investissement étranger est nécessaire

« Quels sont les moyens d'assurer un nouveau développement économique ? »

« Par une politique structurelle spécifique à la Wallonie favorisant les petites et moyennes industries, celles qui occupent moins de cinq cents personnes et qui incorporent beaucoup de technologie. Dans ces firmes qui doivent constituer une des bases du renouveau industriel, la gestion est plus souple, l'information facilitée et le climat social meilleur. Il s'agit souvent de P.M.I. familiales qui ont grandi jusqu'à la taille de l'innovation et de l'exportation.

« Doit-on en déduire que vous êtes réservé à l'égard d'investissements étrangers importants ? »

« Sûrement pas. Il faut aussi de grands pôles de développement. Et dans un climat de diversification, l'investissement étranger, qui peut d'ailleurs se traduire par la création d'unités moyen-

nes, est non seulement utile, mais nécessaire. En 1975, il a représenté 19 % de l'investissement global wallon aidé par l'État (25 % des emplois nouveaux) et 30 % pour les sept premiers mois de 1976. La France, qui est notamment représentée par Péchiney, Renault, L'Oréal, vient au deuxième rang des investisseurs étrangers, derrière les États-Unis.

« La main-d'œuvre wallonne a une certaine réputation d'intransigeance.

« Nous sommes des Latins. Il y a une certaine exubérance, et les conflits prennent parfois une dimension spectaculaire : occupation d'usines, « sit-in ». Mais ce ne sont pas nécessairement les grèves les plus nombreuses qui sont les plus longues. En outre, ces manifestations se produisent en général dans des entreprises peu solides ou mal gérées. En tout état de cause, la main-d'œuvre est de qualité et la productivité élevée.

« Mais le syndicalisme wallon ? »

« Il a une tradition de combat. Toutefois, la société a fort évolué, et la concertation fait des progrès tant au niveau national que régional. Un mouvement de grève générale comme en 1960-1961 ne semble plus probable.

« Pour compenser un certain handicap, vous devez recevoir une aide de l'État. Êtes-vous mieux ou moins bien traités que d'autres régions en Belgique ? »

« Nous avons reçu de l'argent pour encourager les investissements. De 1970 au 30 juin 1976, les investissements aidés par l'État ont atteint 130 milliards de francs belges, sur un total de 380 milliards pour le royaume, soit 38,4 %, le pourcentage des emplois nouveaux créés grâce à cette aide n'a été que de 30,5 %. Ainsi, l'aide publique a été importante, mais très coûteuse par emploi. Le système d'aides aux investissements privés n'a pas résolu fondamentalement nos problèmes structurels. Les mécanismes des lois d'expansion économique de 1959 et 1970 sont fondés sur l'idée d'une croissance continue et d'une initiative privée dynamique. Or il ne s'agit pas seulement d'accorder des aides fiscales ou financières, mais de permettre des économies externes. Dans un moteur à faible rendement, verser de l'huile n'est pas suffisant. »

« Êtes-vous déçu par la régionalisation ? »

« Nous souffrons de l'absence d'une régionalisation véritable. Même si la solidarité nationale était parfaite, notre développement économique passerait par l'instauration d'un véritable pouvoir régional wallon susceptible

de mettre au point et d'exécuter une politique industrielle wallonne.

« Vous êtes un des animateurs, au sein du rassemblement wallon, du club Réformateurs Europe-Régions. Pourriez-vous préciser votre position ? »

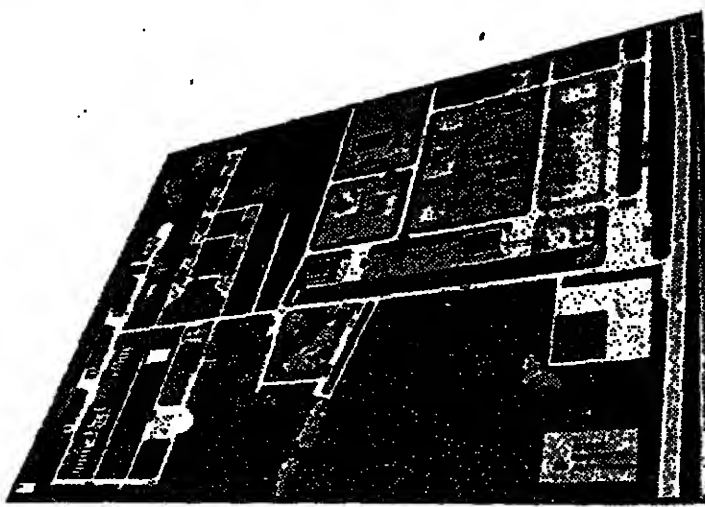
« Progressivement les États-Nations européens devront céder des pouvoirs par le haut à une Europe dont l'union est un impératif catégorique de notre avenir économique et culturel et par le bas aux régions qui les composent. Loin d'être un facteur d'affaiblissement de la construction européenne, la revendication régionale constitue un facteur d'équilibre. Tantôt la création des régions permet de tempérer des conflits inévitables dans les États plurinationaux, tantôt elle permet de faire coïncider de nouvelles structures politiques et administratives avec le sentiment profond des populations. Enfin, cette reconnaissance politique des régions renforce le puissant courant d'échanges économiques et sociaux qui, tout naturellement, s'établit et s'amplifie entre les grandes métropoles régionales européennes. »

« C'est dans le cadre de l'Europe des régions que le dialogue entre la Wallonie et des régions françaises (l'Alsace, la Lorraine, la Bretagne, la Rhône-Alpes) se situe nécessairement. Ce dialogue est d'autant plus naturel qu'il existe une forte communauté culturelle, de langue et de civilisation entre nous. »

« L'Europe et la région sont les cadres futurs de tous les progrès démocratiques. Quel étonnement dès lors à ce que les réformateurs soient souvent des Européens et des régionalistes convaincus ? »

« Propos recueillis par MICHEL BOYER.

### EUROSITE : AKZO CHEMIE EN WALLONIE



Maquette de l'usine de la Société des Dérivés Azotés d'Akzo Chemie à Ghlin-Baudour (Mons).

Entreprise chimique à vocation internationale, Akzo Chemie possède des unités de production dans plusieurs pays européens (ainsi au Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne) ; elle vient aussi de choisir la Belgique pour implanter une de ses usines les plus modernes, offrant de larges perspectives d'avenir. Dans le zoning industriel de Ghlin-Baudour, en Wallonie, on prépare la construction d'une usine pour la production d'amines et de sels d'ammonium quaternaires, produits trouvant de nombreuses applications utiles qui sont d'un intérêt direct pour le public.

Déjà, en 1972, Akzo Chemie avait construit une grande usine dans la région de Mons : il s'agit d'une des installations les plus modernes au monde pour la production de peroxydes. Deux unités sont déjà à l'œuvre, une troisième sera mise en exploitation en 1977.

Plusieurs raisons justifient le choix de cette région Mons-Borinage : sa situation centrale en Europe, au carrefour des grandes voies de communication ; la présence d'une main-d'œuvre qualifiée ; la disponibilité de vastes terrains industriels ; les efforts déployés par les autorités afin de doter la région d'une infrastructure adaptée au renouveau économique (ce qui se traduit par la création des zones industrielles comme par la formation et le recyclage professionnels).

L'établissement de la nouvelle unité d'Akzo Chemie dans le Borinage s'est réalisé avec l'appui de l'Intercommunale de Développement (IDEA) et la participation financière de la Société Nationale d'Investissement.

Créatrice d'emplois, l'usine répond aussi à toutes les exigences en matière de protection des travailleurs et de l'environnement. Ses équipements comme ses produits sont basés sur trente années de développements technologiques. Finalement, cette réalisation d'envergure accroît la capacité industrielle de la Wallonie et de la Belgique.

Eu égard au rôle des nouvelles installations sur la scène industrielle européenne, les responsables d'Akzo Chemie ont donné au complexe de Ghlin-Baudour le nom d'Eurosité.

### Une journée d'un travailleur

CHACUN matin, vers 6 h. 30, Louis Gérard, un grand blond aux yeux bleus, âgé de quarante-cinq ans, mais ne se paraissant guère, sort sa voiture et se rend à son travail aux Câbleries de Charleroi. Dans sa petite maison propre, au cœur de la banlieue ouvrière de Gilly, le café fume dans un pot de grès rouge, sur le poêle de la cuisine. A l'ombre de l'un des soixante terrils de charbon du pays noir, les lumières s'allument à presque toutes les fenêtres.

Depuis l'âge de quinze ans, Louis Gérard aime ces rues mal pavées, longues et monotones, qui mènent à la métropole industrielle du bassin de la Sambre. Il a commencé sa vie professionnelle aux chemins de fer, puis aux Ateliers de construction électrique de Charleroi (A.C.E.C.), où il fut chauffeur de poids lourds. Un accident du travail — l'éclatement d'un pneu — lui a laissé de cette période un souvenir pénible et, sur le front, une large cicatrice verticale. La « rationalisation » d'une partie de la métallurgie wallonne devait toutefois décider de son avenir. Son service de camionnage supprimé, Louis Gérard fut d'abord réaffecté à « l'usine à câbles ». Ce secteur, lui-même appelé à disparaître après le rachat des A.C.E.C. par Westinghouse, fut sauvé de justesse par un acquéreur italien.

#### Un niveau de vie élevé

A l'inverse de la plupart des cinq mille six cent quarante travailleurs wallons (dont mille six cent quatre-vingt-dix métallurgistes) licenciés en 1975 après la fermeture de cent quarante-six entreprises, Louis Gérard ne s'ennuie pas de sa reconversion : il est aujourd'hui chef d'équipe aux Câbleries de Charleroi, dont les ateliers sont installés à Marcinelle. « Une entreprise moderne, déclare Louis Gérard, où il est agréable de gagner sa vie. »

C'est, en tout cas, une grande usine où, sous la férule d'un directeur général français, mille huit cents ouvriers font les « trois-huit » (quarante heures par semaine), tandis que mille trois cents employés, ingénieurs et agents de maîtrise travaillent de 7 h. à 15 h. 30 ou de 8 h. à 16 h. 30, avec une pause-café de huit minutes, vers 9 heures, et un arrêt-déjeuner d'une demi-heure, vers midi. A la cantine d'entreprise, le repas complet, copieux et consistant, ne coûte que 30 francs belges (environ 3,80 F) « y compris le verre de bière ».

Le salaire moyen brut d'un ouvrier professionnel s'élève à 160 F belges l'heure, soit environ 3 000 FF par mois, dix fois plus que le prix moyen du loyer dans un appartement F 3 ou dans une maison correspondante. Aussi le niveau de vie des ouvriers, surtout si leur épouse travaille, est-il assez élevé, comme en témoignent les centaines d'automobiles, puissantes et brillantes, garées devant les ateliers. Mais c'est là, sans doute, une situation privilégiée, dans un pays qui, comme ses voisins, a souffert de la crise.

A l'intérieur de l'usine tout est propre et en ordre. Nous sommes, il est vrai, dans l'une des rares entreprises « de pointe » dont la

Wallonie a tant besoin. Chaque jour, plus de 80 tonnes de câbles sont expédiées dans le monde entier pour les centrales électriques ou nucléaires, les docks, les liaisons téléphoniques et l'industrie du bâtiment. C'est la câblerie, du reste, qui renflouait autrefois le trésorier des A.C.E.C.

A présent que l'usine a repris sa liberté, son personnel est sans doute un des privilégiés de la métallurgie. Il bénéficie d'un système autonome de retraite et d'assurances en tout genre qui, pour une cotisation d'environ 200 francs belges par mois — s'ajoutant à la cotisation syndicale d'une valeur sensiblement égale — assure aux salariés une très grande sécurité. Des œuvres sociales, notamment un centre sanitaire doté de trois médecins en permanence, complètent cette infrastructure.

Sa journée terminée, Louis Gérard boit le coup avec les copains, dans l'un des quatre cafés situés à proximité de l'usine. Tout à l'heure, il ira peut-être jouer à la « petite reine », sorte de balle-pelote fort en vogue en Wallonie. Il fut autrefois « forcé », c'est-à-dire joueur arriéré, dans les championnats. Les jours de grand match, on entoure la place de l'église de panneaux de jute. A l'intérieur de cette enceinte s'agitent les joueurs vêtus de blanc, entourés d'un public de retraités en casquette, assis sur des bancs de bois. Le dimanche, explique Louis Gérard, on va en Ardennes. C'est à moins d'une heure de voiture... Et il n'y a pas de péage sur l'autoroute de Wallonie !

Entre deux verres de « trappiste » écumeux, il conte à qui veut l'entendre, avec un soupçon de fierté, que sa fille Patricia, vingt-deux ans,

aide pharmacienne, est fiancée à un ingénieur français ; qu'il va lui donner pour dot une maison ; qu'il compte bien descendre un de ces jours dans le Midi. Autour de lui, les hommes plaisantent ou rêvent : « Au moins, là-bas, il y a du soleil !... »

On parle aussi de la dernière grève de vingt-quatre heures, début septembre : « La première depuis les années 50, nom d'Christ ! ». Le langage est vert et bien gauchiste, et l'on sent parmi ces rudes Wallons une grande solidarité. « Un ouvrier, moi, m'explique l'un d'eux, c'est quelqu'un de très fort et de très faible. On peut être robuste, courageux et même intelligent, on se sent quand même insignifiant devant un patronat anonyme, devant les grands trusts internationaux qui passent les contrats avec les pays fascistes. Alors, il faut s'unir. »

Ce grand gaillard, qui connaît à l'expérience la solitude, il trompera sa peur dans l'une des innombrables sociétés sportives ou culturelles du pays de Charleroi, où l'« adonne » aussi bien au cyclisme, au jeu de boulier et au tir à l'arc qu'à l'art vocal et au théâtre amateur, surtout patoisant.

L'autre force collective du travailleur wallon, c'est le syndicat. A Marcinelle, il y a un front commun réalisé entre chrétiens, socialistes et communistes — ces derniers très minoritaires. « La syndicalité est un, force avec laquelle on doit compter », explique Louis Gérard. « Je suis à la F.G.T.B. (1) depuis 1952. Aux Câbleries, pour 80 % le personnel est syndiqué. »

Au début du mois de septembre, les cortèges ouvriers, avec leurs banderoles, leurs fanfares et, désormais, leurs majorités, ont à nouveau traversé la région. A Marcinelle, vingt ans après la catastrophe du charbonnage du Bois-du-Cazier, qui fit deux cent soixante et un morts, la base lutte non seulement contre « les manipulations de l'index des prix », mais encore contre le chômage et pour l'amélioration des conditions de travail.

« L'on se souvient que c'est d'ici même, aux A.C.E.C., qu'était partie la grande « grève sauvage » de l'hiver 1950-1951, parmi des travailleurs paillardes, dont les hauts salaires faisaient dire, à l'époque, que le « prolétariat wallon ne serait plus jamais combattu... »

J. B.

(1) Fédération générale du travail de Belgique.



## par JEAN BENOIT

par JEAN-PAUL

sée de 33,3 % à 22,1 % alors que la contribution flamande montait de 53,8 % à 65,3 %. Ces chiffres traduisent la diminution progressive du poids économique de la Wallonie dans le pays.

Tous les observateurs s'accordent également à reconnaître que la Wallonie a beaucoup plus souffert du chômage : 3,7 % de sans-emploi cette année parmi les salariés pour l'ensemble de la Belgique, mais 11 à 12 % pour la seule région wallonne. Si les effets de la crise sociale ont été sensibles dans la Wallonie, particulièrement dans les entreprises à caractère dit aussi "nouveau", leur impact fut aussi plus

De Tournai à Liège en passant par Quaregnon, Marcinelle, Auvellais, Huy et tant de communes aux noms rocailloux, d'où sont parties les conquêtes ouvrières, on aperçoit les puits de mines aux molettes immobiles, les pans de murs des usines abandonnées. Sur cette terre pourtant riche en ressources naturelles et humaines, la scieresse du patronat, la méfiance ou l'hostilité des grands trusts internationaux, ont prolongé plus que de raison les conséquences prévisibles de la crise charbonnière et de l'effacement du fondibourgeois et du durabilité commun. Les procès de la loi de 1920, les procès de la loi de 1921, les procès de la loi de 1922, dans ce pays où coexistent deux communautés partielles antagonistes, pénalisent la minorité wallonne et accentuent aujourd'hui les effets de la récession.

Pour l'instant, les Wallons se contentent encore de discuter ou de chanter. Un millier de jeunes de « toutes tendances » viennent de se rencontrer à Seraing, dans la banlieue rouge de Liège, à l'occasion des fêtes de Wallonie.

Le programme de Seraing fut autrefois le fief d'André Renard, « père du syndicalisme », l'homme de paille du syndicalisme wallon. Issu d'un milieu ouvrier, nourri d'« expériences mardistes et anarcho-sindicalistes consolidées dans la Résistance », dans l'« amitié bienveillante à l'égard de l'expérience autogestionnaire yougoslave et dans des luttes plus spé-

Comme ses voisins, la Belgique n'échappe pas à une crise structurelle de l'économie, qui s'est manifestée par un chômage important, l'accélération de l'inflation, la baisse des taux de profit, l'essaouissement du commerce extérieur. Cette évolution n'a fait qu'accentuer, jusqu'au début de 1976, le déclin de la Wallonie, alors que la Flandre, par sa diversification, enregistrait dans certains secteurs une croissance très rapide, notamment dans l'industrie du bois et du meuble, la chimie et les fabrications métalliques.

Entre 1970 et début 1974, la Flandre a vu, par exemple, sa production industrielle croître de 25 %. La Wallonie n'a vu la sienne augmenter que de 8 %. D'autre part, 63,5 % des productions wallonnes émanent de secteurs à faible croissance. Aussi, de 1968 à 1972, la part wallonne dans les exportations belges a-t-elle pas-

ment dans l'industrie du bois et du meuble, la chimie et les fabrications métalliques.

Entre 1970 et début 1974, la Flandre a vu, par exemple, sa production industrielle croître de 25 %. La Wallonie n'a vu la sienne augmenter que de 8 %. D'autre part, 63,5 % des productions wallonnes émanent de secteurs à faible croissance. Aussi, de 1968 à 1972, la part wallonne dans les exportations belges est-elle pas-

Mais les attaques du patronat ont échoué devant la fermeté de ses interlocuteurs. Que faire ? En juillet dernier, le gouvernement décida de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre. Cette « falsification », au dire des syndicats, risquait d'entraîner un retard de deux à trois mois dans les augmentations de salaires, soit une perte de pouvoir d'achat mensuel de 400 à 1 100 francs belges environ, selon l'échelle des salaires. Ce fut une levée de boucliers.

Au terme d'une nuit entière de négociations, le 16 septembre, le gouvernement décidait le retour à l'indice des prix d'avant les vacances. Le résultat de l'opération fut que l'indice de septembre allait augmenter de 0,3 point au lieu de 0,5, le prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la sécheresse. Peu importe. L'accord prévoit que, dans les prochains mois, la méthode de calcul de cet indice ne pourra être modifiée.

Ce qui inquiétait les leaders syndicaux, c'était moins cette perpétuité que le danger d'une remise en cause d'un acquis essentiel : la liaison automatique des salaires et des allocations sociales à l'index, qui datait de 1920 pour les premiers et d'une quinzaine d'années plus tard pour les seconds. D'où la tactique préconisée par la F.O.T.B. visant à sensibiliser, par des manifestations de masse, les couches les plus larges de la population. L'espoir du syndicat socialiste était que les actions menées dans ce domaine le sensibilisent à son tour. Mais les syndicats chrétiens (C.S.C.), « adhérents aux divergences philosophiques ou politiques ». Cette union n'est plus ou moins réalisée, même si les stratégies ont été différentes.

En Belgique, le taux de syndicalisation est élevé. Les deux grandes centrales se partagent presque à égalité les quatre cinquièmes des syndiqués, l'effectif des syndicats libéraux (C.G.S.-L.B.) étant nettement

les leaders ouvriers ont beau jeu d'exploiter dans cette partie du pays l'argument du « sous-développement wallon ».

Au début de l'année, le gouvernement avait fait voter deux projets, l'un de redressement économique, et l'autre d'intervention directe de l'Etat dans le domaine industriel. Ces deux projets sont « un *biifti pur et simple* », dit-on à la Fondation André-Renard, qui rappelle que la loi-cadre d'aide régionale, adoptée il y a plus de six ans, n'a été suivie d'aucune exécution. En fait, on ne peut guère parler d'un fléchissement de la demande intérieure, ni même du commerce extérieur, mais plutôt d'une crise des investissements productifs belges, et surtout étrangers.

Quant au projet d'Initiative Industrielle publique, il ne jouera, ajoute-on à Liège, qu'un rôle suppléatif par rapport au secteur privé. Une série d'obstacles et de conditions draconiennes réduisent effectivement la portée du projet. La loi prévoit que les membres du comité chargé de sélectionner des investissements seront choisis parmi les personnalités représentatives des milieux d'affaires... du secteur privé. Les sections régionales de ce comité n'auront à se prononcer que sur des investissements mineurs. D'où la revendication d'un organisme régional, sur les assises de l'actuelle Société de développement régional de Wallonie (S.D.R.W.).

moins élevée. C'est moins vrai lorsque l'on tient compte des chivages entre la Flandre et la Wallonie. Dans la première région, où domine un électeur chrétien traditionaliste, la C.S.C. est nettement majoritaire. Inversement, elle est très minoritaire dans la seconde, où se concentrent une forte majorité d'électeurs socialistes. Cela tient sans nul doute aux circonstances historiques et politiques qui ont présidé à la naissance du mouvement revendicatif en Belgique.

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Constituée en 1922 à l'initiative de  
 roi Guillaume le des Pays-Bas, la  
 « Société Générale des Pays-Bas », la  
 « Société Industrielle Nationale », l'ac-  
 tion de la Société Générale des Pays-Bas,  
 ment la première société de développe-  
 ment créée dans le monde. La loi  
 poursuivie à l'époque était l'industriali-  
 sation des provinces maritimes des  
 Pays-Bas et la modification des con-  
 ditions nécessaires en vue de constituer  
 des entreprises nouvelles et de déve-  
 lopper celles qui existaient déjà.

A travers toute son existence et en

[illegible]

Constituée en 1919, afin d'assurer l'approvisionnement en matières premières pour l'industrie minière du Canada, le S.M.M., affilié à la Société Générale des Minerais "S.G.M.", constituée en 1918, se chargea de la production et de la distribution du monde d'une importante partie de la production de cette industrie.

Cela commença lorsque le Canada fut le seul pays à avoir des mines de charbon et de minerai de fer. Le S.M.M. fut le seul à avoir une agence mondiale, celle-ci chargea des représentants dans les marchandises en vrac et dispense à cet effet d'un très important terminal le long de la côte du golfe du Saint-Laurent. Les parcs de stockage de charbon et de minerai de fer furent les premiers à être développés par les mines et les plus modernes du monde.

La Société de Tractier et d'Electricité est un holding industriel possédant d'importantes participations dans des entreprises françaises et étrangères, en France et en Amérique dans les secteurs de l'énergie (nucléaire, électricité), de la chimie et de l'automobile et de l'habitat. Elle est représentée en France par des gérants-conseils et des bureaux d'études, TRACTIOMEAL, ne s'abstient pas des plus importants systèmes de contrôle et de commande, des équipements de transport, des spécialités de l'engendrement, notamment : centrales électriques, nucléaires ou thermiques, des équipements de transport : turbines-jets, sous-stations et lignes de transmission ; sidérurgie, pipelines, travaux d'infrastructure ; automobile, transports ; et collaboration avec Pechelery

tion, que cimente, au moins en Wallonie, le facteur régionaliste. Devant l'évolution de la crise économique — et malgré la légère reprise observée ces derniers mois — les deux centrales se sont efforcées d'harmoniser leurs tactiques. — Nous

n'avaient pas le pouvoir politique, dit-on à Liège, mais en Belgique ce sont plutôt les syndicats qui dictent leur attitude aux partis. » Ainsi formulée, cette remarque peut sembler exagérée. Elle n'est pas moins marquée d'une certaine vérité, si l'on songe aux difficultés internes des partis unitaires et aux changements d'équipes ministérielles provoqués, dans un passé récent, sous la pression syndicale.

L'un des tests de la rentrée sera, précisément, le démarrage des premières expériences d'Initiative Industrielle, publique et décentralisée, administrée par les dirigeants locaux. Bruxelles n'apportera pas une réponse positive, le souhait de la F.G.T.B. de voir se réaliser un « front des progressistes » dans la

partie francophone du pays pourrait prendre corps très rapidement, sur le modèle du programme commun de la gauche française.

Tant il est vrai que lorsque à Paris le ciel est sombre, il pleut en Belgique.

REGION	NOMBRE DE SALARIES	SYNDIQUES F.O.T.B. (socialistes)	SYNDIQUES (socialist-chrétiens)
Wallonie	807 332 (27,5 % de l'effectif des salariés en Belgique)	371 707 (46,0 % de l'effectif national de la F.O.T.B.)	173 189 (18 % de l'effectif national de la C.S.C.)
Flandre	1 235 495 (43,7 %)	351 294 (44,2 %)	609 425 (73 %)
Région bruxelloise	846 637 (28,5 %)	123 174 (13,9 %)	56 923 (9 %)
Belgique	2 930 445 (100 %)	886 175 (100 %)	955 558 (100 %) (*)

(2) Il faut ajouter à ce chiffre 36 962 syndiqués C.S.C. non répartis localement, ce qui porte l'affectif national de la C.S.C. à 903 520 adhérents. D'autre part, toujours en 1971, le nombre des adhérents de la S.L.B. (Centrales générales des syndicats libéraux de Belgique) était de 138 526 personnes.

Constaté en 1912 à l'initiative de  
du Collège de la rue Payze, la  
Société Générale de Belgique,  
l'Association Nationale, l'Asso-  
ciation des Sociétés de la rue  
Payze et la Société Générale de  
Belgique, ont été réunies dans  
un seul et même. Le but  
proposé à l'appareil par l'Association  
Payze et la Société Générale de  
Belgique et la modification des  
statuts nécessaires en vue de constituer  
une seule et même Association  
celles qui existaient déjà.

[illegible]

Constituée en 1919, afin d'assurer l'approvisionnement en matières premières pour l'industrie minière du Canada, le S.M.M., affilié à la Société Générale des Minerais "S.G.M.", constituée en 1918, se chargea de la production et de la distribution du monde d'une importante partie de la production de cette industrie.

Cela commença lorsque le Canada fut le seul pays à avoir des mines de charbon et de minerai de fer. Le S.M.M. fut le seul à avoir une agence mondiale, celle-ci chargea des représentants dans les marchandises en vrac et dispense à cet effet d'un très important terminal le long de la côte du golfe du Saint-Laurent. Les parcs de stockage de charbon et de minerai de fer furent les premiers à être développés par les mines et les plus modernes du monde.

[illegible]

C'est ainsi qu'elle a participé activement à la constitution et à l'expansion d'un ensemble d'entreprises à vocation industrielle telles C.B.R., Cockerill, Calbre et Zinc, UNERS, Ploix Frankl, Prayon, PRB, SBA, Vieille Montagne...

Au travers de sociétés du secteur bancaire et d'institutions financières telles la Société Générale de Banque, la Sofiza, la Société de TrACTION et d'Electricité, l'Union Financière et Industrielle « UFI », le Crédit Foncier de Belgique, la Société Générale de Belgique a apporté des concours importants au développement de l'économie wallonne et à de nombreuses petites

— La DIVISION FN FORMETAL, issue de l'ancien département des services centraux de production, a pour mission de valoriser et de développer le know-how métallurgique et technologique de la FN dans l'élaboration, la mise à forme, le traitement et l'outillage de matériaux métalliques ;

— La DIVISION EQUIPEMENTS INDUSTRIELS regroupe les activités textile et hydraulique de la FN, notamment celles de la société Domest-Schalmeaux S.A. de Seiller, spécialisée dans la production et de ventes de matériel hydraulique et de pompes pour locomotives ;

— LA DIVISION MOTEURS voit, vingt-cinq ans après l'introduction de la fabrication de turbo-moteurs à la FN, se consolider ses perspectives favorables d'expansion. L'événement capital a été évidemment le choix commun par la Belgique, le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas de la version F 16 comme remorqueur du F 104 G.

La FN se définit de plus en plus comme une entreprise de mécanique de précision au service de la sécurité, de l'industrie et des loisirs, soucieuse d'offrir à son personnel ainsi qu'à ses relations commerciales et extérieures une image à la hauteur de ses potentialités techniques universellement reconnues.

adapte pour le déchargement rapide des minéraliers du gros tonnage.

Le rôle international de la S.E.M. se trouve étroitement lié aux activités des sociétés métallurgiques du groupe de la Société Générale de Belgique. Ces dernières situent la Belgique parmi les principaux producteurs mondiaux de métaux non-ferreux.

Par ailleurs, en collaboration avec les producteurs dont elle assure la représentation, la S.E.M. entretient des contacts techniques-commerciaux constants avec les utilisateurs des produits. Ces relations permettent d'assurer un approvisionnement régulier des fontes et des aciers qui conviennent le mieux aux clients.

[illegible]

**Première banque belge,  
la Société Générale  
de Banque  
met à la disposition de  
ses clients**

- son réseau national de 1115 agences, en contact  
journalier avec tous les secteurs de l'économie
- son réseau international, comprenant quelque  
150 points d'implantation répartis sur les cinq  
continents.

**En France: BANQUE BELGE (France) S.A.**  
**Paris: 12, Rue Volney - 75002 Paris -**  
**Tél.: 261.50.37**  
**Lille: 96-98, Rue Nationale - 59000 Lille**  
**Tél. (20) 57.57.42**



**Société Générale  
de Banque**





INDUSTRIE ET AGRICULTURE

# La mutation douloureuse de la sidérurgie du bassin de Charleroi

La crise mondiale de l'acier a affecté toutes les sidérurgies européennes, mais elle a particulièrement frappé celles dont la survie était en cours, entraînant de nombreuses suppressions d'emplois. C'est le cas de la sidérurgie du bassin de Charleroi, dont les installations démodées sont en cours de rénovation et dont les structures subissent une refonte en profondeur. Une énorme opération de concentration est en cours depuis cinq ans sous l'impulsion du groupe Frère-Cobepa, réunissant dans les mêmes mains toutes les gammes d'entraînements et de fabrications. Son objectif est de constituer un groupe puissant, produisant près de 3 millions de tonnes d'acier, et susceptible d'être moins vulnérable devant le formidable cartel hollandais-germano-luxembourgeois en voie de formation.

que (1 200 000 tonnes), des usines à Couillet, Montigny-sur-Sambre et Châtillonneau. De son côté, Brufina, filiale de la holding Cofinindus, avait la haute main sur les Forges de Thy-Marcinelle et Monceau (1 300 000 tonnes). En 1972, Brufina voulut fusionner avec la Compagnie Lambert, qui détenait pratiquement le contrôle (20 %) de la Société des Hauts Fourneaux de la Chiers, établie en France à proximité du bassin de Charleroi. Alarmés de cette conjonction qui, entre autres, touchait à un domaine qui leur était cher, Cobepa et le groupe animé par M. Albert Frère, contre-attaquèrent et réussirent à bloquer la fusion après une lutte acharnée épique. Un arrangement fut alors conclu, par lequel Lambert-Brufina céda à Cobepa-Frère la moitié du contrôle de Thy-Marcinelle et de la Chiers. Ce fut la première étape d'une longue marche. La suivante fut la formation d'un nouveau groupe sidérurgique à cheval sur la Wallonie et le nord de la France, par la fusion, sous l'égide du groupe Paribas et de Cobepa, des Hauts Fourneaux de la Chiers, des Acieries et Tréfileries de Neuves-Maisons-Châtillon (filiale de Hainaut-Sambre), et de Forges de Châtillon-Commentry-Blaich, avec une capacité de production de près de 2 millions de tonnes d'acier.

Maisons et Châtillon-Commentry, avec ses deux millions de tonnes, soit un ensemble assez impressionnant, auquel manque jusqu'à présent une pièce importante : la division de Providence de la société sidérurgique légeoise Cockerill. Avec son usine de Marchienne, qui, en s'ajoutant au fameux « triangle » carolo-français (Hainaut-Sambre-Thy-Marcinelle), formerait un quadrilatère plus cohérent. Jusqu'à présent Cockerill s'est refusé à entrer dans la combinaison, mais son actionnariat vient de subir un bouleversement, puisque les nouveaux associés (Cobepa, Frère-Bourgeois et Bruxelles-Lambert) vont disposer ensemble de 15 % de son capital, passant ainsi au premier rang des porteurs et supplantant la Société Générale de Belgique, qui contrôlait pratiquement la société avec sa participation de 13,40 %. Il n'est donc pas exclu d'assister dans un proche avenir à la formation, pour la première fois, d'un front financier commun à toute la Wallonie, seul susceptible de mener à son terme un indispensable programme de modernisation et de rationalisation.

« La sidérurgie carolo-française a toujours été, et reste encore, un secteur techniquement démodé », déclarait, en octobre 1975, M. Albert Frère, son principal animateur et le « deux ex machina » des opérations de concentration aux côtés de Cobepa, s'adressant aux « officiers » François Cammarata, secrétaire fédéral de la Centrale chrétienne des métallurgistes, et Ernest Davister, secrétaire fédéral de la Centrale des métallurgistes de Belgique (F.C.T.B.). Elle a toujours été vouée aux produits longs pour l'équipement et le bâtiment (poutrelles et ronds à béton), alors que ces derniers concourent, dans le monde entier, un développement « à la vitesse du vent » des produits plats (tôles minces) liés aux biens de consommation (automobile, électro-ménager, conserve, etc.). En revanche, dans le bassin de Liège, Cockerill, en abandonnant en 1970 l'Esplanade-Longdoz, avec son train de laminage à large bande de Chertal, renforçait ses positions dans les produits plats.

Il s'agissait donc, pour la sidérurgie du bassin de Charleroi, à la fois de moderniser des installations souvent vétustes et de diversifier sa production. En 1975, un plan de rationalisation était mis au point et adopté par le Comité de concertation politique sidérurgique (C.C.P.S.) (1). D'un montant initial de 20 milliards de francs belges (2,4 milliards de francs français) ramené par la suite à 12 milliards de francs belges (1,5 milliard de francs français), il visait à développer les trois sociétés du « triangle » (Hainaut-Sambre, Thy-Marcinelle et Monceau (T.M.M.), Laminage du Rusu) dans leurs spécialités, et à lancer une série d'investissements, sous forme de « Sociétés carolo-françaises » constituées en commun avec des degrés variables de participation : Carier, pour l'approvisionnement en ferrailles, Carroque, pour la cokéfaction, Cerfil, pour la construction d'un train à fil moderne (T.M.M.), Carier, pour la maintenance, pour l'installation d'un laminage chaud à large bande pour produits plats (Hainaut-Sambre, et Châtillon-Commentry-Blaich). S'y ajoutait une aciérie O.B.M. nouvelle pour Thy-Marcinelle et Monceau, et une aciérie électrique (Carlec). A des degrés divers, ces projets sont en route ou en voie d'achèvement. En 1977, la sidérurgie de Charleroi, avec le concours de ses alliés français, sera en mesure de couvrir toute la gamme des produits en acier (produits longs, produits plats, tôles fines, acier inoxydable, fil-machine, etc.).

Malheureusement, comme M. Frère le reconnaissait, cette rationalisation et cette modernisation entraînent des suppressions d'emplois (trois mille à quatre mille) dont une partie seulement sera compensée par la mise en service de nouvelles installations (mille emplois au maximum). Tout en reconnaissant que ces décisions étaient « économiquement logiques », les syndicalistes ont toujours entendu obliger le niveau de l'emploi, refusant les licenciements, et réclamant des négociations paritaires. Vieux problèmes, bien connus partout où les restructurations sont en cours. Une chose est certaine, en tout cas, face au géant germano-hollandais-luxembourgeois, qui, en outre, détient le contrôle de la Belgique de l'usine ultra-moderne Sidmar, le bassin de Charleroi, qui s'est réorganisé, et celui de Liège, qui pousse ses avantages, notamment dans le laminage, sont condamnés à s'enterrer : la pression extérieure devient trop forte.

## L'orgueil de Fernand agriculteur namurois

FERNAND TASIAUX a vingt-huit ans. Il est installé depuis 1974 sur une belle ferme, à une vingtaine de kilomètres de Namur, qu'il exploite avec sa femme et son frère. Travaux, brousse et son frère, Fernand, brin, sourire et ça fait un agriculteur namurois. Ce jeune agriculteur wallon a-t-il une préoccupation particulière ?

« Oui, la terre ! » Avec le nouvel effort industriel de la Wallonie, les usines grignotent de plus en plus les cultures et les prairies. Les agriculteurs ont donc des difficultés à trouver des terres à cultiver. Résultat : le prix des terrains monte. La parcelle se négocie désormais entre 150 000 et 200 000 F.B. l'hectare, selon la proximité des villes.

Certes « on » essaie d'écarter la spéculation foncière. Des plans de secteurs, sont progressivement mis en place, qui fixent la destination des sols pour les dix ans à venir. Mais Fernand Tasiaux ne se fait guère d'illusion. Les hommes politiques ont parfois des « caprices électoraux » qui font passer ou décaler une zone industrielle au milieu des champs. Bref, le « sonage » est en cours depuis un an. « Il faudra bien encore trois années pour en venir à bout ».

Pendant ce temps les fermiers wallons se débattent avec leurs propriétaires. La loi sur le bail à ferme ne permet pas à ceux-ci de reprendre les terres. Ils n'importe quelle circonstance, mais ils en ont la possibilité pour exploiter personnellement. Cela se pratique de plus en plus dans la région limonnoise de Wallonie. Les propriétaires estiment que les fermages qui leur sont versés ne sont pas rémunérateurs, compte tenu du prix atteint par les terres. Aussi préfèrent-ils cultiver eux-mêmes en faisant appel à des entreprises pour les gros travaux, labours, traitements et moissons.

Le sud-est de la région devient en revanche un lieu de résidence secondaire pour les Bruzellois, qui par l'auto-école, en moins d'une heure, trouvent de vieilles fermes en pierre, à restaurer. Cette occupation est facilitée par le fait que beaucoup d'éleveurs atteignent l'âge de la retraite sans successeur, car la production laitière est trop exigeante et d'un maigre rapport. A Polle, le village où habite Fernand Tasiaux, deux maisons sur cinq sont désormais occupées uniquement en fin de semaine par des citadins.

« Pour les agriculteurs cela revient à vivre dans un désert cinq jours et dans les embarras les deux autres ». Il ne faut pas faire de bruit avec le tracteur le samedi et le dimanche. Il faut obtenir des autorisations spéciales pour construire de nouveaux bâti-

ments d'élevage, car les odeurs risquent d'incommoder les nouveaux voisins... « Les jeunes en France rentrent », reconnaît Fernand Tasiaux. Pourtant il éprouve avec envie la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs et les prêts du Crédit agricole. En Belgique, tout cela n'existe pas », note-t-il. Lorsque, avec son frère, il a voulu reprendre la ferme familiale, ils ont dû s'endetter lourdement. L'exploitation couvre une centaine d'hectares (une surface exceptionnelle dans un pays où les dimensions restent relativement modestes). L'indemnisation du cheptel, du matériel et des fumures est revenue à environ 50 000 F.B. l'hectare. Pour financer, il dispose d'un crédit de dix-huit ans, dont une partie du taux (5 %) est prise en charge par le Fonds d'investissements agricoles, qui

garantit en outre 75 % de l'emprunt. Le système a été institué en 1972. A l'époque, les taux bancaires étaient de l'ordre de 7 à 8 %. Les agriculteurs avaient donc une charge d'emprunt de 3 à 3,5 %. Aujourd'hui, les taux sont de 10 à 12 %. Du coup, la prise en charge des intérêts par l'agriculteur ressort de 5 à 7 %.

Les exploitants belges aimeraient obtenir la même garantie que leurs confrères français, auxquels les caisses de Crédit agricole accordent des prêts à taux bonifiés fixes de 4,5 et 7 %. Mais il n'y a pas d'équivalent belge à l'organisme français. Tous les établissements financiers peuvent ouvrir des crédits pris en charge partiellement par le Fonds d'investissements, même si la plupart des prêts aux agriculteurs sont faits par l'Institut national de crédit agricole ou la Caisse agricole.

### « Colonisation »

A l'évacuation de ce dernier établissement, Fernand Tasiaux s'insurge. Il a vu d'une « colonisation » la puissance organisation paysanne flamande, le Boerenbond. « C'est l'état dans l'état », assure-t-il. De fait, le B.B. en abrégé, est le fois un syndicat, un groupe coopératif, un fabricant d'outils, un détaillant d'engrais, un constructeur d'écoles, un négociant en produits agricoles, un établissement financier. Et bien d'autres choses encore.

A travers son ancienne wallonne, l'Alliance agricole, le Boerenbond « colonise », selon Fernand Tasiaux, le sud de la Belgique en implantant des silos, en vendant les produits de culture ou de traitement essentiellement fabriqués dans le Nord. A l'avant la première guerre mondiale, les ouvriers flamands venaient travailler dans le Nord, les agriculteurs wallons dans la plaine limonoise wallonne. Actuellement c'est plutôt l'inverse qui se produit : les saisonniers vont en Flandre, remarque, avec un rien d'amertume, Fernand Tasiaux. « Plutôt qu'avoir englobé des milliers à vouloir maintenir l'activité des charbonnages, il aurait mieux valu créer des industries et des emplois nouveaux. On n'aurait pas besoin de le faire en catastrophe ».

Le clivage industriel entre le Nord et le Sud se retrouve d'ailleurs en agriculture. Au nord de la frontière linguistique, où prédominent les petites exploitations, les agriculteurs ont intensifié leur production sur l'impulsion de B.B. C'est là désormais que se trouvent l'essentiel des productions « hors sol » : œufs, volaille, porc, mar-

chage, horticulture — qui ont un fort taux de rentabilité. En revanche, au Sud, les fermes, jadis plus importantes, ont eu tendance à s'agrandir en surface. Le vieillissement de la population paysanne a accentué encore l'évolution vers la culture extensive, surtout dans les régions à dominante laitière des Ardennes et de la région liégeoise.

Cette « opposition » entre le Nord et le Sud fait qu'aujourd'hui la Flandre reçoit la plus grosse partie des aides de la C.E.E. Et Fernand Tasiaux estime qu'il est « souvent difficile pour que le « Front vert » — union des organisations agricoles qui négocie avec le gouvernement — ne penche pas trop en faveur des intérêts flamands. La « cuisine professionnelle » est, au reste, aussi compliquée qu'en France. Outre le clivage linguistique, on retrouve les organisations à vocation générale (Union professionnelle agricole, et Alliance agricole) celles de défense des petits (UDF), celle engagée à gauche (paysans-travailleurs) et les groupements de « jeunes » (J.A.P., S.P.J.A.).

Fernand Tasiaux, qui vient de quitter la présidence des J.A.P. (Jeunes Alliances paysannes), s'en amuse un peu. Pour lui, maintenant, il s'agit de faire repartir son exploitation, car les deux premières années n'ont pas été favorables et la sécheresse de l'été n'a rien arrangé. Mais il a confiance. N'a-t-il pas, avec ses cent vingt-cinq bovins, des « blancs-bleus belges », un troupeau dont les bêtes donnent, dit-il avec une pointe d'orgueil, « une viande bien supérieure aux races du Limousin et du Charolais » ?

ALAIN GIRAUDO.

### Vers un front financier commun

La troisième étape a été l'annonce inopinée en juillet dernier d'un accord à trois, réalisant la quasi-unité de la sidérurgie dans le bassin de Charleroi. La Cobepa, le groupe Frère-Bourgeois et la Compagnie Lambert, devenue entre-temps Bruxelles-Lambert, s'associent à parts égales au sein d'une holding,

la Financière de Rusu, détenant le contrôle de Hainaut-Sambre, Thy-Marcinelle, des Laminaires d'Anvers, des Laminaires du Rusu et de la Société luxembourgeoise Rodange-Achues, avec une capacité de production supérieure à 5 millions de tonnes. S'y ajoutait, par le biais de Paribas, l'ensemble Chiers. Neuv-



## Phenix Works

FLEMMALLE-HAUTE-BELGIQUE

Centre International de fabrication de tôle revêtue

GALBEST	tôle galvanisée
estetic	tôle prépeinte
skinplate	tôle plastifiée
zincrometal	primaire soudable
DECRAMASTIC tuiles métalliques	

Commercialisation: **Eurinter**

Quai Hoover, 1, B 4110 Flemmalle-Haute/Belgique

Tél.: International +32 41/334830-Telex: 41210

Dans son numéro de novembre

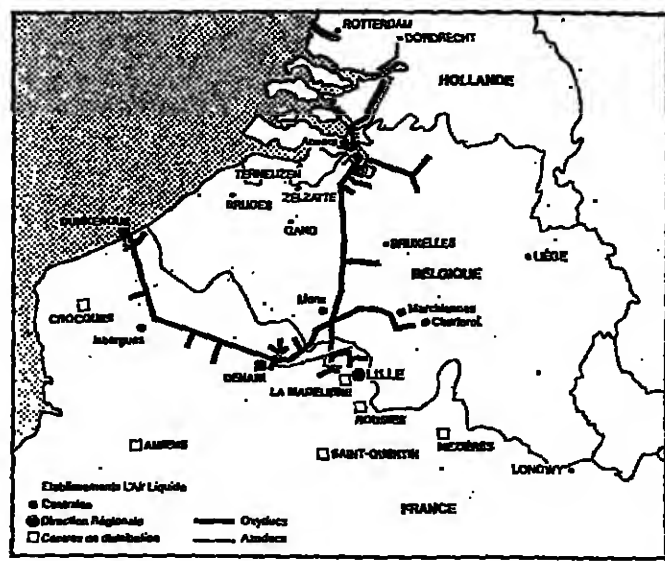
**LE MONDE**

diplomatique

publiera un supplément de huit pages intitulé :

## « IDENTITÉ DE LA WALLONIE »

## Les gazoducs de L'AIR LIQUIDE: des artères vitales pour l'industrie.



Fruit d'un remarquable effort d'investissement, le réseau Nord des canalisations de L'Air Liquide (680 km d'oxygène, 175 km d'azote) constitue l'un des plus importants réseaux mondiaux. Les oxydants, entièrement interconnectés, irriguent les zones de forte densité industrielle de Belgique, des Pays-Bas et du Nord de la France.

D'une capacité de production d'oxygène de 10 000 t/j dont 40 % installée en Wallonie, ils apportent aux industriels une sécurité d'approvisionnement et une souplesse exceptionnelles.

**L'AIR LIQUIDE**  
Division belge  
Av. Blonden, 50. Boite 071. 4000 Liège. Tél. 04152.99.35

FRANÇOIS RENARD.



Journal 150

## TERRE ROMANE

L'IDENTITÉ CULTURELLE

# Une frontière linguistique vieille de mille ans

P OUR un observateur étranger, la Wallonie est cette partie de la Belgique dont la population a pour langue maternelle et usuelle le français ou un dialecte « wallon » apparenté au français. Encore faut-il préciser que Bruxelles, largement francophone en fait, n'est ni wallonne ni en Wallonie.

Cette aire géo-linguistique (c'est la désignation savante) se présente sur la carte comme un triangle rectangle occupant la moitié sud du territoire. Le plus long côté de ce triangle est la frontière politique mais non linguistique, entre la France et la Belgique, de Mouscron (vis-à-vis de Roubaix) à Athys (vis-à-vis de Longwy). Le plus court est une ligne de partage nord-sud entre le français et l'allemand, qui traverse la province de Liège et se confond ensuite avec la frontière belgo-luxembourgeoise.

Le côté moyen (environ 180 km) du triangle wallon court d'ouest en est, de Mouscron à la Meuse. Historiquement remarquable par son ancienneté et sa stabilité, cette véritable « muraille de Chine » linguistique sépare l'aire

germanique (en l'espèce néerlandophone ou flammingante) de l'aire romane (francophone).

Elle est aussi, dans sa plus grande partie, ligne de démarcation administrative entre le Flandre et la province de Liège, au nord ; les Flandres (est et ouest) et le Limbourg néerlandophone, au sud. Elle coupe en deux le Brabant, province centrale de la Belgique, la seule qui soit entourée de tous côtés par des terres belges.

En ordre de grandeur, la Wallonie occupe la moitié du territoire de la Belgique, mais ne compte que le tiers de sa population. Seul le tiers nord de la Wallonie, et en particulier les vallées de la Meuse et de la Sambre, présente une densité démographique de type « néerlandais ». Le tiers sud-est, montagneux et boisé, est peu peuplé.

Les Wallons sont (toujours en ordre de grandeur) trois millions cinq cent mille ; ce qui est moins que le nombre de francophones belges, évidemment, puisque Bruxelles et sa région, de langue française pour une bonne part, ne sont pas wallons.

par JACQUES CELLARD

conflits linguistiques, tenus pour secondaires.

Aux yeux des puissances européennes, France comprise, qui la portèrent sur les fonts baptismaux, la Belgique devait neutraliser les poussées française, hollandaise et prussienne au début du XIX<sup>e</sup> siècle. L'équilibre continental, c'est-à-dire de l'Angleterre, cette construction stratégique faisait peu de cas de la situation linguistique. Le français était

Au demeurant, les intérêts ne soulevaient nullement, c'est le moins qu'on puisse dire, leur toute fraîche indépendance contre un plat de lentilles. Ni la tutelle de la France impériale sur la Wallonie ni celle de la dynastie hollandaise sur les Flandres n'avaient laissé de bons souvenirs aux habitants.

En revanche, la dynastie belge pouvait, en se tenant au-dessus d'une mêlée possible, assurer l'unité morale du pays dans sa diversité linguistique. Peut-être même, au fil des décennies et des siècles, se forgerait-il autour de la famille royale un véritable peuple belge ?

Longtemps donc, il sembla aux Wallons inconvénient (et peu réaliste) de brandir les premiers la bannière de la langue. Du reste, le temps paraissait travailler pour eux.

Un siècle du charbon, la Meuse wallonne était la région économique de pointe de la Belgique. A Bruxelles et dans les Flandres, les minorités francophones modernes et actives donnaient le ton. Le néerlandais, sortant à

peine d'une existence purement dialectale, n'avait pas, et de très loin, le prestige du français.

Les élites wallonnes pouvaient donc espérer que la Belgique, même si elle restait bilingue en droit, se franciserait progressivement et insensiblement « par le haut ».

Un autre facteur joua beaucoup pour maintenir dans l'ombre la question wallonne. Dans les âges précédents, les chivages se faisaient, dans la future Belgique comme dans le reste de l'Europe, à partir de choix religieux et politiques.

A une « droite » catholique, monarchiste et conservatrice (en majorité flamande), s'opposait dans le jeune royaume une « gauche » libérale, progressiste et socialiste, plutôt wallonne. Mais d'un camp à l'autre, des alliances se nouaient facilement en fonction des tempéraments ou des objectifs politiques, alors qu'à l'intérieur de chaque camp, au moins du camp wallon, les divergences proprement politiques faisaient obstacle au rassemblement.

### LES PARLERS

« O U est la langue wallonne ? », s'interroge M. André Goose, professeur à l'université de Louvain et romainiste éminent. « Pas à Mouscron à coup sûr, car on y parle le picard. Il convient de rappeler en effet que la Wallonie se partage en trois dialectes (sans compter un petit « coin champenois » du côté de Bouillon et de Gedinne) : le wallon, le picard et le lorrain (en German). Même dans la zone proprement wallonne on ne trouve nulle part une langue wallonne mais des parlers qui diffèrent de village à village. »

« Notre langue, c'est le français. Nous n'avons pas à en rougir. Il ne nous a pas été imposé par quelque force étrangère. Ce sont nos ancêtres qui l'ont choisie, d'abord comme langue écrite, il y a huit siècles au moins. C'est lui qui fait l'unité linguistique de la Wallonie, qui permet à un Vervois de comprendre un Namurois, à un Tournaisien de comprendre un Vervois. » (Langue et dialecte.)

On ne saurait mieux dire. Ajoutons que le wallon de Liège, qui n'est pas une langue, est du moins un dialecte extrêmement vigoureux, original, plein de saveur et de sève. — J. C.

### Une prise de conscience difficile

L'appellation de *wallon* est ancienne, nous l'avons dit. C'est l'une des nombreuses variantes d'un radical *gaulois* par lequel les Germains désignaient tous les Celtes, et peut-être par lequel les populations celtiques se désignaient elles-mêmes.

Le terme *Wallons* apparaît bien une première fois dans une chronique du Moyen Âge ; mais il y désigne — le pays de Gaules. Au sens actuel, il est tardif (1858). C'est que la Wallonie, destinée et taillée par des diplomates au gré des rivalités européennes, n'a pas alors d'unité naturelle. A la vallée industrielle Liège-Namur-Charleroi, en pleine expansion, s'opposent à l'ouest les plaines agricoles du Hainaut, à l'est le plateau ardennais.

Elle n'a pas davantage d'unité culturelle. Tournai regarde vers Lille ; Neufchâteau et Arlon vers Luxembourg ; Charleroi vers Bruxelles. Seule, Liège est, de temps lointain, un grand foyer culturel.

Certes, il y a bien l'ébauche d'un sentiment national dans l'usage commun du français, opposé à celui du flamand ou de l'allemand. Mais trois dialectes se partagent la Wallonie : le picard de Tournai à Mons, le « gaulois », de Liège dans la province de Luxembourg, et le wallon, lui-même peu homogène, autour de Liège (voir notre encadré).

C'est d'ailleurs « pour encourager les productions en wallon », dit-on, que l'on a créé, à notre antique idiome, en montrant les rapports avec les autres branches de la langue romane, ce qu'on appelle, en 1858, la *Société de Littérature wallonne*.

L'initiative, on le voit, est liée à la naissance d'une conscience nationale. Elle n'a rien de révolutionnaire. Les choses ont beaucoup avancé quarante ans plus tard, quand se crée, toujours à Liège, une *Ligue wallonne*. A Liège encore se tient en 1905 le premier *Congrès wallon*.

Le coup de tonnerre politique éclate en 1912, avec la *Lettre au roi* sur la séparation de la Wallonie et de la Flandre, de Jules Destrée. La « lettre » analysait le malaise wallon et posait sans ménagements le problème fondamental de la Belgique : « Vous réglez sur deux peuples. Il y a en Belgique des wallons et des flamands. Il n'y a pas de belges. »

La suite appartient à l'histoire

contemporaine. Mais, au terme de ces pages inévitablement insuffisantes, que dire, en 1976, de la Wallonie ?

Qu'elle existe, à coup sûr, dans sa volonté d'exister, dans la prise de conscience de sa nécessité d'être. Mais aussi qu'elle n'apparaît encore à l'observateur étranger que « définie par l'autre » et, en quelque sorte, en creux.

Cela n'est ni nouveau ni particulier à la Wallonie. La Flandre belge, elle aussi, ne trouve à se situer que « par rapport » à la communauté francophone. De part et d'autre, les deux communautés se cherchent difficilement et souvent douloureusement. A l'oppression (ou, pour rester modéré, à la pression) néerlandaise de la période 1814-1830, répond le soulèvement de 1830 et l'indépendance. Au choix du français comme langue officielle du nouvel Etat, en 1831, répond en 1836 la création, à Gand, de la société flammingante « *De taal is gansch het volk* » (1). La Ligue wallonne (1897) répond au Congrès flamand (1849), et le jeu des ripostes n'a jamais cessé depuis.

Certes, la frontière linguistique restait inchangée ; et quand elle se modifiait, dans la région de Bruxelles, c'était (c'est encore) au bénéfice des francophones.

Mais, à l'intérieur de cette frontière, le peuple wallon s'est essouffé, a vieilli, tandis que le peuple flamand progressait en nombre et en vitalité économique.

Que l'unité de la Wallonie se fasse, dans les consciences, au détriment de l'unité belge, il n'y a ni à s'en étonner ni, sans doute, à le déplorer. Tout éveil de cet ordre dissipe, dans la vie d'une nation, une part de rêve ou d'illusion. Nous le voyons bien par l'exemple du Québec, cette Wallonie canadienne.

L'histoire se hâte lentement. Elle a séparé de leurs communautés d'origine un pays flamand et un pays wallon pour tenter d'en faire une nouvelle nation. Elle éloigne aujourd'hui l'une de l'autre Flandre et Wallonie, comme pour les obliger à se définir en elles-mêmes et par elles-mêmes.

C'est à cela que pour sa part la Wallonie travaille inlassablement depuis un siècle. Il est permis de dire aujourd'hui qu'elle y a réussi.

(1) « La langue, c'est tout le peuple. »

### Un équilibre ancien

Le concept et le mot même de Wallonie sont nés assez récemment du choc des trois données historiques.

La première est l'appartenance, entre le X<sup>e</sup> et le XII<sup>e</sup> siècle de notre ère, de la frontière linguistique actuelle. Certes, de telles lignes de démarcation existent partout dans le monde ; mais, le plus souvent, ou bien elles correspondent à une frontière naturelle (montagne, fleuve) ou bien, plutôt que de frontière linguistique, il faut parler de zone de contact et d'interpénétration, d'une « écharpe » bilingue.

Au contraire, la ligne belge est à la fois non géographique et bien tranchée. Les historiens s'interrogent encore sur son origine. On peut supposer que le triangle wallon offrait, à la colonisation celtique et romaine, des territoires beaucoup plus favorables que la moitié nord de l'actuelle Belgique, alors (au premier siècle de notre ère) maritime ou marécageuse et très inhospitalière.

Par la suite, la mer reculant, des peuplades germaniques colonisèrent la partie de la Gaule belge que n'occupaient pas les Romains et leurs alliés. La frontière linguistique est donc le résultat ancien d'un équilibre des poussées démographiques.

Elle était déjà si nette à la fin du Moyen Âge que Philippe II d'Espagne, en 1569, put remanier les limites des diocèses de ses Flandres pour les faire coïncider avec la ligne de partage des langues. Il obtenait ainsi des diocèses unilingues qui devinrent ensuite (et sont encore) des provinces.

Un siècle plus tard, Richelieu puis Mazarin échauffèrent sans pouvoir le réaliser un projet de partage des Flandres entre la France et l'Espagne avec une base linguistique : il est dit expressément dans le texte de ce projet que « demeureront au roi de France... les parties de la province de Flandre où se parle wallon ».

Plus près de nous, en 1806, une enquête réalisée sur place par l'administration de Napoléon présente une « photographie » de la frontière linguistique qui, village par village et presque hameau par hameau, pourrait être recopiée en 1976.

Une seule exception à cette quasi-immobilité des territoires linguistiques ; elle est de taille,

puisque'il s'agit de Bruxelles et de sa région. L'actuelle capitale de la Belgique, jadis flamande de langue, apparaît de plus en plus comme une presqu'île francophone en terre flammingante.

La seconde des données historiques dont nous avons parlé est l'appartenance, en 1830, d'un Etat belge souverain, construit aux dépens du royaume orangiste des Pays-Bas et, rétrospectivement, de l'empire napoléonien.

Carrefour de l'Europe occidentale, terre de passage et de batailles, le triangle Liège-Lille-Luxembourg, notre « chaudière wallonne » avait été durant des siècles balottée entre les ambitions rivales des rois de France, des empereurs germaniques, des ducs de Bourgogne ou des rois d'Espagne.

La terre wallonne n'avait donc jamais eu d'autonomie politique durable ; mais villes et campagnes s'administraient librement. Au reste, jusqu'à une époque récente, les antagonismes d'intérêts et de croyances prévalaient sur les

### « La langue fait la nation »

Que la Belgique fût dès sa naissance un Etat bilingue ne paraissait pas tirer à des conséquences gênantes. Mais, c'est la troisième donnée du conflit la Révolution française avait posé trente ans plus tôt le principe de l'indivisibilité nationale. Se substituant à la religion ou à l'allégeance au souverain comme fondement du consensus national, la langue devenait un fait politique majeur.

Que cette doctrine (« la langue fait la nation ») ait été un progrès ou un recul par rapport aux conceptions antérieures, le fait est que l'histoire lui a donné sa sanction. Les congrégations phrénologiques de l'Europe, l'empire austro-hongrois en particulier, ont fait place soit à des Etats unilingues, soit à des Etats fédéraux plurilingues.

Cette alternative s'est imposée à tous. Le mouvement de réveil des langues régionales en France et l'aspiration du Québec à l'indépendance démontrent bien que ni un Etat unitaire ni un Etat fédéral ne sont à l'abri des conflits intérieurs, aussi longtemps qu'un consensus sans ambiguïté n'est pas formé pour l'adoption d'un statut linguistique équilibré.

d'ailleurs, à l'époque, la langue usuelle des classes dirigeantes d'une grande partie de l'Europe, Belgique comprise, flamands de Bruxelles et wallons venus de Liège s'étaient battus côte à côte pour arracher l'indépendance à Guillaume I<sup>er</sup> d'Orange, roi des Pays-Bas, dont la volonté malséduite et brutale de « néerlandiser » rapidement les provinces wallonnes avait été la cause du soulèvement de 1830.

Or, abstraction faite du groupe germanophone, très minoritaire (moins de 1 % de la population) et protégé, le partage des populations de la Belgique en deux communautés linguistiques de même ordre de grandeur rendait et rend toujours impossible une solution unitariste.

Les concepts parallèles de Flandre (néerlandophone) et de Wallonie (francophone) étaient donc inéluctablement inscrits dès 1830 dans le destin de la Belgique.

Pourtant que de s'étonner ou de s'indigner naïvement du surgissement d'une idée et d'une volonté wallonne, on se demandera pourquoi il a fallu plus d'un siècle pour les voir se dégager des brumes de la belgicité historique.

La lenteur de cette genèse s'explique par la convergence de plusieurs facteurs.

En premier lieu, les Belges se savaient en quelque sorte condamnés à vivre ensemble. Les puissances européennes n'auraient pas admis un éclatement de la jeune nation, la Flandre restant dans le giron néerlandais et la Wallonie rejoignant la France.

## DASSAULT BELGIQUE AVIATION

Zone industrielle de Gosselies II. — 6200 GOSSELIES

L'usine de Dassault Belgique Aviation, qui occupe actuellement un effectif de 100 personnes, est située en bordure nord de l'aéroport de Gosselies, sur un terrain de 5 ha.

Une extension est en cours pour porter la superficie bâtie (ateliers et bureaux) de 3.000 m<sup>2</sup> à 7.650 m<sup>2</sup>.

Les travaux seront achevés à mi-1977, et l'effectif sera alors progressivement augmenté pour atteindre 265 personnes.

Depuis novembre 1971, date de début d'exploitation, l'activité de l'usine a été limitée à l'exécution de travaux d'assemblage portant sur des ensembles de cellules d'avions et d'équipements optionnels de construction aéronautique classique.

Les investissements en cours permettront de diversifier cette activité vers la fabrication, le montage et les essais d'équipements mécaniques utilisés dans les commandes de vol.

Membre du GEBECOMA

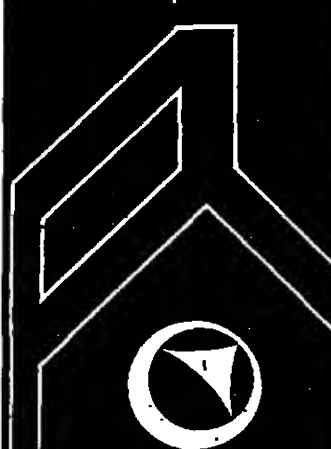
(Groupement Belge des Constructeurs de Matériel Aérospatial)

### Le Monde

publiera dans les prochains mois deux autres suppléments consacrés l'un à la Flandre l'autre à Bruxelles

## COCKERILL

SIDERURGIE  
Construction  
Mécanique



### COCKERILL Supertenax E

Aciers à haute limite élastique pour châssis d'automobiles, jantes, voiles de roues, longerons de camions, matériel ferroviaire, agricole, de travaux publics.

### COCKERILL Soudotenax E

Aciers calmes grains fins pour récipients soumis à haute pression, réservoirs, conduites.

### COCKERILL chrome

Toiles parfaitement soudables résistant à la corrosion : chaudières, pots d'échappement, conteneurs, réservoirs, silos, planchers d'étables, voies de piscines.

### Zincor

Toiles recouvertes d'une couche de zinc : machines à laver, chauffage, mobilier métallique, ascenseurs, gaines, automobiles.

### COCKERILL Jouvenel-cuivre

Aciers non vieillissants résistant à l'acrosion, pour carrosseries automobiles.

### COCKERILL email

Toiles destinées à l'emballage en une seule couche et aptes à l'emboutissage « extra-profond » pour tous produits emailés d'un façonnage délicat.

### COCKERILL Planemel

Toiles pour emballage de panneaux avec garantie de planéité.

### COCKERILL Radi

Toiles pour radiateurs de chauffage central.

### COCKERILL SIS

Profilés allégés pour la construction et le matériel roulant, fermes et pannes de toitures, colonnes et poteaux, châssis de maisons préfabriquées ou de chalets mobiles, de camions, remorques et wagons.

Cockerill joints DBC, Cockerill Cercatit, Cockerill Nomatit, Cockerill texture, Cockerill Magnétit BC, Cockerill joints pleins, il n'est pas une application de l'acier pour laquelle COCKERILL n'ait cherché, étudié, imaginé et finalement trouvé une solution adéquate.

Sa Division de la Construction Mécanique ou Rudolf Diesel surveille en personne le montage d'un de ses premiers moteurs. S'est spécialisée, outre ses fabrications traditionnelles de locomotives, de manœuvres, de chaudières, de moteurs, dans la fourniture de matériel pour les industries nucléaire, métallurgique, chimique et pétrochimique.

## COCKERILL

S 4100, SERRAIN, BELGIQUE  
Tél. International +32 41 34 08 10  
34 25 10  
Telex : 41 224 CKL SG B

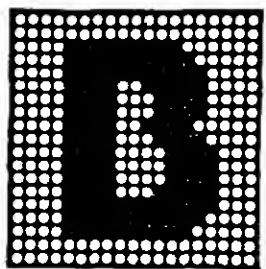


## un week-end dans les Ardennes Belges

en conciliant la qualité de la table et l'hospitalité d'une auberge familiale dans un paysage de verdure où la nature règne en maître

Demandez tout de suite la documentation gratuite en couleur à : OFFICE NATIONAL BELGE DE TOURISME 21, boulevard des Capucines - 75002 Paris

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_



**BNP**

LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS AUX QUATRE COINS DU MONDE

En BELGIQUE

**BRUXELLES** 47-48, boulevard du Régent, tél. (2) 502.58.90, 2, rue Montagne-aux-Herbes-Potagères, tél. (2) 218.19.37

**ANVERS** 19 Arenbergstraat, tél. (31) 31.08.40

**COURTRAI** Steenpoort 2, tél. (56) 21.55.42

**GAND** Kouter 155, tél. (091) 23.24.93

**LIEGE** Place du XX-Août, 42, tél. (41) 23.18.25

**BANQUE NATIONALE DE PARIS** Siège Social: 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris

Depuis 150 ans un des noms les plus prestigieux du monde merveilleux de la cristallerie



manufacture de cristaux du

**val·saint·lambert**

une qualité de la vie, une qualité pour la vie!

Agent général pour la France:

**PORCELAINES THARAUD** - Limoges

Bureau et exposition: rue de Paradis, 51, Paris 75010. Tél. 770.92.90

## WALLONIE, TERRE ROMANE

### L'IDENTITÉ CULTURELLE

#### APOLLINAIRE A STAVELOT

### Brèves amours et cloche de bois

Le 8 octobre, 1899, la Semaine, journal hebdomadaire de Stavelot, petite ville située non loin du plateau des Hautes-Fagnes, dans la province de Liège, racontait sous le titre « Escroquerie » le départ de deux jeunes gens qui n'étaient autres que Wilhelm Apollinaire de Koszowitzky et son frère Albert.

Pour comprendre cet étrange épisode de la vie du futur Guillaume Apollinaire, il faut se reporter au temps où sa mère, la comtesse Angelica de Koszowitzky, courait les salles de jeu de la Belle Époque en compagnie de son jeune amant Jules Weil, indésirable, semble-t-il, sur la Côte d'Azur, le couple remonte vers le nord et décide de tenter sa chance au casino de Spa. La jolie comtesse s'y fera très vite remarquer par ses toilettes tapageuses. En revanche, par prudence autant que par coquetterie, elle aura soin d'éviter de la ville d'eau ses deux grands fils et son chevalier servant. En juillet 1899, voilà donc Jules Weil et ses deux « neveux » installés à Stavelot, un gros bourg de la région.

A la pension Constant, l'auberge ne se méfie guère : les garçons sont charmants, bien élevés et leur « oncle » se prétend officier français. En septembre Jules Weil quitte brusquement Stavelot, prétextant...

un rappel de l'armée française. Il ne pays qu'une partie de sa note d'hôtel, et l'on apprend par la suite qu'il avait gagné Ostende, où la fantasque comtesse vint le retrouver. Quant aux deux jeunes gens, ils le suivent le pied discrètement la nuit du 4 au 5 octobre, pour se rendre à la gare la plus proche, d'où ils prirent le train pour Namur et Paris. Apollinaire résumera lui-même cette équipée peu glorieuse : « Départ à la cloche de bois par un temps de gel, la nuit, avec mille sur les ices, vagues à la main, à travers 7 kilomètres de forêt, odeur de champignons de Stavelot à Roanne-Coo... » (1)

Les bornes gens de Stavelot ont conservé très originalement le souvenir de cet incident en consacrant un fort joli musée, dans l'ancienne abbaye de Saint-Rambert, à l'auteur des Galligrammes. On peut y admirer la reconstitution de la chambre du poète à la pension Constant et de nombreux documents, parfois inédits, sur la façon dont il entra en poésie. Dans il y a, n'a-t-il pas, en effet, laissé parler son cœur d'adolescent ? On y retrouve un poème intitulé Fagnes de Wallonie, du nom de ces hauts plateaux ventaux qui profilent à l'infini, sur la crête nord des Ardennes, leurs tourbières à « macloches » et leurs landes de bruyères, à travers le sévère échiquier des pins et des épicéas :

Tant de tristesses plânières  
Prient mon cœur aux ténés  
[désolées.  
Las, l'ai reposé dans les sapins  
[nirées  
Mes kilomètres longs ce pan-  
[dent

Le vent d'ouest  
F'avait quitté les jolis bois  
Les écouffes y sont restées.  
N'est-ce point ici qu'Apollinaire a composé la première version de l'Enchanteur pourrisant ? Ce pays d'éclofes et de lutins s'y prêtait sans doute, tandis que l'automne descendait doucement sur les fagnes. Mais les amis de la poésie française, nombreux en Ardennes, sont également fiers de montrer au visiteur cet acroestique en wallon, composé par le jeune Wilhelm en l'honneur d'une jeune fille du cru :

Mi crapaur, l'vos âmes et vos  
l'âpé, Marie.  
A frosse fleur d'osté, v'estoz  
[ant'fleur parlie.  
Rabrezz, mi, donnez mi,  
[Marie, on bétch d'amour.  
Il fât todiz wader Guyaume  
[en vosse cour  
Ah triste il veillit qui la nosse  
[amour mouit.

Approximativement :  
Ma reine je vous aime et vous  
Je savez Marie.  
A la rose fleur d'été vous êtes  
[une fleur pareille.  
Rembrassez-moi, donnez-moi,  
[Marie, un baiser d'amour.  
Il faut toujours garder Guil-  
[laume en votre cœur

Ah triste la veillit qui fait notre  
[amour mort (2).  
Elle s'appelait Marie Dubois.  
Elle avait dix-huit ans, c'était la  
plus jolie des deux filles d'un  
cafetier-restaureur dont l'offi-  
cine, le Café des Brassards, était  
située au flanc de l'église de  
Stavelot. Elle fréquentait l'unique  
cercle littéraire de l'endroit... à  
la pension Constant. La légende  
veut qu'Apollinaire, au cours de  
ses vacances forcées, lui écrivit  
un poème par jour, apprenant  
même, pour l'étonner, quelques  
mots du vieux patois roman  
chanté jadis par Ronsard.

Contentons-nous de cet acroestique. Affaibli par ses blessures de guerre, Apollinaire fut emporté par la grippe espagnole le 9 novembre 1918, avant-veille de l'armistice. Marie Dubois, qui ne s'était jamais mariée, est morte trois mois plus tard, le 9 février 1919, de consomption. Et nul ne sait si elle a jamais pu lire les premières strophes du poème intitulé Marie :

Vous y dansiez petite fille  
Y danserez-vous mère-grand ?  
C'est la macloche qui sautille  
Toutes les cloches sonnent  
Quand donc reviendrez-vous  
[Marie ?  
J. B.

(1) Lettre à James Cailhier, 1902.  
(2) Voir deux notes sur Apollinaire en Ardennes, de Marcel Thiry et Maurice Piron, Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, 1958.

#### MUSIQUES VIVANTES A LIÈGE

### Un « jardin d'espoir »

FIRE aux musiques au siège de la Radio-Télévision belge, à Liège, le 16 janvier 1971. Quatre salles, dont la grande hall, mobilisées de midi à minuit, sans interruption. Et là, mêlés, l'ancien et le nouveau, le direct et le pré-enregistré, le professionnel et l'amateur, l'ensemble baroque Alarius, le groupe à base de piano et de percussions Musiques nouvelles, une chorale à cœur joie, des instrumentistes free et pop, une pianiste jouant Brahms : expérience d'improvisation collective, musicale, sans précédent, sans équivalents imaginables, en tout cas, à l'époque.

Certes, l'idée, depuis, a fait son chemin qu'une radio d'Etat puisse fonctionner véritablement que comme un filtre ; pour les uns, le répertoire classique, pour les autres, à d'autres moments, les variétés et le jazz. Oui, l'idée qu'une Maison de la radio puisse aussi servir de réceptacle à des expériences tenant à la fois de la tour de Babel et de la fête foraine a fini par franchir les frontières de la Belgique, pour aboutir chez nous il y a juste un an. France-culture conviait alors toute espèce de sonorités, de toutes les époques, à un concert-marathon. Le mélange des genres allait, sur nos antennes, devenir un style.

Mais, dans l'histoire de l'implantation des musiques d'aujourd'hui en Wallonie, la

journée du 21 janvier 1971 revêt, semble-t-il, une tout autre importance. L'année précédente avait vu en effet, simultanément, le retour d'Amérique du compositeur Henri Pousseur (le Pierre Boulez belge), son installation à Liège plutôt qu'à Bruxelles (pour une unique fois de musique vivante, jusqu'alors), la création, sous sa direction, du Centre de recherche musicale de Wallonie (C.R.M.W.), le transfert, de Bruxelles à Liège, du studio de musique électronique « A.P.E.L.A.C. », l'octroi, enfin, par la municipalité, d'une subvention de 100 millions de francs. C.R.M.W. La même année, la R.T.B. érigeait ses stations de province (Liège, en particulier) en centres de production autonome.

Manquant à cette réaction systématique de la pratique musicale wallonne (conformément aux directives de décentralisation culturelle, inscrites dans la « charte fondamentale » promulguée la même année) une proclamation de foi, un manifeste. Tel fut le Midi-minuit liégeois : un acte concerté de perturbation : un symbole volontaire d'utopie, c'est-à-dire de liberté culturelle.

Pratique musicale = pratique sociale. C'est sur ce principe, sur cette équivalence, que devaient ensuite s'organiser les activités d'Henri Pousseur et celles du Centre de recherches. Imaginons, par exemple, notre vie musicale concentrée à Lyon, Bordeaux et Stras-

bourg, et animée par des unités pluridisciplinaires pratiquant à la fois la recherche fondamentale et instrumentale, la création, les collections publiques, la pédagogie (elle-même décentralisée), l'électro-acoustique, l'électronique, et cela en liaison étroite avec des institutions en principe aussi traditionnelles que le conservatoire (Henri Pousseur y est nommé directeur en novembre 1975) et la plus vénérable des associations symphoniques (l'Orchestre de Liège sera confié, à partir de septembre 1977, à l'ancien chef de l'ensemble Musiques nouvelles, Pierre Bartholomée). Imaginons, autrement dit, que Pierre Boulez, après avoir dirigé le Domaine musical, soit nommé chef titulaire de l'Orchestre de Paris, qu'il collabore avec les J.M.F., qu'il s'associe au Groupe de recherches de l'ex-O.R.T.F., qu'il patronne la naissance d'un groupe pop tout en occupant le bureau de directeur, rue de Madrid.

Une telle polarisation des responsabilités, doublée d'une telle ouverture dans les préoccupations, paraît dans l'esquise proprement stimulante. En raison, sans doute, de l'étendue du territoire français. Mais en fonction, également, des « blocages » proprement nationaux, cloisonnant secteurs privé et public, activités de recherche et de pédagogie, sacerdoce de compositeur - chef d'orchestre et basses besognes d'animateur-administrateur. L'expérience liégeoise — à

laquelle participent désormais de jeunes compositeurs et exécutants comme Bernard Focroulle, Anne Froidobole, Jacques Fourgon et sa chorale, le quintette à vent le Pentacle — prouve que la pratique musicale peut être définie comme activité socioculturelle sans pour autant se condamner à la stérilité.

En effet, la collaboration — toujours étroite — entre le C.R.M.W. et la R.T.B.-Liège a permis, par exemple, de faire découvrir aux médianes, au cours des « séminaires » de la saison 1975-1976, des œuvres situées à la pointe de l'audio-garde (Globek, le Sonit Art Union, le groupe Gmel du Québec) ; des actions ont été menées par Jean-Louis Robert à Nibelles et dans le Brabant wallon ; des expériences pédagogiques tentées par Jacques Evrard à Charleroi, Herstal, Verviers.

Comme le souligne Philippe Descombes dans le premier chapitre d'un opuscule à paraître sur les origines et le développement du C.R.M.W., « l'audio-garde wallonne n'est pas seulement le titre d'une œuvre électro-acoustique créée par le Centre de recherches musicales de Wallonie lors du Festival de Liège au cours de l'automne 1975 (...), la musique vivante — sous voix, cris, bruits, chants, pa... — venues de toute la terre wallonne, capées dans leur réalité sonore de tous les jours, — la musique vivante doit résonner dans toute la région ».

ANNE REY.

#### Liaison aérienne

## PARIS-LIEGE

**SABENA**

lignes aériennes belges

à partir du 1.10.1976

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
17.00		<b>PARIS</b>		13.00
18.00		<b>LE BOURGET</b>		
		<b>LIEGE</b>		12.00

Depuis 150 ans



ETRANGER

Lettre de Tanger

La ville a répudié sa légende

TANGER. Un corps travesti : tatoué d'images folles. Et si elle n'était qu'un immense studio de cinéma, un décor en carton-pâte pour l'amour du faux et les belles aventures destinées à la nostalgie du lointain ? Alors la folie serait sauve dans un espace préservé, et on classerait Tanger dans les archives des cartes postales exotiques qui font vibrer d'émotion mesquine les touristes...

La magie et l'errance

Aujourd'hui la ville a répudié ses apparences et sa légende. Elle a cependant retenu l'histoire. Si vous laissez prendre par la nuit, vous entendrez le murmure du temps dans les ruelles basses et obscures habitées par des châtiments, quelques hommes seuls et un peu de nostalgie. Une nostalgie amère : le temps du jeu et de l'illusion. Débarassée volontairement de ses oripeaux, elle veut garder sur les pierres les traces de la magie et de l'errance. Elle est devenue une citadelle occupée par des enfants terribles, jaloux de ses mystères. Elle est aussi la voie de l'errance où ils se roulent avec la terre dans la bouche et l'herbe folle entre les doigts. Ce sont les enfants du maître, de la ville, Sidi Bou'Arayja. Le sixième et septième jour du Moulood (naissance du Prophète), les quartiers et les métiers présentent au saint, dans un cérémonial de fête religieuse, les offrandes de la ville : des tapis, des lustres, des bijoux, de l'argent, des sautes. Le saint est vénéré. Sur la dalle, durant les deux journées, la circonscription est gratuite pour les garçons des familles pauvres. Les offrandes défilent dans la ville. C'est le carnaval et la fête de l'invisible : une certaine mystique célébrée et qui échappait dans sa facture et ses manifestations à l'autorité de l'administration internationale. Interdit, le carnaval réapparaît l'indépendance, mais récupéré par le folklore et le tourisme.

Sur la natte  
les jambes croisées

L'industrie textile, est ce que propose la ville à ses habitants. Avec un peu plus de cent cinquante hôtels (El Minzah, reste le lieu où le rêve rance avec la nostalgie étoilée de la légende), des clubs de vacances avec « plages privées interdites aux indigènes » et quelque deux cent cinquante bars, Tanger « met sur le marché des loisirs » un soleil tenu, une durée blanche et défilante, du sable fin et une certaine tendresse. Le prestige est dans le geste, le

bien de l'écume et le regard des enfants descendus du bidonville Beni Malka dans les grandes avenues. Que cherchent au fond ces enfants qui courent après la veste étrangère et proposent leurs services dans un anglais ou un français en faille ? Ils veulent faire visiter leur ville à l'étranger. Ils veulent lui raconter des histoires pour quelques dirhams de plus. L'échange inégal est parfois celui de la violence.

E n'est qu'un zepewag « zepu » et une « auel » ad snow-zalassy « yso » un susp aroze ZELIN la menthe au café de la Falaise. Vous avez en face les lumières pâles de l'Espagne. A votre droite le port de plus en plus grand. Entre le port et la falaise, la vieille ville, la médina. Le labyrinthe de tant de solitudes. A votre gauche l'Atlantique et la vieille montagne, territoire occupé par des villas et des petits palais oubliés du siècle. C'est sur ce territoire, dans ces maisons mirifiques que la communauté étrangère, des artistes, des intellectuels bleus et quelques personnages sortis d'un roman de Durrell, se retrouvent en soirée mondaine dans le pur style colonial, comme l'a bien montré le cinéaste tangerin Moumen Smih dans son film Cherqui. Mais restez au café et laissez la mer et l'algue qui vous envoie son parfum. Ecoutez les histoires que racontent les pêcheurs : des histoires de magie, de sirène-sorcière et de diable des mers. Ils fabulent, fument et rient. Suivez l'itinéraire de la différence, les gestes de la main et le toucher du regard. Du

café de la Falaise allez au Socco chico en passant par le palais de la Kasbah. Ou alors restez dans le conte, les jambes croisées, le rêve entre la fumée et la brume du soir. Tanger, c'est aussi le quotidien sans mirage pour une population de plus de deux cent vingt mille habitants qui se sépare d'une bonne partie de ses travailleurs, obligés de s'expatrier vers la Hollande ou l'Allemagne fédérale. La ville s'étend, prolongée par de petites maisons construites à la hâte dans un style bâtarde par des émigrés de retour. Elle englobe depuis peu dans son administration Asilah, petite ville merveilleuse préservée encore de la falsification touristique et qui se situe à 45 kilomètres du centre tangerin. Elle gagnerait beaucoup à bénéficier des efforts d'épanouissement qu'entreprend discrètement un fervent homme du Nord, M. Fouad Benzakri.

Le rêve natal de la nuit tombe sur le miroir. Tanger se souvient d'un état de rire et compte à présent ses bazars. Ils sont trop nombreux. La ville ne serait que cette immense vitrine acceptée par l'artisanat et les images d'un folklore trafiqué ? Doucement la cité, illuminée à outrance, se retire : Harcule achève ses travaux. Dans ses grottes, une ombre taillée dans la meule danse. « Mesdames et messieurs... Ladies and gentlemen... » Le guide s'arrête un moment puis, faisant un clin d'œil à l'ombre, reprend : « Au commencement, le chant de la sirène... »

TAHAR BEN JELLOUN.

Racket médical aux États-Unis

UN sexagénaire fatigué, vêtu d'un costume sale et élimé, se présentait en juin dernier au dispensaire d'une rue misérable de Harlem à New York. Après plusieurs heures d'attente un médecin le reçut. « J'ai un mauvais rhume », lui dit-il. Après quelques questions le médecin lui fit faire des analyses d'urine, de sang, des radiographies, puis il l'adressa à son collègue chiropracteur. Celui-ci procéda à de nouvelles radiographies, le convoqua pour le lendemain en lui recommandant bien, contrairement à la loi, de faire exécuter son ordonnance particulièrement chargée, à la pharmacie voisine.

Le nécessaire n'était pas un clocheur ordinaire, mais le sénateur Moss (Utah), déguisé pour mener à bien une enquête sur les abus de Medicaid, le programme d'assistance aux indigents financé par le gouvernement fédéral et les Etats. Les 41 autres membres de la commission d'enquête, déguisés eux aussi, visitèrent quelques deux cents dispensaires Medicaid dans cinq des Etats industriels les plus peuplés. Tous en bonne santé et prêtent à un rhume, ils furent examinés par quatre-vingt-cinq médecins, subissant un total de cent radiographies, dix-huit électrocardiogrammes, huit tests pour le tuberculose, quatre tests d'allergie et trois encéphalogrammes. Tous revinrent très épuisés de cette mission, à commencer par le sénateur Moss couvert de bleus provoqués par des prises de sang faites sans soin.

Le rapport établi après cette enquête estime que 3 milliards environ, sur les quelque 15 milliards de dollars attribués annuellement par le gouvernement fédéral et les Etats au programme Medicaid, sont gaspillés au détriment des contribuables bien sûr, mais plus encore de la santé des malades, enrichissant, en revanche, quelques centaines de médecins douteux travaillant en liaison avec des hommes d'affaires sans scrupules.

Le « racket » repose sur un contrat entre des agents d'affaires, avocats, agents immobiliers ou parfois riches retraités qui louent dans les quartiers les plus pauvres des locaux à un ou plusieurs médecins sur la base d'une ristourne sur les notes d'honoraires et les frais de traitement payés par Medicaid. Cette ristourne peut atteindre 50 %. D'où l'intérêt des médecins d'ajouter, pour tous les moyens l'« addition ».

La commission Moss donne, à cet égard, des indications surprenantes sur certaines pratiques courantes dans les dispensaires Medicaid qu'elle assimile à de véritables « usines » où les malades nécessaires sont traités

HENRI PIERRE.

REFLETS DU MONDE ENTIER

Listy

Le triste sort des pièces soviétiques

« Qui interdit les pièces soviétiques à Prague ? », demande LISTY, organe de l'opposition socialiste édité à Rome et paraissant aussi en version française. Ainsi, par exemple, « on avait monté la pièce d'Alexandre Tchekhov : l'affaire du pont. Il s'agit de la préparation d'un procès : un vieil architecte est dénoncé, qui serait responsable de l'effondrement d'un pont. Le jeune magistrat, une femme, qui du fait de la maladie d'un collègue, reçoit le dossier déjà clos à la hâte, s'y plonge et se convainc qu'il s'agit d'une affaire de concussion dans laquelle est impliqué le secrétaire régional du parti. Le magistrat persuade finalement son supérieur et « ils y vont ». C'est tout.

Une autre pièce jouée dans le même théâtre est celle de Grigori Gorki : Onbillez Erostrata. L'anecdote grecque, de 300 avant J.-C. est racontée avec finesse par le dramaturge contemporain ; la scène se passe en majeure partie en prison : il y a là beaucoup de considérations sur le droit et l'injustice, sur l'équité, sur le bien et le mal, sur le pouvoir, etc.

Les deux pièces soviétiques représentées suscitèrent des réactions indésirables (...). Des commissions commencèrent à visiter le théâtre et les deux pièces furent menacées d'interdiction (...). Finalement triompha l'argument expliquant que retirer, dans la période actuelle, une pièce soviétique, jouée là-bas sur de nombreuses scènes, serait pénible. Il n'y eut donc que des interventions supplémentaires de la censure, et les pièces purent continuer sous cette forme tronquée. Pourtant, trois semaines avant le congrès du parti, et trois semaines après, la pièce soviétique l'affaire du pont ne fut pas autorisée à figurer au répertoire. Il paraît qu'il s'agit d'une plaisanterie : un des délégués aurait pu échapper au reproche dirigé et, au lieu de se rendre dans une brasserie, aller voir l'affaire du pont. Et qui eût garanti qu'un tel délégué n'eût point été suffisamment troublé pour recommencer à penser de façon autonome ? »

Tempête sur l'église épiscopale

Rien ne sera plus pareil dans l'église épiscopale américaine, affirme l'ETM, après la convention générale de cette église à Minneapolis.

L'église épiscopale, jadis tranquille et prospère, comptant trois millions de fidèles, avait été déchirée à la fin des années 60 par la question des subventions aux groupes d'extrême gauche des minorités ethniques. Ce n'était pourtant que bagatelle en comparaison avec la guerre totale, qui oppose aujourd'hui partisans et adversaires de l'ordination de prêtres et d'évêques de sexe féminin.

La convention de Minneapolis a finalement voté en faveur de l'ordination des femmes, rompant avec une tradition qui remonte aux origines de l'église. La majorité n'a été pourtant que de 60 % parmi les évêques, ce qui, sur une question aussi cruciale, constitue une faible marge pour emporter la conviction et créer un courant favorable à l'échelle de l'église tout entière. A la chambre des délégués (constituée de prêtres et de laïcs qui votent séparément sur les questions importantes), la victoire n'a tenu qu'à un cil et a été surtout la conséquence du mode de vote très particulier de la chambre. Il aurait suffi, en effet, que les prêtres délégués par trois des cent quatre-vingt diocèses votent différemment pour que la décision ne soit pas acquise...

Newsweek

Entre femmes

« Dès qu'elle fut enceinte, Susan Salata, une employée de banque âgée de vingt-trois ans, annonça la bonne nouvelle à son employeur », raconte NEWSWEEK. « Il n'en tint pas compte », explique-t-elle, mais il ne l'a pas empêchée de continuer à travailler sur son poste pour que je n'en aie pas. A la fin ils l'ont licenciée et elle a dû porter plainte contre son ancien employeur pour discrimination fondée sur le sexe. »

Tout cela ne serait qu'un épisode triste mais banal de la lutte des femmes pour la défense de leurs droits et l'emploi de Mme Salata n'était la « first women's bank in New York », une banque d'inspiration féministe qui a ouvert ses portes en octobre 1975 en promettant d'accorder « une » attention particulière aux besoins des femmes.

HOTAM

« Invalides du Proche-Orient... »

« Les athlètes israéliens, qui ont échoué aux Jeux olympiques de Montréal, ont remporté par contre un grand succès aux Jeux olympiques des handicapés de Toronto : ils ont gagné quarante et une médailles d'or (...). Israël est devenu une véritable puissance chez les infirmes », raconte amèrement l'hebdomadaire de Tel-Aviv HOTAM.

C'était instructif et étonnant de voir, sur le petit écran, les invalides israéliens et égyptiens marcher côte à côte. Il existe entre les deux pays une véritable coopération pour la production des sports handicapés. Chaque pays veille à ce que l'adversaire ait des réserves de jeunes infirmes pour les Jeux olympiques. Et nos athlètes pouvaient dire à leurs collègues égyptiens : « Sans votre coopération nous ne serions pas là ! »

Le chroniqueur conclut sarcastiquement : « Des pourparlers ont commencé pour préparer de nouveaux contingents de jeunes en vue des Jeux olympiques des handicapés dans quatre ans. Les négociations se déroulent cordialement dans un esprit de compréhension totale. Des observateurs estiment qu'aux prochains Jeux le prestige des pays du Proche-Orient grandira encore, car il y a de fortes chances que le Liban y participera avec un très fort contingent... »

MARIE ET LA LIBERTÉ

(Suite de la page 9.)

Une voix, derrière, questionne :

« J'ai 100 francs par mois d'indemnité. Enlève 600 francs pour mon loyer, il me reste 500 francs pour vivre avec ma fille. L'allocation-orphelin, puisque je suis mère célibataire, c'est 80 francs par mois environ... »

Deux mots de la police nous dépassent. Nous les retrouvons un peu plus loin, sur le bas côté, en train de contrôler les papiers d'un jeune homme en moto.

Regardez, ils sont jaloux, ils ne supportent pas que d'autres qu'eux circulent en moto. Hier, il y en a deux qui ont vérifié mon identité, m'ont demandé d'où je venais, où j'allais, où j'étais passé la nuit, chez qui... Si, à vingt-neuf ans, je ne peux pas faire ce que je veux, même sans argent ! Tenez, je suis partie de Paris avec 100 F en poche, je comptais ne rien dépenser, mais il faut bien, de temps en temps, s'arrêter prendre un café et un sandwich pour le petit ; eh bien, j'ai dépensé 30 F et j'ai l'impression de n'en avoir rien fait... »

Je lui demande pourquoi elle n'est pas mariée.

Pourquoi ? Parce que je veux être, je veux rester libre. Quand je regarde autour de moi et que je vois tous ces échecs... Ma sœur est mariée et bien mariée, elle est très malheureuse. On ne devrait jamais se marier. C'est pourquoi j'ai décidé de rester célibataire.

Pourtant, un enfant a besoin d'un père et d'une mère.

J'ai été élevée par ma mère, et son mari, mon beau-père, ne s'est jamais occupé de moi : je ne m'en suis pas plus mal portée. Vous avez des enfants ?

Non, malheureusement.

Vous avez raison de dire malheureusement, et je suis bien placée pour le savoir, dit-elle, le regard rempli de tendresse.

GUY IOZIA.



## L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

## Éducation et société dans la France moderne

DEPUIS quelque temps, les historiens français accordent un regain d'intérêt aux questions d'éducation. Ils n'y voient pas seulement, comme par le passé, une étude de spécialistes de la pédagogie et ne sollicitent plus les siècles antérieurs pour justifier le présent. L'éducation paraît maintenant un lieu privilégié pour observer les forces profondes de la société, dans la tension entre les réalités, la pesanteur des héritages, et le désir de renouvellement et d'adaptation aux mœurs contemporaines. La nature des interrogations s'est élargie, chemin faisant. Au-delà des théories, du contenu et des méthodes de l'enseignement, les chercheurs veulent découvrir les élèves, leur origine géographique et sociale, leur destin. Ils analysent l'univers scolaire, sans oublier les maîtres, ballottés entre la menace d'un repli sur eux-mêmes et celle d'un écartement de la société enseignante (1). À partir d'apports si divers, les progrès de la recherche permettent de répondre, au moins partiellement, pour les époques qui nous précèdent, à la question de la reproduction des élites.

C'est dans cet esprit que R. Chartier, M.-M. Compère et D. Julia ont entrepris de retracer l'histoire de l'éducation en France du système au dix-huitième siècle (2). Il s'agit sans doute de la première entreprise de synthèse en histoire de l'éducation pour cette période qui s'efforce de « saisir par le chiffre et la mesure les pratiques sociales », de sortir des ornières du genre en laissant de côté, parfois, les « temps forts » trop connus pour s'attacher à ce qui, jusqu'à présent, avait été négligé ou mal perçu. Le mot de « synthèse » ne devrait pas provoquer de mépris : ce livre est un bilan de recherches qui sont, pour une part appréciable, celles des auteurs. Une récente publication de D. Julia et W. Frihoff en témoigne (3) : *École et société dans la France d'Ancien Régime* étudie pour quatre siècles, entre le seizième et le dix-huitième siècle, le recrutement et le cursus scolaire, pour en venir au problème essentiel de la mobilité sociale. L'analyse est un modèle de rigueur : elle confronte les catalogues d'élèves des collèges d'Avallon, Gisors, Condom et Auch à d'autres sources telles que les registres paroissiaux et les rôles fiscaux, et aboutit à poser quelques hypothèses. Tout d'abord, le collège d'Ancien Régime n'est pas une réalité une, même si l'on met de côté les grands pensionnaires du dix-huitième siècle. Il dispense tantôt un enseignement de type scolaire primaire, tantôt un enseignement plus élevé. Les enfants des villes et des campagnes n'ont pas les mêmes chances d'accès : il faudrait au surplus établir une relation avec le niveau d'alphabétisation de l'ensemble.

L'exclusion de base est de nature sociale. Le catalogue des élèves

confirme les conclusions qu'avait formulées un pionnier prématurément disparu, le Père de Dainville, sur la présence non négligeable des élèves issus de classes populaires dans les collèges d'Ancien Régime ; mais le livre de D. Julia et W. Frihoff montre qu'il s'agit surtout de catégories supérieures de l'artisanat et de l'agriculture et que « l'accès des plus défavorisés à la culture passait obligatoirement par la cléricature ». Au reste, le cursus scolaire est différent des autres catégories sociales : les abandons sont plus précoces, les réussites souvent plus brillantes. L'évolution au cours du dix-huitième siècle, où la fortune devient un critère plus contraignant de sélection, préfigure, selon les auteurs, le système des notables du dix-neuvième siècle.

CETTE constatation fondamentale se retrouve en filigrane dans l'éducation en France. Ce n'est pas, comme le veut l'habitude, la Révolution qui les auteurs situent la coupure dans la pensée éducative française, mais plutôt aux années 1780 qui virent l'expulsion des jésuites et le rêve des parlements de contrôler et réformer les études. Alors que les jésuites avaient toujours été hostiles au pensionnat, celui-ci devient le nouveau modèle éducatif. Et même si la fondation des écoles militaires est grandement due au souci d'aider la noblesse pauvre à remplir ses fonctions de service du souverain, donc de renforcer la société d'ordres, la nature des études résolument modernes, le critère du mérite ajouté à celui de la naissance, mais aussi le critère de la richesse, le fait de confier les enfants à des pensionnaires de congrégations où ils se trouvent mêlés avec les élèves issus d'autres milieux de notables, constituent autant de traits annonciateurs du dix-neuvième siècle.

R. Chartier, M. Compère et D. Julia n'ont pas voulu traiter que de la formation des élites : de l'ABC aux universités, trois siècles durant, le champ est vaste. Le travail en collaboration, le caractère disparate des sources, des questions posées, l'état inégal de la recherche selon les domaines et les époques, autant de traits qui ont rendu la tâche plus ardue ; il n'est, pas sûr, du reste, que les auteurs se soient toujours également débarrassés de la vieille rhétorique en usage dans l'histoire de la pédagogie. Pour ne prendre que l'exemple le plus flagrant, un chapitre séparé est consacré à l'éducation des filles : conforme à la tradition, cette séparation a le mérite de bien marquer la ségrégation stricte des sexes voulue par les évêques et les docteurs du XVII<sup>e</sup> siècle, mais, de l'aveu même des

auteurs, on sait peu de choses sur cet enseignement et ce qu'on en sait tend à montrer qu'il est bien peu différent de l'enseignement dispensé aux garçons, travaux d'aiguille mis à part. Cependant, au chapitre antérieur, qui reprend l'enquête Maggiolo de 1877 et les travaux effectués depuis une quinzaine d'années sur l'alphabétisation, examine l'alphabétisation féminine au même titre que l'alphabétisation masculine et tire de cette comparaison de fructueuses conclusions sur le statut de la femme dans la société française.

LA lecture de *L'éducation en France* révèle une différence profonde entre le seizième siècle et les deux siècles suivants. Elle réside, dans la place prépondérante du facteur religieux dans la multiplication des écoles. L'initiative vient de la Réforme, du rôle qu'elle donne à l'école. La Réforme catholique, la doctrine des évêques, volent dans l'école, en premier lieu, le leçon de la doctrine chrétienne, et de façon seulement secondaire l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Le pouvoir royal vient appuyer l'école rurale dans la mesure où elle constitue un moyen d'extirper l'hérésie, mais seulement « le temps nécessaire à déraciner une dissidence ». En effet, tout au long des dix-septième et dix-huitième siècles, les élites administratives et politiques sont hostiles à une scolarisation massive de la paysannerie qu'elles considèrent comme un facteur de bouleversement de l'ordre social : les parlements, au temps de Louis XIII et d'Adolphe Thiers une continuité existe qui passe par les Lumières. Dans le peuple lui-même, bien que les écoles aient répondu au vœu général, un obstacle est venu du manque à gagner provoqué par la fréquentation scolaire.

UNE carte de la scolarisation ne peut encore être dressée : beaucoup d'indices laissent supposer que la disparité devait être très grande, selon les régions et, bien sûr, selon les sexes, sans compter la distinction primordiale entre les villes et les campagnes déjà soulignée par D. Julia et W. Frihoff. C'est dans les villes que se mesure le mieux, avec les fondations d'un Charles Denais et d'un J.-P. de La Salle, l'effort entrepris par la Réforme catholique. C'est dans les villes qu'au dix-huitième siècle, avec la multiplication des établissements, se développe une concurrence profitable au niveau des études. Ce sont les villes que l'enquête Maggiolo, fondée sur la signature des actes de mariage, montre en tête de l'alphabétisation. C'est là que

l'écart entre les hommes et les femmes, pour l'instruction, tend à se réduire. L'enseignement du catéchisme introduit le premier une pédagogie par niveaux. Mais il faut attendre 1854 pour voir codifier en un manuel les usages pédagogiques de la France moderne : maîtrise du temps et de l'espace de la classe, élèves répartis selon leur niveau, voire leur classement et leur rang social, développement de la surveillance, substitution d'une hiérarchie de punitions et de récompenses au caprice et aux éventuels excès du maître. Certains établissements, dès le seizième siècle, remplacent l'apprentissage individuel de la lecture par l'enseignement simultané, tandis que le dix-huitième siècle voit apparaître une recherche de la pédagogie par le jeu. Une place est faite aussi aux traités de civilité dont Erasme fut le modèle : non contente de se soumettre les esprits et les âmes, la discipline entend régner sur le corps et les mœurs, elle traite une réflexion grandissante à l'égard du corps.

ES que les auteurs appellent, non sans quelque pompe, les « stratégies éducatives aux quinzième et dix-septième siècles » fait l'objet d'un chapitre qui s'ouvre sur les éducatrices de princes, pour continuer par la formation des gentilshommes. Si le modèle du collège finit par s'imposer, il doit combattre le déclin affiché par la noblesse : D. Julia et W. Frihoff observent, parmi leurs collègues, le profil peu flatteur des cursus scolaires de beaucoup d'enfants nobles, riches de redoublements et d'abandons qui dénotent au moins une certaine désinvolture à l'égard de la culture livresque. Pourtant, la noblesse de cour prend de plus en plus le chemin des très grands collèges. Le séjour y est si coûteux que seule l'aristocratie du sang et de la fortune peut y trouver place. Mais le collège n'a pas d'embûches, aux yeux de cette aristocratie, une situation de monopole ; il devra lutter contre les académies tout au long du dix-septième siècle. Richelieu et Mazarin rêveront sans succès, d'un collège-académie qui serait le type de formation pour une noblesse obéissante et utile. Vainement, les vieilles académies, qui offraient à la noblesse l'apprentissage de la danse, de l'escrime, du cheval, de l'art militaire et des usages de cour, auront leur revanche au siècle suivant avec la fondation des écoles militaires.

L'influence du *ratio studiorum* sur l'univers scolaire de la France bourgeoise est bien connue. On sait moins les convergences qui ont existé entre la pédagogie jésuite et celle des réfor-

més, hormis la formation religieuse, où « à la pudeur réformée s'oppose le triomphalisme jésuite ». C'est que tous ont puisé à un fonds commun : les frères de la Vie commune, dès la fin du quatorzième siècle, ont commencé à tracer le chemin que suivirent les établissements du seizième siècle. Fondés ou réorganisés à cette dernière époque, les collèges parisiens arrivent à une sorte d'unité dans la méthode et le contenu de l'enseignement qui fut appelée le *modus parisiensis* et exerça une influence sur les créations ultérieures. Pourtant, le collège jésuite ne représente pas l'unique idéal pédagogique de l'époque classique. Les nobles veulent une formation plus large, les rois complètent les acquisitions intellectuelles par l'apprentissage pratique, beaucoup ont recours, au moins en partie, à l'éducation domestique ; les mœurs, ici, changent lentement.

La richesse du livre ne permet pas d'évoquer toutes les questions abordées. Il faudrait s'étendre sur le glissement du contenu de l'enseignement dans les collèges : rhétorique réduite à l'élocutio, importance de l'histoire, part bien mineure des sciences, importance du latin, vient apporter quelques théâtres scolaires chez les jésuites, ou bien sur les écoles « techniques » de l'Ancien Régime, destinées à former des artistes-artisans et des marins.

Un dernier chapitre, consacré aux nuances du trieste tableau qu'il est de rigueur de brosser. Au dix-huitième siècle, le rayonnement scientifique, tout comme le recrutement, tend à se rétrécir. Pour pallier l'insuffisance des cours, la vénéralité des grades, les étudiants s'adressent à des institutions parallèles et concurrentes. Il n'est pas indifférent que les fondateurs de la future École polytechnique aient tous été étrangers à la vieille Université : à la fin de l'Ancien Régime, le creuset où se retrouvent les élites est ailleurs, dans les « grands » collèges comme Louis-le-Grand ou Julliy et dans les écoles militaires. Ce dernier point invite à relire le rôle de l'État. Celui-ci ne juge pas devoir se désintéresser d'un système voué à la reproduction des élites : l'histoire de l'enseignement au dix-huitième siècle montre que l'initiative est largement venue d'en haut, en parfait accord avec les idées les plus modernistes du temps.

(1) Comme en témoignent l'intéressant essai de Paul Gervais : *Les Enseignements de la Politique*, Paris, P.U.F., 1975, 182 pages. L'auteur consacre son analyse à la période qui va de l'affaire Dreyfus au lendemain de 1968. Tout en concluant que « la politisation du corps enseignant doit être réduite à ses dimensions réelles », il ne conteste pas qu'elle soit « plus profonde et plus générale » depuis quelques décennies.

(2) R. Chartier, M.-M. Compère et D. Julia : *L'éducation en France du système au dix-huitième siècle*, Paris, Seuil, 1976, 304 pages.

(3) *École et société dans la France d'Ancien Régime*, Paris, Colin, Cahiers des Annales, 1975, 118 pages.

## LA MER

## Céline blues...

À Trévignon, dans ce petit port de la côte finistérienne, penser à Céline, c'est sans doute évoquer la liberté profonde, et une fois de plus, de cet imprécateur perdu dans les banlieues.

Il n'aimait que ça ! Barde dingue et écorché, breton par sa mère, la dentellière issue d'une famille des Côtes-du-Nord, son oncle était d'abord à Rennes, médecin à Quintin, qu'il battit les campagnes bretonnes, au temps des poumons pourris, pour y faire des conférences sur la tuberculose. Sait-on qu'il adorait Saint-Malo et que, à la fin de sa vie, c'est ici, sur les rives de Cornouaille, qu'il désirait s'établir. Et crever.

A Trévignon, devant les barques qui se dandinent et tirent sur l'ancre, dans le bruissement du clapot, dans cette musique grise qui semble lever des profondeurs entraînées du sable et des algues, où l'on retrouve la seule tendresse durable de Louis-Ferdinand. La mer ! Toujours la mer ! A elle ses plus belles pages, à elle ses fées, à elle ses dingueries les plus tendres. Il détestait la terre. Comme beaucoup de médecins, ces fouilleurs pessimistes des saines et des vices, c'est à l'océan qu'il demandait l'espoir et la consolation. « Sur la mer que j'aimais comme si elle eût dû me laver d'une souillure », avait déjà dit Jean-Arthur Rimbaud, cet autre boulinguesur. Idem de Céline.

## Le voyage au bout de la mer...

Trépané, paludéen, rongé d'amibes, accablé de toutes les saletés guerrières et terribles, Céline trouvait, face à la mer, sa respiration. Il l'aura sillonnée de part en part. Sa vie ne fut longtemps que voyage. Africa ! America ! Canada ! Cuba ! Et, pour finir, là-bas, chez les Vikings, à Kiskovgard, au royaume

## Mendon mandit

A Trévignon, relire, face au môle griffé de goélands, le Pont de Landre, et notamment la description superbe du port sur la Tamise. Sloop, barques, cargos, voiliers, et tous les marins du monde ! Et toutes les marchandises ! Ah, les errances humaines ! Cette prose éblouissante, quel jazz ! Ça danse, ça trépite, ça tempête, ça claque, ça chavire... La mer.

Cette errant, maudit, rageur, et, à la fin, quand les marées seront loin et les ports, et les martelets, et les cabotins. Cette redonne sur les bords... L'opprobre qu'il aura sans doute cherché aura eu raison de son bon sens rassé. Finie la rigolade ! L'ordure elle-même fadasse ! Reste la souffrance pleine, plénière, océanique. Les bateaux ne partent plus. On n'embarque plus rien, même pas un quart d'espérance. Personne sur le pont, même pas une danseuse. Plus rien. L'humanité n'a plus rien. Ni haine ni ancre de miséricorde. On ne rêve plus, quoi ! C'est la terre, Mendon maudit. Autant s'enfermer sous le soleil, ad vitam aeternam.

« La mer est méchante et glaciale », gémit-il en sa lugubre récitation de Kiskovgard, ce toponyme que l'on dirait fait pour lui. Et sa misère.

Non, Céline ! A Trévignon, elle est encore tiède et bonne. Fêstique pour cette fois-ci encore...

XAVIER GRALL

## EMPLOI

## Conseils à une secrétaire qui veut réussir dans son travail

ON en apprend de belles en lisant les petites annonces des grands quotidiens. Sans vouloir à tout prix brandir l'étendard de la révolte féministe, on est bien obligé de constater que si trois, quatre pages entières, parfois plus, sont consacrées à offrir des situations non-braconnées et variées à l'attention des hommes, on ne trouve la place souvent à la rubrique « emplois féminins » qu'une litane de propositions concernant les secrétaires, les dactylos, les standardistes, les infirmières, les vendeuses, etc.

Monsieur le P.-D. G. qui sévit dans une équipe toujours jeune, toujours dynamique, dans une société toujours en pleine expansion, formulera l'annonce en précisant qu'il recherche SA secrétaire, comme il a SA voiture, SA chaîne hi-fi, SON bateau et parfois aussi SA femme.

Voire futur employeur, lui, peut être bedonnant, avoir les dents jaunes et le cheveu rare, mais vous, vous devez être jeune. Ensuite, vous devez avoir toutes les qualités : efficace, bien sûr ; expérimentée, cela va de soi ; discrète, c'est évident. Vous devez encore posséder une ou deux langues écrites et parlées. Lui qui barbote dans un anglais de potache est intraitable sur ce point, et pour cause. On peut aussi vous demander d'être « dévouée ».

Pourquoi pas ? Maintenant que les vieilles bonnes Bretonnes se font rares... Le travail est si passionnant au côté de cet être exceptionnel qu'elle peut bien passer, la « collaboratrice dévouée », huit ou dix heures au bureau. N'en fait-il pas autant, lui ? Il est bien obligé de répondre à trois téléphones en même temps, de parcourir le monde en sautant d'un avion dans un autre. Est-ce qu'il a une vie privée ? Et quand il sort d'une réunion harassante, c'est bien la moindre des choses qu'il trouve en face de lui sa « collaboratrice », vite transformée en

exécutante-exécutée, impensable, souriant « chère », fleurant bon le déodorant et qui se doit d'être à sa dévotion.

MA secrétaire, mobilisée et mobilisable à tout instant, aura, par la suite, à subir sans broncher une domination pas toujours déguisée sous le masque de la bonne éducation. Alors, quand elle arrivera pour rendre ses nouvelles fonctions, qu'elle ne s'attend pas à être présentée aux autres membres du personnel. Non, elle est un peu comme une nouvelle Ronéo dont on prendrait livraison. Quand les invités arrivent, on ne présente pas la bonne !

Voilà notre brave fille qui agit avec discrétion le patron de ses rêves, le premier entretien étant toujours cordial, détendu, bonhomme, avec juste ce qu'il faut de familiarité étudiée pour donner confiance. Elle est là, face au maître, le regard délicatement vagabond, le crayon levé sur le bloc de papier, attendant patiemment que de la bouche du tout-puissant sortent ces phrases bien senties et impérissables (même si la syntaxe laisse parfois à désirer, ça s'est vu), ces belles phrases dont elle devra respecter l'ordonnance à la virgule près, qu'elle emportera comme un trésor, d'un pas souple et léger, dans la pièce à côté, son petit bureau à elle.

Mais attention aux pièges. Ne prenez pas d'initiative, ne soyez pas trop perspicace, sachez fermer les yeux et les oreilles au bon moment, restez dans le flou, entourez-vous plutôt d'un halo de modestie style Bernadette Soubirous. Et puis surtout, nécessité vitale pour votre brillant avenir d'écouter à tout faire, ne vous montrez pas cul-verte. On vous prendrait pour une dangereuse intellectuelle gauchiste.

Sachez aussi comprendre la plaisanterie. Si un des « jeunes cadres dynamiques » de la société où vous avez la chance et l'honneur de travailler entretient un peu l'échancrure de votre corsage et, devant votre air offusqué, vous

dit, moitié rigolant, moitié gêné : « C'était juste pour voir la couleur de votre soutien-gorge », ne le prenez pas mal. Il vous fait à la fois ! Mais n'allez pas vous aviser de lui rendre la pareille et de répliquer, en joignant le geste à la parole : « Tiens, au fait, portez-vous des slips Marquis ou Esmé ? » Ce serait d'une indécente inacceptable ! Vous passez, pour une minute ou deux, une traite, une Marie-Couche-toi-là ou, pis encore, pour une pétroleuse, un agent provocateur du M.L.F., que sais-je encore !

Si ces messieurs déclinent m'entendre, je leur ferais volontiers un modeste exposé de démocratie élémentaire et appliquée. Je leur dirais : « Ce n'est pas parce que vous êtes le professeur Z, le docteur Y, le directeur X, que vous devez vous conduire comme l'adjudant envers l'homme de troupe. Nous ne sommes plus à l'école, messieurs, et pas encore à la caserne. Nous sommes vos collaboratrices. Nous sommes là pour vous secondar le mieux possible dans votre tâche, qu'elle soit noble ou pas, que vos buts soient dignes ou non, mais nous ne sommes pas là pour accepter vos humeurs, vos crises nerveuses, vos impatiences d'enfant gâté, et finalement votre mépris. »

« Nous sommes auprès de vous pour un travail commun, pour gagner notre vie, et c'est un besoin réciproque que nous avons les uns des autres. Alors, de grâce, réfrénons un peu votre goût pour le despotisme et cessez de jouer les Napoléon, le génie en moins. »

DENYSE PIERROT.

Le Monde de l'éducation

numéro d'octobre

L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE

## L'ASSOCIATION A.G.O.R.A.

(Association Générale pour l'Organisation de Vacances et d'Animation)

« I.O. » du 24 juin 1975

Propose ses centres de vacances pour jeunes handicapés de 8 à 20 ans

POUR JUILLET ET AOÛT 1977, dans les Alpes-de-Haute-Provence

— Encadrement spécialisé ; — Structure d'accueil Agréée Jeunesse et Sports. Activités adaptées aux jeunes.

Nombre de places limité. — Pour tout renseignement écrire : ASSOCIATION A.G.O.R.A. (service vacances ETE 77) 67, avenue de l'Est - 94100 Saint-Maur

JP 34 de 150



## CATASTROPHES

APRÈS LE DRAME DE MERLEBACH

## Les syndicats mettent en cause la responsabilité de la direction des Houillères du bassin de Lorraine

Au lendemain de la catastrophe qui a tué, jeudi 30 septembre, seize mineurs au puits 5 de Merlebach (« le Monde » du 2 octobre), la direction des Houillères du bassin de Lorraine est vivement prise à partie par l'ensemble des syndicats de la mine, qui refusent d'attribuer l'accident à une quelconque « fatalité ».

Quarante-cinq mineurs des équipes de sécurité combattent encore, ce samedi au fin de matinée, le feu qui fait rage depuis jeudi à l'étage -108 de la division Voutiers, en construisant des « arrêts-barrières » à base de plâtre.

Analysant les circonstances du drame, M. Achille Blondeau, secrétaire de la Fédération nationale C.G.T. des travailleurs du sous-sol, a posé, lors d'une conférence de presse réunissant les principales centrales syndicales (C.F.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et F.O.), quatre questions qui résument assez bien les critiques adressées aujourd'hui à la direction des Houillères :

● N'a-t-on pas sous-estimé l'importance du feu qui est à l'origine de la catastrophe ?

● N'a-t-on pas trop tardé à faire appel aux sapeurs ?

● La direction n'a-t-elle pas pris une très lourde responsabilité en permettant la descente des ouvriers du poste de l'après-midi ? Sans la vigilance des syndicats, qui ont demandé aux mineurs de ne pas descendre, combien de morts compterait-on aujourd'hui ?

● Était-il vraiment nécessaire de conserver sur place pour effectuer les travaux en cours lors de l'explosion — seize personnes parmi lesquelles plusieurs ouvriers qui n'avaient pas l'expérience des équipes de sécurité ?

Seule l'enquête approfondie, déjà commencée, permettra de répondre à ces questions et d'établir les responsabilités. Toutefois, sans attendre ses conclusions, les représentants des mineurs soulignent que tout n'a pas été entrepris pour assurer une véritable sécurité. Ainsi, le syndicat C.F.T.C. de Merlebach affirme que les deux premières équipes de sauvetage, arrivées sur le carreau très peu de temps après le début de l'explosion, ont dû « attendre un conducteur de travaux pendant plus de vingt minutes avant de pouvoir descendre ». Le même syndicat dénonce encore le fait qu'un avertissement de danger n'a été lancé que dix minutes après le début de l'explosion.

veine proche de celle où l'accident a eu lieu jusqu'à 13 h 15 « sans le préavis de l'incendie et surtout sans prendre les mesures de sécurité qui s'imposaient ». La C.F.D.T. insiste, enfin, en cause le rôle du service des mines, qui, selon elle, « a une nouvelle fois fait la démonstration qu'il n'est pas indépendant de l'exploitant » et « a commis une erreur d'appréciation, laissant les gens au poste du matin en fond et en autorisant la descente de l'après-midi ».

## « Une concertation avec la plus grande franchise »

Toutes ces accusations et ces questions ont été portées à la connaissance de M. Michel Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, qui s'est rendu, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à Merlebach où il s'est entretenu avec la direction des Houillères et a rencontré les organisations syndicales. Après ces réunions, M. Ornano a déclaré : « Je pense avoir tout fait pour la concertation. Ce dialogue, c'est la peine du gouvernement. Je suis également venu pour informer des conséquences du drame sur l'outil de travail que représente le puits 5 du stade de Merlebach. Il a été convenu qu'il y aurait une concertation qui sera faite avec la plus grande franchise ». M. Raymond Barre, premier ministre, a quant à lui, adressé vendredi matin un télégramme personnel de condoléances à chacune des familles des victimes de la catastrophe.

L'accident du puits 5 a également suscité des réactions du côté des partis de gauche. Dans un communiqué, la fédération de la Moselle du parti communiste, niant que « la fatalité soit seule responsable », estime que « le pouvoir a tout fait pour sacrifier la sécurité des mines de la région au profit de la production ». Pour M. Jean-Paul Bachy, député national du parti socialiste au travail et à l'emploi, la catastrophe de Merlebach « constitue un rappel dramatique des conditions déplorables dans lesquelles les mineurs exercent leur métier ». « Comment le pouvoir ose-t-il parler de rationalisation du travail », demande M. Bachy, « alors que rien de concret ne se fait pour s'attaquer vraiment aux problèmes de sécurité et que des négligences impardonnables se multiplient dans les entreprises publiques ? ».

Une cérémonie à la mémoire des seize victimes — dont les corps n'ont pu être remontés à la surface — doit être organisée mardi 5 octobre sur le carreau même du puits 5.

## SPORTS

## Boxe

Desireux de se consacrer à l'islam

MOHAMED ALI  
ANNONCE SA RETRAITE

Plusieurs fois annoncée, puis infirmée, la retraite de Mohamed Ali (alias Cassius Clay) paraît cette fois définitive. Après une carrière professionnelle de seize ans, le champion du monde de boxe toutes catégories a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à Istanbul, qu'il mettrait définitivement fin à sa carrière.

Converti à l'islam, Ali, qui avait changé son nom pour cette raison, a répondu à l'appel du leader des « Black Muslims », qui lui enjoignait de quitter le ring pour militer à ses côtés. « De toute ma vie, j'ai voulu deux choses », a déclaré le champion du monde, « un grand boxer et servir la cause de l'islam. Je suis devenu un grand boxer. Je voudrais abandonner à un moment où je gagne toujours et dédier ma vie à l'islam ».

Né le 17 janvier 1942 à Louisville (Kentucky), Mohamed Ali est champion olympique dans la catégorie des mi-moyens en 1960, à Rome. Il devint ensuite champion du monde des poids moyens, en 1964, et champion du monde des poids lourds, en 1966, à son tour.

Mohamed Ali a été plusieurs fois condamné à la prison pour refus d'incorporation.

Mohamed Ali a été plusieurs fois condamné à la prison pour refus d'incorporation.

## Football

SAINT-ÉTIENNE - EINDHOVEN  
EN HUITIÈMES DE FINALE  
DE LA COUPE D'EUROPE

Un rude adversaire

Le tirage au sort des huitièmes de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, effectué le 1<sup>er</sup> octobre à Zurich, n'a pas été plus favorable à Saint-Etienne, qui rencontrera F.S.V. Eindhoven, champion des Pays-Bas, que ne l'avait été celui des seizièmes de finale. Ce sont — Sofia et Eindhoven — de difficiles adversaires que le Daxois a opposés et qu'il opposera au club champion de France dans les deux premiers tours de la Coupe d'Europe. Saint-Etienne et F.S.V. Eindhoven se connaissent bien.

Pour l'instant Saint-Etienne et Eindhoven occupent le même classement — septième — dans leurs championnats respectifs, mais le club néerlandais a montré, dans les seizièmes de finale de la Coupe d'Europe, une meilleure efficacité en marquant 6 buts à Dundalk, champion d'Irlande, lors du match retour. Sans doute faut-il prendre en considération la qualité de l'adversaire, et, sur ce point, il semble bien que Sofia présentait un autre danger pour Saint-Etienne que Dundalk pour Eindhoven.

Après la découverte des corps de deux victimes des « Brigades rouges »

## Le désarroi des policiers

Grenoble. — Des informations parvenues dans la journée du jeudi 30 septembre à l'antenne grenobloise du service régional de police judiciaire de Lyon, ont permis de découvrir, vendredi matin, dans la forêt du massif de Belledune, à une quinzaine de kilomètres de Grenoble, les corps de Mme Mariel Trabelsi, vingt et un ans, et de M. Christian Leroy, vingt-cinq ans, dont la double disparition survint le 18 juin dernier. Était revendiquée par un mystérieux « Groupe 666 » appartenant à de non moins étranges « Brigades rouges ». Les cadavres des jeunes gens étaient dissimulés sous un tas de pierres, à quelques dizaines de mètres d'une route forestière, au lieu-dit Les Seiglières, non loin d'une des deux voies d'accès à la station de Chamrousse. Les corps, qui sont en état de

décomposition très avancée, ont pu être identifiés grâce à des objets et des effets personnels. L'information judiciaire ouverte pour « séquestration » au cabinet du juge d'instruction de Grenoble, Mlle Blanche Ciabrin, a été transférée en « homicide » volontaires. Une autopsie devait être pratiquée samedi matin. Permettra-t-elle de dire comment Mme Trabelsi et M. Leroy ont été tués et à quelle époque ? Cet épilogue accroit évidemment les inquiétudes sur le sort réservé à la troisième victime des « Brigades rouges », Mlle Olga Moïsenko, vingt et un ans, enlevée le 24 juillet dans les environs de Saint-Martin-d'Hères par un individu armé d'un pistolet ou d'un revolver, qui avait réussi auparavant à neutraliser le fiancé de la jeune fille.

## De notre correspondant régional

venues de tous les individus ayant un comportement étrange. Or, la découverte de deux des victimes renforce encore d'ailleurs ce désarroi, car elle renforce la caractéristique principale de cette affaire, à savoir que la police n'est parvenue, à aucun moment, à prendre l'initiative des opérations.

Si les corps ont pu être retrouvés, c'est seulement parce que celui qui les avait dissimulés a permis qu'ils le soient. Le secteur en question avait été fouillé au mois de juin puisque c'est à proximité de là qu'avait été retrouvée la voiture de M. Leroy, tout au long des semaines marquées par des procès-verbaux sans doute passés très près de la « tombe ». Mais, sans les explications adressées aux policiers — et qui n'étaient cependant pas encore très exactes puisque les recherches commencées jeudi à midi n'ont abouti que vendredi à 11 heures — jamais peut-être les cadavres auraient été localisés.

Ce sentiment d'être « menés par le bout du nez », les enquêteurs en souffrent depuis le début de l'enquête. Même s'ils n'ont pas

vu — à la fois pour tenter de reprendre le dessus et pour éviter un excès d'exploitation par certains organes d'information — à rendre public le contenu de plusieurs autres lettres arrivées par diverses voies dans le courant du mois d'août et au début du mois de septembre, les policiers ont été contraints de suivre les directives qui leur étaient fournies. Les mesures de surveillance qu'ils ont alors mises en place ne leur ont servi à rien : à chacun de ces mystérieux rendez-vous personne ne s'est présenté.

Leur correspondant anonyme s'est contenté d'indiquer, par lettre ou par téléphone, de s'excuser de n'avoir pu se dérouter. Que pour rendre des sièges, en quelque sorte, à ces personnes ne s'exprimant que par des lettres, personne ne leur en fera grief. Mais est-il sérieux, en revanche, de laisser accablés qu'un second personnage s'est manifesté par téléphone à propos de cette affaire, permettant ainsi à certains de croire à l'existence d'un véritable commando politique, alors que celui-ci n'a sans doute jamais existé que dans le cerveau défilant d'un détraqué ?

BERNARD ELIE.

## LE MYSTÉRIEUX ENLÈVEMENT DE CANNES

J'en arrive à me demander si M. Fériel n'a pas organisé tout cela à notre insu  
déclare M. Francis Lopez

De notre correspondant régional

Cannes. — « On assiste à une partie de poker dans laquelle certains joueurs sont plus forts que d'autres et font des annonces pour impressionner l'adversaire ». Ainsi résumait, dans la soirée du 1<sup>er</sup> octobre, l'affaire d'enlèvement de M. Francis Fériel, le commissaire de Cannes. Il ne s'agit pas d'un visionnaire Albert Mourey, chef de la police judiciaire de Nice.

Une semaine après la disparition de M. Fériel, celui-ci n'est pas retrouvé. On se demande si l'on excepte un coup de téléphone suspect reçu mardi 28 septembre, à Paris, par M. Abensour, avocat de M. Fériel, le correspondant anonyme demandait une rançon de 800 000 francs. La police nippaise, qui a entendu un grand nombre de personnes au cours de la journée de vendredi, se trouve toujours devant plusieurs hypothèses.

Au cours d'un entretien qu'il a eu avec la villa Gipsy, M. Francis Lopez a réitéré à nouveau les accusations portées contre M. Fériel. « M. Fériel a passé pour l'instigateur de l'enlèvement de M. Fériel. Il s'est cependant interrogé, pour la première fois, sur le fait que l'homme d'affaires avait pu simuler son enlèvement ».

La polémique qui oppose M. Lopez au défenseur parisien de M. Fériel, M. Weil-Curiel (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre), ne contribue pas à rehausser l'image des protagonistes de l'affaire. M. Lopez a notamment estimé que M. Weil-Curiel cherchait à « se faire de la publicité et qu'il était là pour régler un divorce et tirer le plus d'argent possible pour sa clientèle ». « Je le somme publiquement », a annoncé le commissaire, « d'aller jusqu'au bout de ses pensées. S'il laisse entendre que les Lopez se sont prêtés à la moindre manœuvre, je l'assure que je n'aurai aucun scrupule à le dénoncer dans la presse ».

M. Lopez s'est expliqué au cours de cet entretien à propos de la découverte de la voiture de M. Fériel, le lendemain de l'enlèvement, dans le parking souterrain de l'hôtel Majestic, sur la Croisette à Cannes. Les informations dont on disposait jusqu'ici laissent penser que le transfert du véhicule avait été assuré par M. Henri Léani, l'homme que M. Lopez avait appelé à la villa Gipsy, immédiatement après le

départ des ravisseurs de M. Fériel. Le commissaire a précisé qu'il avait lui-même conduit la Rolls-Royce de l'homme d'affaires à l'hôtel Majestic, le lendemain de son enlèvement, et qu'il avait ramené ensuite à la villa Gipsy.

« Les bandits », a déclaré M. Lopez, « ont exigé que je ramène la voiture de M. Fériel au centre de Cannes. Ils ne m'ont pas fait d'endroits précis, mais j'ai pensé au parking du Majestic où elle pouvait être surveillée par le portier de l'hôtel ». Le commissaire a été interrogé à ce sujet dans la journée de vendredi le portier du palace cannois dont le témoignage aurait été relativement imprécis. Dans la soirée de vendredi, les investigations, les enquêteurs paraissent considérer les explications qui leur ont été fournies avec une certaine perplexité.

Autre annonce relayée par les policiers : les ravisseurs, selon M. Lopez, auraient porté des bas de femmes pour dissimuler leur visage. Or il apparaît difficile que les quatre hommes aient pu conserver ces bas pendant quatre heures.

L'annonce des ravisseurs, à laquelle M. Lopez aurait obéi après leur départ, est d'autant plus déconcertante que la voiture de M. Fériel stationnait régulièrement devant la villa de l'homme d'affaires jusqu'au 23 heures.

On a appris enfin que le compositeur avait dû faire face, avec son ami, Henri Léani, à certaines difficultés financières consécutives à un projet de création d'un cabaret avec cercle de jeu privé à Cannes. M. Léani, associé notamment à Mme Anja Lopez et à M. Fériel et à deux de ses amis, déjà propriétaires d'établissements de nuit à Cannes, avait acheté une maison mitoyenne du night-club le Play-Cir la villa de Léani, près du casino Palm-Beach.

Des travaux importants avaient été entrepris bien que la société créée par M. Léani n'ait pas obtenu de permis de construire. Après une pétition signée par les habitants du quartier, la ville de Cannes avait donné un avis défavorable au projet et M. Léani et ses associés avaient été poursuivis devant le tribunal de Grasse qui ordonna la remise en état des locaux. Par la suite la société était mise en règlement judiciaire. M. Léani et ses associés auraient perdu dans cette affaire une somme importante.

GUY PORTE.

## FAITS DIVERS

A Villeparisis

## L'ATTITUDE DE LA POLICE LORS DE L'INTERPELLATION D'UN COLLÉGIEN SUSCITE DE VIVES PROTESTATIONS

La grande majorité des deux cent cinquante élèves du collège d'enseignement technique de la rue Ligner, à Paris-20, ont observé le 1<sup>er</sup> octobre une grève des cours d'une demi-heure : ils voulaient protester contre l'attitude de la police à l'égard d'un de leurs camarades interpellé le 25 septembre à Villeparisis (Seine-et-Marne).

Le jeune Gilles C., élève du C.E.T., arrêté, selon ses amis, été brutalisé par les policiers au moment de son interpellation. Au commissariat de Villeparisis, on indique que deux gardiens de la paix « ont dû employer la coercition », car il refusait de monter dans le véhicule de la police et que cela a provoqué sa chute et une blessure. Le jeune garçon a dû subir des soins mais n'a pas été hospitalisé. Il doit retourner en classe lundi 4 octobre.

L'affaire a provoqué à Villeparisis une certaine émotion. Mais, communiste, de la ville a convoqué le commissaire du lieu, qui a refusé de se rendre à cette convocation, estimant que, sur le terrain judiciaire, le maire n'avait pas autorité sur lui. Les parents du jeune garçon ont déposé une plainte, et une enquête judiciaire est en cours sous la responsabilité du procureur de la République de Meaux. Une manifestation était prévue à Villeparisis dimanche matin 3 octobre.

Un important vol d'armes a été commis dans la nuit du vendredi 1<sup>er</sup> au samedi 2 octobre dans une armurerie de Bastia.

D'autre part, un attentat à l'explosif a provoqué de faibles dégâts, au cours de la même nuit, dans un restaurant situé à Orléans. L'attentat n'a pas été revendiqué.

## JUSTICE

Au tribunal de Poitiers

## DOUBLE ACQUITEMENT APRÈS LA MORT ACCIDENTELLE D'UN INGÉNIEUR AMÉRICAIN

Après une semaine de réflexion, le tribunal de grande instance de Poitiers a acquitté, toute de suite, M. Besson, patron d'un établissement de nuit, et son employé, M. Seyah, qui étaient poursuivis pour « non-assistance à personne en danger » (le Monde du 25 septembre).

Dans la soirée du 19 décembre 1974, un ingénieur américain, M. Arthur Russell, quarante-quatre ans, domicilié à Tours, avait passé la soirée dans une boîte de nuit à Poitiers : Chez Michel. La note qu'il régla — près de 900 francs — laissa à penser qu'il avait beaucoup consommé.

A la fermeture de l'établissement, vers 5 heures du matin, M. Besson et son portier avaient aidé leur client à rejoindre son véhicule au volant duquel ils l'installèrent. Ayant gardé un peu de lucidité, M. Russell réussit à mettre le contact et à démarrer. Mais quelques kilomètres plus loin, l'entraîna en collision avec un poids lourd et était tué sur le coup.

A Saint-Chamond (Loire)

## UN DIRECTEUR D'ENTREPRISE EST SÈVÈREMENT CONDAMNÉ POUR ENTRAÎNE AU DROIT SYNDICAL

(De notre correspondant.) Saint-Etienne. — Le tribunal correctionnel de Saint-Etienne a condamné M. Jean Furnon, P.-D.G. d'une entreprise de mécanique générale à Saint-Chamond (Loire), à quatre mois de prison avec sursis, 6 000 F d'amende, 6 000 F de dommages et intérêts à la C.F.D.T., pour entrave au droit syndical, et à 5 000 F d'amende pour entrave à l'exercice des fonctions d'un inspecteur du travail. Pour ce dernier motif, M. Beaudonnat, conseil juridique, a simultanément été condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis et 6 000 F d'amende.

Lors d'une grève déclenchée à la fin de l'année dernière dans son établissement, M. Furnon avait refusé à un délégué de la C.F.D.T. l'assistance légale d'un représentant de ce syndicat et avait opposé à la C.F.D.T. une fin de non-recevoir dans la discussion du protocole d'accord lors des élections des délégués du personnel, en déclarant notamment : « Je n'accepterai pas de laisser rentrer la terreur chez moi ». M. Furnon et Beaudonnat avaient en outre refusé l'accès de l'entreprise à un inspecteur du travail, qui avait alors dressé procès-verbal. Le P.-D.G. de Saint-Chamond ne s'est pas présenté à l'audience du tribunal correctionnel de Saint-Etienne.







## « L'AMOUR BLESSÉ », de Jean-Pierre Lefebvre

**JEAN DE BARONCELLI**

## Le cycle Barenboïm de l'Orchestre de Paris

phrasé, sa calme profondeur, ses archets de ses collègues instrumentistes qui entraînent chacun sa part de responsabilité comme les partenaires d'un quatuor.

On se souvenait aussi à l'aise, avec Barabeniho, tous les dans Chemins IV pour castols et cordes (1975) de Berio, nous toute harmonieuse devant laquelle le violoncelle de Barabeniho, le Bourgeois destinait une suite de dessins abstraits et acrobatiques, entraînant ses collègues dans d'audacieuses dérives, sans jamais perdre de vue l'ethnographie fondamentale. Un peu d'humour, parfois cocasse, où peu à peu la musique s'établissait avant de recouvrer son équilibre dans une dimension lyrique supérieure.

JACQUES LONCHAMPT.

## DEUX PROTESTATIONS

---

« Le médiocre est le message »

(Propos recueillis  
par BONNAFFÉ).

## LA BIENNALE DU GRAND PALAIS

Brame et Lorenceau assument l'explorité de la peinture française du dix-neuvième et du vingtième siècles. Courbet affirme son autorité avec un portrait de « Jeune femme » inédit. Corot, Barye, Daubigny, se contentent d'une feuille de calepin pour mieux dire leur présence, tandis que, au vingtième siècle, Picasso, Léger, Modigliani, poursuivent leur construction avec d'excellents témoignages.

Retour au dix-huitième siècle

**CAMBRONNE**  
**ET « LE MONDE »**

L'assise de la galerie, ils font nombre. Se distinguant la luminosité d'un « Paysage de Piccadée » par Corot (c. 1865), l'écriture pénétrante de Daumier, en des croquis de têtes à la plume, « Un fleur et un furibard » — mais pourquoi ? à cause de vous, parbleu ! — et la pente neigeuse d'un buste féminin où le sein nu s'occupe d'un moment d'une fleur écarlate, par Van Der Donck. D'autres, en valeur des tableaux, leur milieage si l'on préfère, est une nécessité sans toujours comprise. Bon est-il pour les servir en cadres anciens, de Louis XIII à Louis XVII, emboîtés les uns dans les autres comme poupées russes, et certains sont en soi chefs-d'œuvre de bois sculpté. Les vitrines de Nicollan, en-

## Une réponse du « Parisien libéré »

sur décision syndicale » : le sabotage quotidien de notre tirage, les limitations du nombre d'exemplaires, les horaires retardés, les arrêts de travail systématiques, sans compter de nombreux actes de violence qu'à l'époque le Comité inter-syndical du Livre

**NOCTAMBULES (5)**

**ANATOMIE D'UN RAPPORT**

un film de **LUC MOULLET** et **ANTONETTA PIZZORRO**



**"Une aventure magnifiquement filmée"**  
François Chalais / Europe 1



**R E X** vs **UGC** **EMBRAYE** vs **PUBLICIS** **MAISON** vs **UGC** **COHEN** vs  
**STUDIO** **DES** **USINES** vs **MIRAMAR** vs **MAGIC** **CONVENTION** vs **NAPOLÉON** vs  
**PARANOMT** **ONFÈRES** vs **PARANOMT** **GALAXIE** vs  
Et sur le territoire de Paris 12  
**CYRANO** **VERSAILLES** **HOLLYWOOD** **EMPIRE** **VELVET** **N** **VELVET** **FLANADES** **SARCELLES**  
**PARHON** **Audrey** **s/Nois** **PALAIS** **DU** **PÂRE** **Le** **Perroux** **ANTIL** **YVES** **St** **Georges**  
**CARREFOUR** **Pantin** **C21** **St** **Georges** **on** **Laye** **PARANOMT** **Le** **Vareme**  
**PARANOMT** **ELYSEE** **N** **Le** **Cette** **Saint-Clément**

cadrent la faïence et la porcelaine  
 fine : du grand « Plat de Nevers »  
 à décor floral à la « Fontaine de  
 Rouen », d'une « Soupière de  
 Moustiers » à l'« Assiette » enso-  
 uilée de Marseille, de la « Théâtre  
 de Sèvres » à l'« Ariquin » poly-  
 chrome de Meissen par Kändler,  
 tout ici respire le « nec plus ultra »  
 de la qualité dans un domaine où  
 tout peut se briser. De son côté,  
 Rouillon engage son bestiaire, où  
 le précolonisme d'Amérique du  
 Sud domine, et l'on jette un regard  
 attendri sur le délicieux croquis  
 intitulé « Les Indes » aux

**PIERRE GRANVILLE.**  
★ Grand Palais, de 11 h. à 23 h. ;  
dimanche, de 10 h. à 20 h. Jus-  
qu'au 18 octobre. Entrée : 14 F.



## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### LA SITUATION EN CORSE

#### Le conseil municipal de Corte réclame le départ du centre d'instruction de la légion

Le conseil municipal de Corte, réuni vendredi 1<sup>er</sup> octobre dans la soirée par le maire, M. Michel Pierucci (R.L.), a réagi à l'annonce de la légion étrangère (G.I.E.). Les élus cortais ont cependant tenu à marquer la différence entre la légion dans son ensemble et le groupement d'instruction. « Sur cent déserteurs, quatre-vingt-dix-huit appartiennent au G.I.E. ; une solution est donc urgente, car nous sommes à la merci d'une provocation », souligne M. Pierucci, qui pense évidemment aux légionnaires assignés dans leur caserne depuis le drame récent de Bastia où a coté la vie à deux berges assassinées par un déserteur de la légion.

« Ce sont des hommes jeunes, ardents, ils tournent en rond comme des fauves », ajoute M. Pierucci, qui craint aussi d'éventuelles réactions de la population. Une voiture appar-

tenant à un capitaine de la légion avait été incendiée au cours de la nuit du jeudi 30 septembre au vendredi 1<sup>er</sup> octobre en plein centre de Corte.

#### M. Marchais et les autonomistes

Ce même jour, à Bastia, cinq mille personnes environ étaient venues entendre M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. Celui-ci a repris et développé les thèmes du discours qu'il avait prononcé la veille à Ajaccio. « Nous n'avons pas le fétichisme des mots, a-t-il notamment déclaré. Essayons de voir ce qui peut rapprocher les idées des uns et des autres. Si, par autonomie, on entend l'abolition du suffrage universel direct, secret et proportionnel d'une assemblée souveraine en matière régionale, c'est ce que nous proposons. Mais si on comprend autre chose, par exemple une certaine « autonomie du capitalisme insulaire », qu'est-ce que cela changerait pour le peuple corse ?... L'exploitation n'est pas plus douce, ni plus juste, ni plus radicalement, quand elle est organisée par une Corse à la place d'un continent ».

« Même remarque pour l'autogestion, a encore dit M. Marchais. Si, par autogestion, on entend, comme c'est contenu dans le programme commun, l'élution d'une assemblée régionale souveraine élue au suffrage direct, proportionnel et secret, qu'importe le mot, nous sommes d'accord. Mais si, par autogestion, on prétend apporter la solution pour la Corse, alors nous disons : attention ! sans changement de pouvoir, sans changement de politique, qu'autogestionner les Corses ? C'est-à-dire la crise, la misère. Sans changement en France, il n'y a pas de solution réelle et durable en Corse ».

M. Georges Marchais a renouvelé, d'autre part, son appel à l'union, s'adressant plus particulièrement aux gaullistes et aux chrétiens. « A propos de la visite du secrétaire général du P.C.F. le Front de libération nationale corse (F.L.N.C.) a publié un communiqué dans lequel il rapproche aux communistes de ne pas reconnaître l'existence du peuple corse. « Ce qui est grave, indique le F.L.N.C., s'adresse à ceux des dernières années, c'est avec une interprétation bizarre de deux grands principes : celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, celui qui reconnaît le droit à l'insurrection d'un peuple quand sa liberté est menacée. En Corse on peut se révolter... contre les Génois ; mais pourquoi pas contre l'Etat français ? Ne sommes-nous pas des Français ? Non, les Corses sont les Corses et veulent le rester. Ce n'est pas par des revendications sectorielles ni par électoralisme que vous les aidez à réaliser cet objectif ».

### ENVIRONNEMENT

Selon les communistes

#### LE COMBAT POUR LE CADRE DE VIE S'IDENTIFIE A LA LUTTE DES CLASSES

« Ce n'est pas d'aujourd'hui que les communistes se préoccupent du cadre de vie des Français », a déclaré M. Pierre Juquin, membre du comité central du parti communiste, en présentant à la presse, le vendredi 1<sup>er</sup> octobre, la brochure intitulée Les Communistes et le cadre de vie, éditée par le parti. « Pour nous, la question du cadre de vie n'est pas une affaire de propagande et notre propos n'est pas de nous auto-légitimer », a déclaré M. Juquin. Le droit au logement, l'amélioration des transports, la couverture des autoroutes dans les zones urbaines, la lutte contre le bruit des avions et la protection de la Méditerranée, ainsi que l'extension des espaces verts, sont notamment les objectifs du « combat pour le cadre de vie ». « L'exploitation, pour le parti communiste, a la lutte des classes, c'est-à-dire à ce qu'il y a, selon nous, de plus fondamental en politique », a précisé M. Juquin.

### Paris

#### QUI DOIT ANNONCER LE PROGRAMME DE LA R.A.T.P. ?

M. Alain Giotteray (R.L.), rapporteur général du budget de la région Ile-de-France, trouve « prématurées » les déclarations de M. Jacques Deschamps, directeur général de la R.A.T.P., annonçant les prochaines réalisations de la Régie pour les années à venir.

« C'est au conseil régional, a-t-il déclaré, qu'il appartient de décider entre l'ensemble des opérations d'investissement (transports en commun, équipement routier ou autres). Quels sont les choix et le montant de sa participation financière ?... (Il revient sans doute à l'Assemblée régionale de mettre au point une politique de transports et de finances en partie les investissements nécessaires pour la Région, mais il était difficile à la Régie de suspendre toutes réflexions sur sa propre politique en attendant que les élus de l'Ile-de-France prennent des décisions. Par ailleurs, le plan d'entreprise mis au point par la R.A.T.P. se contente de donner la liste des propositions d'investissement faites par la Régie aux pouvoirs publics. Il n'a donc aucune valeur d'obligation. Enfin, le programme présenté par M. Deschamps concernait les grands travaux, qui trouveront leur aboutissement en 1977, sont les crédits dont ils ont besoin ».

## AUJOURD'HUI

### MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2-3-4 OCT. A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 2 octobre, à 6 heures, et le dimanche 3 octobre, à 24 heures.

La perturbation qui donnait encore des pluies samedi matin sur l'est et le sud de la France s'éloignera vers l'Allemagne et l'Italie. Une autre perturbation abordera la France dimanche, mais elle ne donnera pas de pluies. Ce n'est que dans la journée de lundi qu'il pleuvra de nouveau sur nos régions de l'Ouest.

Dimanche 3 octobre, le ciel sera très nuageux le matin et il y aura de nombreuses formations de brumes et de brouillard. Au cours de la journée, le temps deviendra variable. Les éclaircies qui se développeront seront généralement plus belles que celles de samedi, mais il y aura encore quelques averses sur les Alpes et en Corse. Les vents d'ouest à sud-ouest seront faibles, et les températures seront du même ordre que celles de la veille.

Samedi 2 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était : à Paris, Le Bourget, de 1 011 millibars, soit 753,3 millibars de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1<sup>er</sup> octobre, le second le minimum de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> octobre) : Ajaccio, 21 et 16 degrés ; Biarritz, 19 et 11 ; Bordeaux, 20 et 11 ; Brét, 18 et 11 ; Caen, 19 et 11 ; Clermont-Ferrand, 15 et 7 ; Dijon, 17 et 12 ; Grenoble, 15 et 13 ; Lille, 16 et 11 ; Lyon, 18 et 13 ; Marseille, 22 et 16 ; Nancy, 20 et 13 ; Nantes, 20 et 12 ; Nice, 21 et 13 ; Paris-Le Bourget, 21 et 13 ; Rennes, 19 et 12 ; Strasbourg, 18 et 14 ; Tours, 19 et 12.

### Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 2 octobre 1976 :

- DES DÉCRETS
  - Modifiant certaines dispositions d'application du régime du bénéfice réel agricole.
  - Modifiant le décret n° 75-842 du 8 septembre 1975 relatif à la réglementation de dépassement du plafond des dépenses de fonctionnement des services à l'appellation d'origine contrôlée.

## POLICE

Le Syndicat national autonome des policiers en civil appelle ses adhérents à observer, le 6 octobre, une « journée de réflexion ». Dès la prise de service, les policiers en civil déposeront auprès de leur chef de service leur médaille professionnelle et leur arme à feu. Pour cette manifestation, organisée à la veille de la journée d'action des syndicats ouvriers, les policiers en civil expriment leur mécontentement de la situation de leur corps et de leur rôle. Ils demandent la reconnaissance de leur statut de fonctionnaires et la suppression de la double peine infligée aux policiers en civil qui ne peuvent pas bénéficier de la retraite ni de la pension de retraite.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Halles  
75001 PARIS - CEDEX 05  
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
88 F 175 F 225 F 330 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE POSTALE  
188 F 335 F 425 F 530 F

ÉTRANGER  
(non passagers)  
L - BELGIQUE - LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
125 F 230 F 335 F 440 F

II - TUNISIE  
163 F 325 F 445 F 590 F

Par voie aérienne  
taxis sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en capitaux d'impédiments.

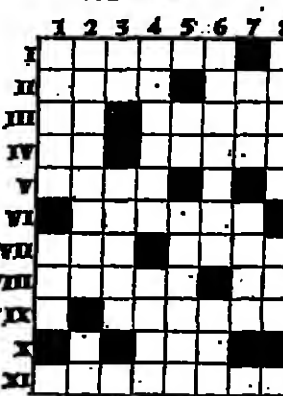
PRÉVISIONS POUR LE 3/10/76 DÉBUT DE MATINÉE



Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 17 degrés ; Amsterdam, 19 et 12 ; Athènes, 26 et 19 ; Berlin, 19 et 9 ; Bonn, 18 et 15 ; Bruxelles, 18 et 12 ; Les Canaries, 25 et 21 ; Coppenhague, 13 et 7 ; Genève, 18 et 12 ; Lisbonne, 22 et 13 ; Londres, 19 et 13 ; Madrid, 18 et 9 ; Moscou, 6 et 1 ; New-York, 16 et 16 ; Palma-de-Majorque, 23 et 16 ; Rome, 25 et 18 ; Stockholm, 10 et 2.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1577



HORIZONTALEMENT

I. Triomphante lorsqu'elle groupe les élus. Inspecté. II. Paralyse ses victimes. Savait rendre la plus subtile des manœuvres. III. Coule en France. Grave injure. IV. Abréviation. Complication la tâche d'un agent du recensement. V. Cours d'eau. Prouvait sa finesse. VII. Monnaie étrangère. Localité de France. VIII. Son régime est variable. Poindre. IX. Pureté et simplicité mises à la porte. X. Proféré naguère en se frappant la poitrine. XI. Non recommandée à certains névrosés.

VERTICALEMENT

1. Marche militaire. C'est ainsi et pas autrement. 2. Ouvrages

en planches : Point de départ d'une célèbre migration. 2. Terme musical. Vieux caractères. 4. Chères au cœur des orthodoxes. Évoque une conversion célèbre. 5. Ressource insuffisante pour un maniaque du suicide. Déconcomposées. 6. Affection partagée. Rayon. 7. Séduite. Sait donc ce qu'il veut. 8. Rarement noire par un simple mot. Abréviation. 9. Dormait avec ses sabots. Disparu. Son cœur est de glace.

Solution du problème n° 1576

Horizontalement

I. Divagation ; Oul. 2. Ré ; Lad. On ; Ro. III. Gué ; Ag. Sion ; Aid. IX. Eaux ; NE ; Op (P). Ina. V. Ont ; TS. Rign. VI. La ; Bouc ; Arce. VII. Id. ; TT. Fantôme. VIII. BOI ; Domino (voir ce mot) ; Sassa. IX. Ra ; Macre ; Er. X. Once ; Ne ; Ibère. XI. Masse ; Bat ; Leca. XII. Es ; Ussello. XIII. Maël ; Eveille. XIV. Usa ; Mèlo. XV. Singe ; Ecurevisse.

Verticalement

1. Gedler ; Menus. 2. Ignorant ; As ; Si. 3. But ; Ce ; Man. 4. Ur ; Bldons. 5. Léa ; Toto ; Carème. 6. Gnou ; Ré. 7. Al ; Bec-fin ; Bulle. 8. Pas ; Annanias ; Ac. 9. Idiot ; Nocturne. 10. Opus ; Évadé. 11. Non ; Groselle. 12. Rama ; Bail. 13. Allées ; Ecoles. 14. Urinée ; Serrail. 15. Jadas ; Paresse.

GUY BROUTY.

## AUTOMOBILE

### Les enseignements du 21<sup>e</sup> Mobil Economie Run

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — Harnachés et ignifugés, l'extincteur à portée de main, les pilotes du 21<sup>e</sup> Mobil Economie Run ont frôlé, mardi dernier, le ridicule. Les Aixois se souviendront d'une procession de véhicules bardés de calicots sportifs, houchant, au ralenti, dans leurs rues pendant plus de deux heures. La moyenne qui correspondait à 150 kilomètres-heure sur un circuit fermé, mais qui était trop faible pour que les résultats aient une réelle signification pour les consommateurs.

#### Les grosses cylindrées consomment trop en ville

Les consommations enregistrées ont néanmoins un intérêt : ce sont des valeurs minimales au-delà desquelles l'économie n'est pratiquement plus possible puis que les concurrents sont des spécialistes et que leurs véhicules, bien qu'étant strictement de série, ont fait l'objet de soins exceptionnels attentifs. Elles prouvent, d'autre part, que les véhicules les plus légers consomment le moins, ce que l'on savait déjà, mais aussi que l'écart entre les consommations routières et urbaines croît avec la cylindrée. On relève ainsi une consommation en ville supérieure de 25 % en moyenne à celle enregistrée sur la route pour les véhicules de moins de 6 CV.

Autre constatation, la percée des Japonais. Les Toyota ont surpris dans cette compétition jusqu'ici monopolisée par les Européens. La sobriété des 1000 et Corolla Liftback a été parti-

culièrement évidente lors du cycle urbain. C'est une qualité essentielle qui pèsera lourd lors du choix d'une seconde voiture.

Signalons enfin qu'une Fiat 127 « expérimentale » a remporté le grand prix de l'Automobile Club sasco-bienais décerné au véhicule présentant le meilleur rapport habitabilité-consommation. Il s'agit, en fait, de la Nuova 127 qui sera présentée au prochain Salon de l'Automobile. Comme avec sa RS GTL, Fiat réduit les coûts d'utilisation en modifiant les rapports de transmission. La démarche n'est pas nouvelle et ce n'est pas la panacée : elle est probante pour la nouvelle 128 et surtout pour la future 127, mais décevante en ce qui concerne la Berlina 128 et la 121 1600 S. Il n'empêche que la firme de Turin bouleverse actuellement son image de marque en s'attaquant sérieusement aux problèmes de la pénurie. Le temps du « vroom vroom » est bien fini.

MICHEL BERNARD.

\* RESULTATS : les chiffres entre parenthèses concernent les consommations aux 100 kilomètres en ville routier plus urbain.

Moins de 6 CV : 1. Audi 50 GL (4,55 et 5,43) ; 2. Fiat 127 (4,71 et 5,91) ; 3. Renault (4,85 et 5,87) ; 4. Toyota 1000 (5 et 5,75).

7 et 8 CV : 1. Fiat 128 Berlina (5,42 et 7,30) ; 2. VW Golf GTI (5,53 et 7,59) ; 3. VW Scirocco (5,77 et 8,14) ; 4. Audi 100 L (5,88 et 8,20).

12 et 16 CV : 1. Citroën CX 2400 (12,25 et 12,54) ; 2. Peugeot 604 SL (10,25 et 14,81).

Plus de 16 CV : 1. BMW 3.0 (10,57 et 14,79) ; 2. Chevrolet Corvette (13,10 et 18,33).

Classement final par points : 1. Fiat 127 expérimentale (4,55 et 5,97) ; 2. Audi 50 GL.

### Aménagement du territoire

● D E U X IMPLANTATIONS NOUVELLES À TOULOUSE. — MM. Marcel Cavalié, secrétaire d'Etat aux transports, et François Essia, délégué à l'aménagement du territoire, ont annoncé, récemment, à Toulouse, plusieurs implantations d'entreprises. La Caisse du bâtiment et des travaux publics a créé à Toulouse une antenne administrative pour ses services généraux. La firme Lagobax (informatique légère de gestion) installera à Narbonne une nouvelle unité de production.

### Circulation

● MEAUX-FRONTIÈRE ALLEMANDE PAR AUTOROUTE. — L'autoroute A-4 Paris-Metz sera ouverte à la circulation de Meaux jusqu'à la frontière allemande, en direction de Sarrebruck, à partir du 4 octobre.

La totalité de l'autoroute de l'Est Paris-Strasbourg sera mise en service le 20 novembre.

● LES NOUVEAUX CASQUES DES MOTARDS. — L'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.) dénonce le « décalage » entre la date de l'obligation du port du casque pour les deux-roues, de 1<sup>er</sup> octobre 1976, et celle de l'entrée en vigueur des nouvelles normes, qui obligera donc les motards à renouveler leur achat en 1976. Selon l'U.F.C., il s'agit là d'un « énorme gaspillage ». L'Union demande aux pouvoirs publics et aux fabricants de prendre en charge une partie du coût du premier casque « anciennes normes » à l'occasion de l'achat ultérieur d'un casque « nouvelles normes ».

## FAITS ET PROJETS

### Qualité de la vie

● UN ACCORD FRANCO-AMÉRICAIN sur le programme de coopération dans le domaine de l'environnement a été signé le 1<sup>er</sup> octobre par le ministre de la qualité de la vie et le responsable scientifique du service hydrométéorologique d'U.R.S.S. Il porte sur les années 1977 et 1978. Cet accord prévoit des rencontres annuelles ou trimestrielles entre les délégations des deux pays ainsi que des échanges d'informations, notamment sur la pollution de l'air, la protection et l'épuration des eaux, l'élimination des déchets solides et des gaz industriels, la pollution sonore et la protection de la flore et de la faune dans le milieu naturel. — (A.F.P.)

● LE PROJET DE CENTRALE NUCLEAIRE DU PELLERIN. — La centrale nucléaire envisagée au Pellerin, près de Nantes, en Loire-Atlantique, aurait à longue échéance une puissance de 5 900 mégawatts électriques.

● M. Michel Chauty, sénateur (non-inscrit), président de la commission « centrales électro-nucléaires » au conseil régional des Pays de la Loire, qui a présenté la maquette du projet, a précisé que cette centrale relèverait de la filière « eau ordinaire », technique uranium enrichi-eau pressurisée. Elle serait réalisée en quatre tranches indépendantes de 1 300 mégawatts environ, et les mises en service des deux premières tranches sont prévues pour 1983-1984.

● L'ALIMENTATION EN EAU DE MARSEILLE. — M. Gaston Defferre, député et maire de Marseille, a inauguré l'usine de traitement des eaux du

vallon Do. Installée dans la banlieue de la ville, elle pourra traiter jusqu'à 500 000 mètres cubes par jour, volume représentant la consommation actuelle de l'agglomération marseillaise. Il s'agit, a précisé M. Gaston Defferre, de la plus grande retenue urbaine du monde.

### Transports

● CENT PASSAGERS A BORD DE CONCORDE SUR WASHINGTON. — La capacité de Concorde sera mise à l'épreuve du 1<sup>er</sup> octobre sur la ligne Paris-Washington. Elle avait été limitée à quatre-vingts passagers lors de l'ouverture de cette liaison, le 24 mai dernier ; elle passera à quatre-vingt-dix passagers dans le sens Paris-Washington et à cent passagers dans le sens inverse. Sur les autres lignes d'Air France (Paris-Rio et Paris-Caracas), la capacité de l'avion supersonique est de cent passagers.

● LE FRANÇAIS SUR AIR CANADA. — L'usage du français dans les cabines de pilotage des avions de la compagnie Air Canada sera autorisé conformément au jugement de la Cour supérieure du Québec, qui a rendu par la Cour d'appel de Montréal, M. Claude Taylor, président de cette société nationale. La compagnie qui avait fait appel du jugement rendu par la Cour supérieure du Québec a décidé de se conformer aux termes de ce jugement. — (A.F.P.)

● D'AVANTAGE DE NAVIRES A LA CASSE. — Cinq millions cent mille tonnes de navires marchands (soit 2 millions 100 000 tonnes de plus qu'en 1974) ont été envoyées à la casse en 1975. En raison de la récession mondiale, et pour permettre l'entrée en service de nouveaux bâtiments sort des chantiers navals, rapporte l'agence maritime Lloyd's. Les pétroliers entrent pour 76 % dans ce total. Ces chiffres représentent un record. — (Reuter.)

Je paye 1.50



Journal de l'ISO

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LES RÉACTIONS A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN CONTRE L'INFLATION

### A L'ASSEMBLÉE DU CRÉDIT AGRICOLE

#### Passe d'armes entre MM. Bonnet et Debatisse

Deux débats ont dominé les travaux de l'Assemblée générale de la Fédération nationale du Crédit agricole, qui vient de s'achever à Strasbourg: l'un professionnel; l'autre politique. Le premier, interne, a vu les dirigeants des quatre-vingt-quatre caisses régionales poursuivre leur réflexion doctrinale sur le mutualisme. Des deux thèmes en présence, l'un favorable à l'élargissement du statut à des non-agriculteurs, l'autre en faveur d'un « approfondissement » de la démocratisation de l'institution, c'est le second qui l'a emporté.

Les congressistes ont également rappelé qu'ils souhaitent une définition du champ d'action du Crédit agricole fondée sur des critères « moins restrictifs » que la dénomination. En dépit des rigueurs de l'encadrement du crédit, il convient, selon eux, d'apporter des concours plus importants à l'agriculture, tout en finançant largement l'habitat rural, les collectivités publiques et les P.M.E., créatrices d'emploi dans les campagnes.

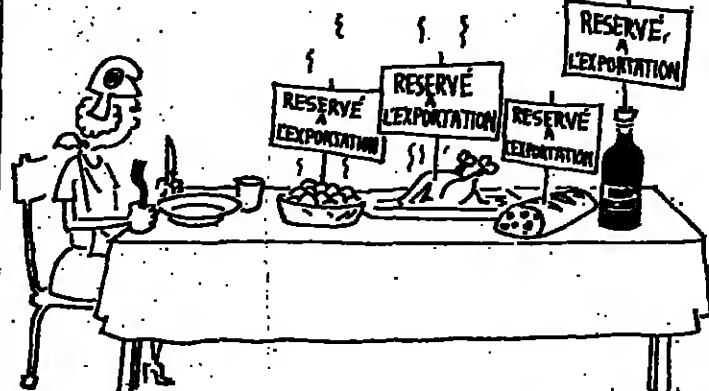
Le deuxième débat, plus vif, a opposé M. Michel Debatisse à M. Christian Bonnet. Le président de la Fédération des exploitants (F.N.S.E.A.) s'est, une nouvelle fois, enflammé pour protester contre le « mauvais procès » fait aux agriculteurs à propos de l'impôt-échange.

Les agriculteurs sont « meurtris, traumatisés », a-t-il dit: par les critiques qu'on leur adresse; d'autres secteurs, l'électronique, les transports ferroviaires, sont, eux aussi, subventionnés par les contribuables et n'encourent pas de critiques. Poussant plus loin, M. Debatisse a reproché au gouvernement d'avoir « piégé », à cette occasion, les agriculteurs.

La réplique de M. Bonnet a été nette: « Le procès d'intention fait à cette tribune, a-t-il dit, le la ruse au plan personnel et au plan gouvernemental. L'aide exceptionnelle aux exploitants est justifiée en raison de la baisse du revenu paysan depuis trois ans. Mais les critères ne comprendraient pas qu'elle ne soit pas très sélective et réservée à ceux qui en ont réellement besoin. Autre pique: le Crédit agricole ne doit pas profiter des privilèges qui lui sont consentis par l'Etat, pour favoriser des clients qui n'en ont pas besoin, et engager des dépenses de prestige (allusion qui visait le voyage des congressistes en Autriche, après l'assemblée générale).

Il n'a échappé à aucun des auditeurs que le ton du débat confirmait un refroidissement des relations entre le gouvernement et la centrale paysanne.

ALAIN GIRAUDO.



(Dessin de KONE.)

### Les partis de gauche participeront à la journée de grève du 7 octobre

Le comité de liaison mis en place entre les partis signataires du programme commun a décidé, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, de soutenir la journée de grève et de manifestations prévues pour le 7 octobre. Communistes, socialistes et radicaux de gauche désignent des « délégations représentatives » pour participer aux manifestations et demander à leurs militants de « contribuer activement au succès de cette journée ».

Dans une déclaration, le comité de liaison a rappelé l'analyse critique du plan Barre faite par les partis de gauche. Il ne doit pas y avoir de terrain d'exception, a expliqué M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat du P.S.

Le P.C.F. a confirmé son opposition à de telles actions dans les entreprises en faisant valoir que, « s'il est présent dans de nombreuses usines, ce n'est pas le cas des autres formations de gauche ».

## A L'ÉTRANGER

### En Italie

#### M. Andreotti annonce des mesures d'exception pour s'opposer à la chute de la lire

- Taux d'escompte porté de 12 % à 15 %
- Taxe de 10 % sur les achats de devises

De notre correspondant

Rome. — Des mesures exceptionnelles ont été annoncées, le vendredi 1<sup>er</sup> octobre, par le gouvernement italien, pour mettre un frein à la chute de la lire, dont la situation ne cessait de se dégrader depuis quelques jours. Le dollar, qui valait 840 lire il y a un mois, a atteint maintenant la cote 873. La monnaie italienne s'est ainsi dévaluée de 3,6 % en septembre (contre 5,8 % pour la livre sterling).

Vendredi soir, le président du conseil, M. Giulio Andreotti, a fait une longue intervention télévisée pour expliquer la gravité de la crise et expliquer à ses concitoyens les mesures retenues: relèvement des 3 points du taux d'escompte qui passe de 12 à 15 %; obligation aux exportateurs de convertir immédiatement en lire 50 % — et non plus 30 % — du montant de leurs ventes à l'étranger; enfin, institution pen-

« l'optimisme inconscient », qui aurait régné ces dernières semaines en Italie, et continuer de s'opposer aux « expédients ». Avant de relever de nombreux prix, comme s'approprie à le faire le gouvernement, il faudrait, selon le P.C.I., étudier les raisons du déficit public et engager une sérieuse réforme de l'économie nationale.

En matière de prix, le président du conseil a prévenu ses concitoyens qu'ils devaient s'attendre à de nombreuses augmentations. Ce sera le cas en particulier pour les tarifs du chemin de fer des postes, du téléphone et de l'électricité. Dès ce samedi 2 octobre, les cigarettes et le tabac rucheront ainsi que le gas-oil et divers autres dérivés du pétrole. Le prix de l'essence, en revanche, est maintenu, du moins pour le moment.

### LA CHUTE DE LA LIRE EN UN AN

1 000 lire	1 <sup>er</sup> oct. 1975	Fin 1975	1 <sup>er</sup> oct. 1976	Baisse en un an
A New-York	1,45 dollar	1,46 dollar	1,34 dollar	- 21,3 %
A Francfort	3,87 DM	3,84 DM	2,79 DM	- 27,9 %
A Paris	6,81 F	6,53 F	5,67 F	- 14,2 %

dant deux semaines d'une taxe de 10 % sur les achats de devises.

Cette dernière mesure promulguée par décret aura pour conséquence de « geler » provisoirement le marché des changes. On en attend beaucoup, et d'ailleurs les nouvelles en provenance de New-York, vendredi soir, étaient positives: le dollar était coté à 855 lire. Mais, c'est surtout lundi à la réouverture du marché des changes que l'on évaluera l'efficacité des mesures gouvernementales.

Avant d'annoncer son plan d'urgence, M. Andreotti avait consulté les syndicats et les partis politiques, et obtenu notamment l'appui des communistes. Ceux-ci reconnaissent le caractère indispensable des mesures adoptées; ils critiquent néanmoins

ROBERT SOLÉ.

## HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL EN AOUT (EN %)

	EN 1 MOIS (août 1976 comparé à juillet 1976)	EN 6 MOIS (août 1976 comparé à février 1976)	EN 1 AN (août 1976 comparé à août 1975)
ENSEMBLE	0,7	4,6	9,5
ALIMENTATION	1,8	4,7	10,1
Produits à base de céréales	4,3	7,5	11,5
Vin de consommation	0,5	2,5	9,4
Porc et charcuterie	1	6,9	11,9
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	0,7	1	5,3
Produits de la pêche	0,9	4,2	9,7
Lait, fromages	2	5,3	9,3
Œufs	0,4	1,9	2,5
Corps gras et beurre	0,9	1,6	2,9
Légumes et fruits	0,7	3,1	9
Autres produits alimentaires	0,6	3,4	7,1
Boissons alcoolisées	0,3	5,1	9
Boissons non alcoolisées	5,2	13,8	25,5
PRODUITS MANUFACTURÉS	0,3	3,7	7,4
1) Habillement et textiles	0,3	3,1	8,2
2) Autres produits manufacturés	0,4	3,9	7,1
SERVICES	0,7	6,1	12,3
Services relatifs au logement	0,2	5,5	13,7
Loyers	0,2	5,2	10,4
Solaires personnels, soins de l'habillement	1,2	6,3	11,1
Services de santé	0,5	4,5	9,3
Transport publics	0,5	4,8	11,5
Services d'entretien de véhicules, garages	1,3	7,2	12,4
Hôtels, cafés, restaurants, cautions	0,8	6,7	12,9
Autres services	3,1	5,7	12

### LA C.F.T.C. N'EXCLUT PAS UN « CLASH » AVEC LE GOUVERNEMENT

La C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. se félicitent, dans une déclaration commune, de l'écho rencontré parmi les travailleurs de toutes catégories par leur appel à une journée nationale de grève et de manifestations le 7 octobre, pour protester contre le plan Barre.

Pour sa part, la C.F.T.C. a estimé, lors d'une conférence de presse tenue vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à Paris, que le mouvement du 7 octobre était avant tout « politique » et a, en conséquence, refusé de s'y associer. M. Jean Bernard, secrétaire général de la centrale chrétienne, n'a cependant pas exclu la possibilité d'un « clash » avec le gouvernement si la politique contractuelle était remise en cause.

Des nuages s'accumulent à nouveau sur la sidérurgie européenne, dont la situation commence à se dégrader. L'annonce par le groupe Ispat-Saatchi-Sollac d'importantes mesures de réduction technique du 30 septembre 1976 a donné le signal d'alarme. De l'autre côté du Rhin, le président de la Fédération allemande de l'acier, M. Dieter

Spethmann, également président de Thyssen, a qualifié de « crise dans la crise » la situation où se trouvent les aciéries de son pays. « Le marché intérieur est pratiquement mort », souligne l'un de ses collègues. Les usines de la Sarre annoncent à leur tour des mesures de chômage partiel, et celles de la Ruhr ne tarderont pas à en faire autant.

## HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL EN AOUT (EN %)

A la fin de 1975, l'amélioration de la conjoncture mondiale entraîne une reprise confirmée au premier semestre 1976, notamment pour les produits plats (prospérité dans l'automobile et l'industrie aéronautique). Pour les produits longs, le phénomène fut moins net; utilisateurs et négociants procédèrent à la reconstitution de leurs stocks à l'heure actuelle. Ils effectuèrent même des achats par anticipation, tablant sur une reprise dans les industries d'équipement et sur une hausse concomitante des prix.

Malheureusement, la situation n'a pas évolué suivant leurs prévisions. L'activité reste faible, notamment dans l'équipement et le bâtiment; de sorte que la demande en produits longs se trouve avoir dépassé la consommation réelle, les stocks redevenant excédentaires. Pour les prochains mois, les perspectives ne sont guères brillantes, en raison des plans nationaux de lutte contre l'inflation. Les sidérurgistes souhaitent que le mouvement continue pour les produits plats mais s'inquiètent des effets de la surtaxation fiscale sur les achats d'automobiles. Quant au marché des tôles fortes, le marasme continue à y régner: la construction navale est en crise (des centaines de pétroliers sont désarmés, dans les fjords norvégiens et ailleurs) et la demande d'équipements lourds reste faible.

### La percée japonaise

Comble d'infortune pour les Européens, le menace de la concurrence japonaise s'aggrave. Les sidérurgistes du Soleil-Levant étaient déjà très actifs ces dernières années, au point que les autorités communautaires avaient dû négocier avec eux un accord de limitation des livraisons, peu respecté d'ailleurs en raison de dissidences au sein du groupe des sidérurgistes japonais. Ils le sont devenus encore plus depuis le début de cette année, accentuant leur pression sur les marchés de grande exportation aux dépens des

Européens, dont la part est tombée, de 1974 à 1976, de 50 % à 30 % (celle du Japon s'élevait au contraire de 50 % à 70 %).

Les sidérurgistes nippons ont fait porter leur offensive sur les marchés de la périphérie de la C.E.E. multipliant leurs livraisons par 3,8 en Suède, par 11 en Suisse, par 30 en Espagne, notamment dans le secteur des produits longs et des tôles en acier inoxydable. Cette politique a permis à la sidérurgie japonaise de compenser un fléchissement de 27 % de son marché intérieur par une augmentation de 30 % de ses exportations, passées, en deux ans, de 2 à 2,7 millions de tonnes par mois (les importations japonaises étant, elles, pratiquement inchangées: 78 000 tonnes pour toute l'année 1975).

La levée de bouclier est donc générale chez les sidérurgistes européens. Certains, prenant exemple des États-Unis, réclament des mesures de rétorsion, accusant les Nippons de pratiquer des prix « destructeurs ». A tout le moins, ils estiment que la Commission de Bruxelles devrait ouvrir à nouveau des négociations avec les industriels japonais pour endiguer le raz-de-marée. Ils y voient l'occasion rêvée pour accélérer la mise au point du dispositif anti-crise, cher aux instances communautaires, et qu'on juge trop lente, à Paris notamment.

FRANÇOIS RENARD.

LE DÉSÉQUILIBRE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA FRANCE ET ISRAËL qui s'était amorcé au deuxième semestre 1975 s'est accentué au cours des six premiers mois de cette année. Israël a exporté vers la France pour 371 millions de francs de marchandises entre janvier et juin (+ 7,5 % par rapport à la même période de 1975), alors que ses importations ont atteint 342 millions de francs, en baisse de 11 % par rapport à la même période de l'année dernière.

# PRESENTATION MONDIALE DE LA FOURRURE 76-77

ouvert tous les jours de 10h. à 20h.  
dimanche 3 octobre compris.

Défilé de mannequins chaque jour à 15h

## HOTEL GEORGE V

31, Avenue George V  
(Champs-Élysées)



# LA VIE ÉCONOMIQUE

## COLLOQUES ET CONGRÈS

### L'ALLIANCE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE DÉCIDE DE MIEUX COORDONNER SES ACTIVITÉS

Le vingt-sixième congrès de l'Alliance coopérative internationale, que M. Giscard d'Estaing avait inauguré le 28 septembre, a terminé ses travaux le 1<sup>er</sup> octobre. Il a adopté quatre résolutions présentées par son comité central sur la paix, sur un programme à long terme sur la coopération entre les coopératives et sur la presse coopérative et cinq motions présentées par les organisations membres sur les substances non alimentaires, l'habitation, le tourisme et les loisirs, la sécurité en Europe et les femmes.

Dans son programme à long terme, l'Alliance coopérative internationale a décidé d'accorder « une importance primordiale à une planification et à une coordination meilleures, à une prévision et à un contrôle plus rigoureux » de ses propres activités et de celles de ses organisations membres. D'autre part, l'A.C.I. ouvrira une collaboration plus poussée, à la fois commerciale et idéologique entre les différentes formes de coopératives.

Le vingt-septième congrès de l'A.C.I. se tiendra en 1980 à Moscou.

• AU JAPON, la hausse des prix est de 0,8 % en août par rapport à juillet. En un an, le coût de la vie a augmenté de 9,2 %.

## FAITS ET CHIFFRES

• SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUSSON va installer dans son usine d'Aniche, près de Douai, une ligne de « float-glass » d'une capacité de 550 tonnes par jour. Mis en service à la fin de 1978, ce float-glass sera la troisième installation française de ce type après celle de l'Oise et celle de Boussois dans le Nord. L'usine d'Aniche (mille cent personnes) est spécialisée dans la fabrication du verre à vitre qui est progressivement remplacé par le verre « float ».

Le float-glass d'Aniche a subi, subit, donc à l'installation actuelle. Les équipements complémentaires de l'usine implémenteront un investissement de l'ordre de 130 millions de francs. (Corresp.)

• OCCUPATION SURPRISE DE L'UNION AMTCC A NANTERRE — Sur l'initiative de la C.G.T., un groupe d'environ quatre-vingt ouvriers des usines AMTCC (machines-outils) de Villeurbanne et de Chassieu (Rhône), occupé le jeudi 30 septembre, les locaux de l'établissement de Nanterre (Hauts-de-Seine), fermé depuis octobre 1975, et dont les deux cent cinquante salariés ont été licenciés. Cette action vise à la remise en marche des trois usines, celles de la banlieue lyonnaise (trois cent cinquante salariés) ayant été évacuées le 11 août dernier après leur fermeture consécutive à la prise de contrôle de la société AMTCC par le groupe américain Litton.

• EN ITALIE, LES HEURES DE TRAVAIL PERDUES POUR CAUSE DE GREVES, au cours des sept premiers mois de 1976, se sont élevées à 120 806 000, en diminution de 12 444 000 heures (- 9,4 %) par rapport à la période correspondante de 1975. (A.F.P.)

(Publicité)  
ASSOCIATION UNIVAS/BOASE MASSIMI POLLITTI EN ANGLETERRE

Univas et Boase viennent de s'associer en Grande-Bretagne pour la mise en œuvre d'un projet de coopération avec des entreprises nationales de grande qualité. Univas est une société britannique spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes de gestion d'entreprise. Boase est une société britannique spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes de gestion d'entreprise.

# LA SEMAINE FINANCIÈRE

## SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

### Ruée sur le deutschemark Forte baisse de la livre et du franc

Compte tenu de l'approche des élections allemandes et de l'allure de la livre, la semaine promettait d'être agitée sur les marchés des changes. Elle l'a été, en vérité, avec une hausse sensible du DEUTSCHEMARK, une progression non négligeable du FRANC SUISSE et une baisse profonde du STERLING, de la LIRE et du FRANC FRANÇAIS.

Lundi, l'attention des opérateurs se portait sur la LIRE qui, dès l'ouverture des transactions, voyait sa cote s'écrouler. Mardi fut un jour noir pour la devise britannique dont les cours s'effondrèrent littéralement sur toutes les places. En quelques heures, le cours du STERLING revenait de 1,68 à 1,20 dollar tombant à 1,00 F à Paris. La Banque d'Angleterre dé-

clina légèrement à la veille du week-end.

La chute du STERLING a eu pour conséquence de rallumer la spéculation de la hausse sur le DEUTSCHEMARK. Les détenteurs de LIVRES, en effet, ont logiquement troqué cette devise faible contre les deux monnaies les plus fortes du système monétaire international : le FRANC SUISSE mais surtout le DEUTSCHEMARK. A quelques jours des élections allemandes, ces achats importants ne pouvaient que relancer les spéculations à la réévaluation de la devise ouest-allemande et de l'autant qu'un important institut économique allemand a recommandé cette opération. Une fois encore, le DEUTSCHEMARK a

Les monnaies faibles du « sept » européen n'ont pas été les seules à souffrir de la hausse du DEUTSCHEMARK. La LIRE ITALIENNE et le FRANC FRANÇAIS ont également été fortement touchés par ce mouvement. C'est en effet, un des conséquences, maintes fois vérifiées, du système des changes flottants : la hausse d'une devise s'exerce surtout au détriment des devises les plus faibles, les opérateurs tentant de jouer l'écart existant. Le FRANC FRANÇAIS a donc fortement fléchi, sa baisse s'accroissant à compter de mercredi jusqu'à la veille du week-end.

Le redressement du FRANC, qui avait suivi la nomination de M. Raymond Barre comme premier ministre, aura donc été de courte durée : la situation de la monnaie française apparaît de nouveau bien fragile. En fait, tout semble indiquer que les opérations internationales sont susceptibles de plan de lutte contre l'inflation. La fraîcheur de l'accueil qui lui a été réservé, l'annonce d'une journée nationale d'action des syndicats pour le 7 octobre, les déclarations de M. Chirac, la division qui semble s'installer au sein de la majorité, sont autant d'éléments qui incitent les opérateurs à la méfiance. Le dollar, en tant que cambiste à l'issue de ses cinq séances, a : « Je ne sais pas si notre pays rejoindra le peloton de tête des nations industrielles au milieu de 1977. Ce que je sais, c'est que notre monnaie a d'ores et déjà rejoint celui des monnaies malades... » Tout semble effectivement indiquer qu'il en est bien ainsi, et face à cette délicate la politique d'argent cher menée par la Banque de France paraît pour l'instant inefficace. Il est vrai que, dans les circonstances présentes, l'intervention de l'institut d'émission sur le marché, à moins d'être massive et continue, serait sans doute sans grands effets.

Sur le marché de l'or de Londres, le cours de l'once de métal précieux s'est effondré, pour revenir à 118,25 dollars (contre 119,00 dollars le vendredi précédent).

PHILIPPE LABARDE.

### Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Monnaie	Unité	Monnaie	Unité	Monnaie	Unité	Monnaie	Unité
London	£	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
New-York	\$	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Paris	F	100	100	100	100	100	100	100
Zurich	S	100	100	100	100	100	100	100
Frankfurt	M	100	100	100	100	100	100	100
Breuxelles	B	100	100	100	100	100	100	100
Amsterdam	g	100	100	100	100	100	100	100

# ANNONCES CLASSEES

## L'immobilier

### locations non meublées Offre

**Région parisienne**  
Garges-Meuses - F4 69 m2, 4 étages, ch. gaz, 90 F. 46-55-74.  
11ème arrondissement, 11 pièces, garage, gare R.E.R. Fontenay-Saint-Cloud, 1300 F/mois + reprise. Ecr. 47444 M. REGIE-PRESSE.  
85 bis, rue Réaumur, Paris-2

### locations non meublées Demande

**Région parisienne**  
Pour Société entrepreneur, ch. villes, pavillons, pour CADRES.  
Durée 2 à 6 ans - 283-57-02.

### appartements vente

**Paris Rive gauche**  
M<sup>o</sup> LOURMEL IMMOBILIER  
Etag. élév. 11, 3 ch., s. de b., salle d'eau, 2 wc, cuis. équipée. T. 14. Paris, L. 80-45-92.

**CHILLY-MATIGNAN**  
De rénov. av. piscine, tennis 5 DCS, excell. état avec cave, 220.000 F. - T. 90-30-84.

**pavillons**  
Particulier vd pavillon F4, dispo. pour 100.000 F. - T. 90-30-84.

**maisons de campagne**  
100 KM OUEST  
De Paris, maison campagne, 3 ch., piscine, terrain 10.000 m2, 110.000 F. - T. 90-30-84.

**villas**  
LA VARENNE  
BORDS DE MARNE  
CUIVRE, RESIDENTIEL, 100 m2, 110.000 F. - T. 90-30-84.

**fermettes**  
ETANGS-LA VILLE  
110 m2, 110.000 F. - T. 90-30-84.

**SUD LUBERON**  
FERME ANC. Restaurée, tout confort, 200 m2, 110.000 F. - T. 90-30-84.

**chalets**  
Abri pour skieurs pour groupes jusqu'à 100 personnes, 110.000 F. - T. 90-30-84.

**fonds de commerce**  
EVREUX, vend. BOUTIQUE  
P. PORTER, 110.000 F. - T. 90-30-84.

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE

### Tension

Une certaine tension s'est manifestée en fin de semaine, un peu avant la publication de la semaine de la Banque de France à relever la barre à 9 3/4 sur le marché de l'argent au jour le jour. Mais, l'hédonisme n'a pas empêché de mois, des sorties de billets et de la « tombée » d'effets antérieurement achetés par l'institut d'émission, les disponibilités en espèces, relativement abondantes, elles se sont réduites à un peu moins après le rétablissement des réserves obligatoires sur les concours des banques à hauteur de 0,50 %, ce qui réduira d'environ 3 milliards de francs les liquidités et portera à près de 10 milliards de francs l'ensemble des réserves constituées sans intérêt par les établissements financiers de la Banque de France. Une telle mesure a deux objectifs : renforcer le contrôle des liquidités, de 12 % à 10 %, et pour le crédit à court terme, l'expansion, de 16 % à 12 %.

Bien qu'on leur ait affirmé que ces mesures n'apporteraient guère de changements aux banques, la prudence, pour les crédits encadrés, elles impliquent que les utilisateurs ne pourront réclamer que le solliciter de façon irrégulière pour ajuster leur position.

L'événement de la semaine a été la publication des normes de progression du crédit, que le gouverneur de la Banque de France, M. Clappier, commenta mercredi après-midi devant le Conseil national du crédit après que le Journal officiel les eut fait paraître en extenso le matin même.

Après le rétablissement des normes de progression de modifications à l'état de choses existant. La progression, déterminée pour toute l'année 1977 et non plus pour un semestre, reste fixée à 5 % pour les grands établissements (la barre étant portée de 2 milliards de francs de situation mensuelle à 6 milliards de francs de concours soumis à encadrement).

Pour les établissements moins importants, on revient de 9 % à 8 %, pour le crédit à la consommation, de 12 % à 10 %, et pour le crédit à court terme, l'expansion, de 16 % à 12 %.

Bien qu'on leur ait affirmé que ces mesures n'apporteraient guère de changements aux banques, la prudence, pour les crédits encadrés, elles impliquent que les utilisateurs ne pourront réclamer que

l'augmentation en volume (4,8 % pour 1977), l'augmentation des prix (3 % pour l'année complète) n'étant pas prise en compte. Or il semble que les grandes banques aient atteint leurs plafonds, et ne disposent plus des reports d'encadrement encore abondants ces derniers mois. Particulièrement P.M.E. risquent donc d'être touchés (pour les particuliers, c'est déjà fait).

Les grandes entreprises le savent moins, car la réduction de leurs investissements sous leur trésorerie. Tout en prévoyant au cours des prochains mois, certains banquiers estiment qu'un décalage de la demande de crédits pourrait faire baisser la tension en 1977, aussi bien dans l'industrie que dans l'immobilier, dont la crise pourrait s'aggraver. Le retour à une progression de 12,5 % de la masse monétaire ne s'effectuera pas sans douleur.

Restent, bien entendu, les crédits à moyen et long terme à l'exportation, totalement désemparés et sur lesquels la concurrence est sauvage entre les établissements.

F. R.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Fermeté des textiles et des denrées

**MÉTALUX.** — Le marché du coton a connu une tendance plus haussière cette semaine à Londres où les réactions européennes à la participation des pays consommateurs au financement des stocks réguliers. Enfin, la Bolivie, s'alignant contre les avances consenties par le Conseil aux pays consommateurs, a obtenu un engagement de l'équilibre au sein du même Conseil afin que les producteurs aient un poids plus lourd.

**TEXTILES.** — Une nouvelle flambée de hausse a porté les cours de la laine vers de nouveaux sommets, due aux ventes aux enchères australiennes et britanniques, la demande est demeurée très présente et émanant essentiellement d'acheteurs européens et japonais.

**DENRÉES.** — Le mouvement de baisse a été interrompu sur le sucre d'origine des producteurs en l'épave, progressant sur les différentes places internationales. L'icht a publié sa deuxième estimation de la récolte européenne qui atteindra 20,8 millions de tonnes dont 16,8 millions de tonnes pour l'Est et 14,0 millions de tonnes pour l'Ouest. La production du Marché commun s'élève à 9,9 millions de tonnes contre 10,5 millions de tonnes dans la précédente évaluation. Cible a annoncé une baisse de 25 % sur les prévisions de la prochaine récolte, et ce en raison de la sécheresse. Observons également qu'au Mexique, la dévaluation du peso a amené les producteurs de ce pays à augmenter le prix de la canne de 107 %. Aux U.S.A., les planteurs affirment que ne pas les empêcher de cesser de cultiver la betterave, dont le prix du rendement est de 17 cents, et de fermer des usines, à Londres et à New York, les prix du sucre sont demeurés fermes et une sensible anticipation s'est dessinée à Paris. Les producteurs demandent un relèvement des prix de base du nouvel accord international négocié l'an dernier et entrent ces jours-ci en vigueur. Tout laisse penser que la récolte principale sera cette année mauvaise, et l'estimation de la récolte mondiale 1976-1977 à 144 000 tonnes, soit 20 000 tonnes de moins qu'en 1975-1976.

### emploi régionaux

**FIJALIE FRANÇAISE**  
(groupe multinational)  
CA : 100 millions de F.  
Siège social : Est de PARIS

**RECHERCHE TECHNIQUE-COMMERCIAL**  
Niveau supérieur

• Il sera chargé de la prospection, de la conduite d'essais, et de la vente de nos fabrications (matériel industriel hautement spécialisé) dans les industries chimie, pharmacie, métallurgie, etc.

• Nous recherchons excellent vendeur, 25 ans min. Format technique. Av. 4 à 5 années d'expérience de vente de biens d'équipement industriel.

• Efficacité, dynamisme, initiative, esprit d'équipe, haute moralité, seront les qualités premières de ce collaborateur direct de la direction commerciale et technique au sein d'une équipe d'une dizaine d'ing. technico-commerciaux.

• Ce poste exige de fréquents déplacements, essentiellement en FRANCE.

• Allemand apprécié. Adr. C.V. manuscrit et détaillé avec photo et prétentions, 3 r. 7435, « Le Monde » Publicité, S. r. des Italiens, 75071 Paris-1.

**villégiatures**  
CANNES. Croquette. Locations meublées. Ecr. Dufour, 93, bd E. Gaspard.

**secrétaires**  
Secrétaire de direction

**QUARTIER CHAMPS-ÉLYSÉES**  
UN DIRECTEUR D'UN HOLDING DE DIMENSION INTERNATIONALE recherche

**SECRÉTAIRE particulière**  
Agée d'au moins 25 ans, STENO-DACTYLO CONFIAIRE, sachant bien rédiger, connaissance des affaires appréciable, capable d'assister efficacement (déplacements, réception, absence d'obligations familiales strictes). Excellente présentation - Libre rapidement.

Adresser cur. vitae, présent et photo à n° 78.551, CONTEXSS Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

**GARE DE LYON APPART.**  
110 m2, caractère, étage élevé, T. 1. samedi-dim. : 34-40-55.

**Région parisienne**  
CHATOU. Résidentiel près RER 2 pièces, cuisine, bains, dressing, part. ét. meublé, 100.000 F. 240.000, RHODES, 928-19-25.

JP 11-62 150







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
2. DIPLOMATIE
- 2-3. EUROPE
- PORTUGAL : les administrateurs militaires de la télévision sont démis de leurs fonctions.
3. AMERIQUES
- 4-5. PROCHE-ORIENT
6. POLITIQUE
- Le Moussa va préparer un manifeste municipal pour la majorité.
6. MEDICINE
- Les Espagnols de Bichot.
6. SCIENCES
7. RELIGION
- LIBRES OPINIONS : « Pour la convocation d'un concile national », par Pierre Debray.
- 6-7. EDUCATION
- 13-20. WALLONIE, TERRE ROMAINE

### LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 9 A 12 ET 21-22

AU FIL DE LA SEMAINE : Violences et télévison, par Pierre Vianon-Ponté.

LETTRES DE TANGER : La ville a répudié sa légende.

L'HISTOIRE : par Jean-Marie Mayeur : Education et société dans la France moderne.

RADIO-TELEVISION : Benetton de professionnels autour du petit écran.

23. JUSTICE
23. CATASTROPHE
- A Merlebach, les syndicats mettent en cause la responsabilité de la direction.
23. FAITS DIVERS
- L'affaire des pseudo-« Brigades rouges ».
23. SPORTS
- 24-25. ARTS ET SPECTACLES
26. EQUIPEMENT ET REGIONS
- 27-28. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
- Les réactions à la mise en œuvre du plan contre l'inflation.
- En Italie, M. Andreotti annonce des mesures d'exception pour s'opposer à la chute de la lire.
- 28-29. LA SEMAINE FINANCIERE

### LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (10 à 12)

Annouces classées (26) : Aujourd'hui (26) ; Carnet (12) ; « Journal officiel » (26) ; Médiologie (26) ; Mots croisés (26).

### Au sommaire du supplément

### EUROPA

publié dans

## Le Monde

de lundi

(daté 5 octobre)

- Une interview de M. Lawrence Klein, conseiller économique de M. Jimmy Carter.
- Un article d'André Fontaine : « Défendre l'Occident ».
- Les mésaventures d'un carrel entre deux chaises.
- Une étude sur les grands groupes industriels européens.

Le numéro du « Monde » daté 2 octobre 1976 a été tiré à 579 233 exemplaires.

GRANDE  
**FOIRE  
D'AUTOMNE  
A LA  
BROCANTE  
ET AUX JAMBONS  
DE  
CHATOU**  
1 AU 10  
OCTOBRE

A B C D E F G H

## A Manille

### Les réunions monétaires s'ouvrent en pleine crise des changes

Une fois de plus, l'assemblée générale des membres du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, qui se tient cette année du 4 au 8 octobre, à Manille, s'ouvre à un moment où une grande confusion règne sur les marchés des changes, faisant peser de graves menaces sur plusieurs monnaies, et par conséquent sur plusieurs économies (britannique, italienne, française).

C'est en Europe occidentale que se joue actuellement la principale partie monétaire. A la veille des élections allemandes, la spéculation a une éventuelle dévaluation du deutschemark au sein du petit « serpent » (comprenant, outre la devise allemande, le franc belge-luxembourgeois, le florin néerlandais, la couronne danoise et, à titre d'associé, les couronnes suédoise et norvégienne) s'est encore exacerbée. Elle a eu pour effet d'affaiblir non seulement les principales monnaies liées au deutschemark, franc belge et florin en tête, mais aussi la lire italienne et le franc français, tandis que la livre, après la tempête qu'elle avait essuyée au début de la semaine, connaissait un répit.

La baisse du dollar à Francfort et sa tendance à monter sur les autres places ont suscité, vendredi, de très fortes tensions. Le gouvernement italien, pour sa part, a dû réagir d'urgence. Le président du conseil a annoncé, vendredi soir (voir page 27, l'article de Robert Solé), un certain nombre de mesures exceptionnelles, comportant notamment l'élévation du taux d'escompte au niveau de crise de 16 % et l'instauration pendant quinze jours d'un impôt de 10 % sur les achats de devises, ce qui équivaut à une dévaluation du même montant de la devise italienne. Pour donner une idée de la fièvre qui s'était emparée des marchés, signalons que, vendredi, les opérateurs empruntaient à un mois sur l'euro-marché le franc belge au taux de 39 % et le florin au taux de 30 %, les devises en question étant immédiatement vendues dans l'attente que d'ici au remboursement de l'emprunt elles seraient dévaluées. A Paris, le dollar est monté à 4,9585 F.

Les ministères des finances des principaux pays concernés par la nouvelle crise n'auront pas l'occasion d'être interrogés, à Manille, sur leur politique et leurs intentions, car la plupart d'entre eux ont renoncé à y rendre. En ce qui concerne la France, il s'agit d'une décision prise il y a quelques semaines : M. Raymond Barre, qui est aussi ministre des finances, et le ministre délégué, M. Michel Durand, ont mieux à faire à Paris, puisque c'est mardi 5 octobre que le premier ministre doit présenter, devant l'Assemblée nationale, le budget et le programme de lutte contre l'inflation qui l'accompagne. La délégation française à l'Assemblée générale du F.M.I. et de la Banque mondiale sera dirigée par M. Bernard Clappier, gouverneur de la Banque de France. Retenu par les élections, le ministre allemand des finances, M. Hans Apel, n'est pas non plus à Manille, pas plus que M. Denis Healey, chancelier de l'Echiquier, qui a prêté, au dernier moment, à Londres, pour suivre la crise de la livre. Le ministre des finances japonais sera, lui aussi, absent.

### Les décisions attendues

Les seules décisions proprement dites qui seront prises à Manille porteront sur le renouvellement des présidents de différents groupes de travail qui, à des titres divers, gravitent autour du Fonds et de la Banque mondiale. Au comité de développement, M. Henri Konan Bédié (ministre des finances de la Côte-d'Ivoire) pourrait être remplacé par M. César Virata, secrétaire philippin aux finances, tandis qu'au comité intérimaire (composé de vingt membres, et au sein duquel sont prises les décisions que le F.M.I. avallie par la suite) la présidence de M. Willy de Clerk sera assurée, à moins que celui-ci, comme on le craint, ne renonce à se représenter. Enfin, M. Rinaldo Ossola, ancien sous-gouverneur de la Banque d'Italie, devenu ministre du commerce extérieur du nouveau gouvernement, serait remplacé.

## LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT

### Moscou propose la reprise rapide des travaux de la conférence de Genève

De notre correspondant

Moscou. — Les Soviétiques ont, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, adressé aux Etats-Unis, à l'Egypte, à la Syrie, à la Jordanie, à l'Israël et à l'Organisation de libération de la Palestine une nouvelle proposition de règlement du conflit du Proche-Orient. Elle rappelle beaucoup celle qui était contenue dans une déclaration du 28 avril du gouvernement d'U.R.S.S. Dès cette époque, l'Union soviétique avait proposé la reprise en deux temps des travaux de la conférence de Genève (dont elle est coprésidente avec les Etats-Unis) : une phase préparatoire serait destinée à faire le point sur les procédures de discussions et l'ordre du jour, et une phase principale aurait pour but de négocier un règlement « juste et durable » du problème du Proche-Orient. L'O.C.P. affirmait le gouvernement soviétique, devrait participer à toutes les étapes de la négociation. Tout accord devrait, d'autre part, comprendre les trois éléments traditionnels de la politique soviétique :

- Retrait des troupes israéliennes de tous les territoires occupés en 1967 ;
- Respect du droit inaliénable des Palestiniens à créer leur propre Etat ;
- Garantie internationale de la sécurité et de l'inviolabilité des frontières de tous les Etats de la région.

Le document diffusé vendredi par l'agence Tass reprend d'une manière plus précise ces propositions. Contrairement au document du 28 avril, qui était extrêmement polémique à l'égard d'Israël et des Etats-Unis qualifiés respectivement d'« agresseurs » et de « protecteurs des agresseurs », la dernière note est dénuée de toute formule de propagande et son ton est beaucoup plus serin. Cela s'explique, bien sûr, par le fait qu'il ne s'agit pas d'une déclaration du gouvernement, mais d'un texte remis à plusieurs gouvernements étrangers. Mais peut-être cette différence de ton s'explique-t-elle aussi par le souci du Kremlin de rendre plus crédible sa nouvelle démarche, alors que le rôle de l'Union soviétique ne cesse de diminuer au Proche-Orient et que les forces palestiniennes et islamico-progressistes perdent du terrain au Liban.

Selon les auteurs de la note, la situation au Proche-Orient « reste extrêmement fragile et un nouveau conflit militaire peut y éclater à tout instant ». Cons-

JACQUES AMALRIC.

## LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE

### Quatre démissions et six nouveaux députés à l'Assemblée nationale

M. Francis Leenhardt, vice-président de l'Assemblée nationale, député socialiste du Vaucluse, devait présider, samedi 2 octobre, à 15 heures, la séance d'ouverture de la première session ordinaire 1976-1977 du Parlement. Cette séance devait avoir pour objet de fixer l'ordre du jour des deux premières semaines, tel qu'il fut établi le 16 septembre par la conférence des présidents. La session députera réellement le mardi 5 octobre, à 16 heures.

## Au Mexique

### UN OURAGAN PROVOQUE LA MORT DE PLUSIEURS CENTAINES DE PERSONNES

(De notre correspondant)

Mexico. — L'ouragan « Lisa » a provoqué, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, la mort de plusieurs centaines de personnes dans la ville de La Paz, capitale de l'Etat mexicain de Basse-Californie-Sud. Selon M. Aramburo, gouverneur de l'Etat, le nombre des victimes s'élève à trois cent trente-cinq. Cinq cents personnes au moins sont portées disparues, ensevelies notamment sous les coulées de boue provoquées par la crue des rivières.

Le tiers de la ville a été détruit par l'ouragan, qui a entraîné avec lui des vents de 200 km/h. De nombreux villages de la région ont été touchés et ont été isolés, les routes et les communications étant coupées. A Chimalila, un barrage en construction a été débordé. Au total, quelque quatre mille personnes auraient été blessées, et le nombre des sinistrés dépasserait quarante mille.

L'état d'urgence a été déclaré dans la région sinistrée. L'aéroport de la ville a pu être rouvert dès vendredi soir. Un pont aérien a été organisé entre Mexico et La Paz, et le président Luis Echeverría a rendu dans la région sinistrée à bord de l'un des premiers avions de secours. — J.C. [« Jusqu'ici », territoire, la Basse-Californie-Sud, qui n'est peuplée que de deux cent mille habitants, est devenue un Etat de la Fédération mexicaine, l'an dernier, en même temps que le Quintana-Roo, au sud du Yucatan. Ces deux Etats ont obtenu de nombreuses richesses minières, notamment des phosphates, l'état était en voie de développement rapide et se situait entre celui de tout le Mexique et la proportion de la jeunesse, scolarisée était la plus forte. La ville de La Paz, elle-même, a soixante mille habitants.]

## AU SÉNAT

Au Sénat, également, devait se dérouler samedi, à 15 heures, une séance de pure forme. Mardi, les sénateurs entendront l'éloge funèbre de Suzanne Crémieux (gauche-démocratique), décédée au début du mois de juillet, puis lecture de la déclaration gouvernementale sera faite par le garde des sceaux, M. Olivier Guichard. M. Maurice Pontalier, remplaçant de Suzanne Crémieux, et Gabriel Calmel, suppléant du nouveau ministre du commerce et de l'artisanat, M. Pierre Brousse, prendront ce jour respectivement possession de leur siège de sénateurs du Gard et de l'Hérault.

Notons que M. Alain Fohrer, président du Sénat, prenant la parole le 1<sup>er</sup> octobre devant les maires du Calvados, a réitéré l'ouverture d'un débat au cours de la session d'automne sur la question de la répartition des finances locales. Il a rappelé qu'une commission avait été désignée à cet effet et a regretté que le résultat de ses travaux ne soient pas connus. M. Fohrer a aussi dénoncé l'ingérence de certains fonctionnaires du ministère des finances « qui s'arrogent le droit de contrôler l'opportunité des dépenses municipales quand ils n'ont qu'un droit de contrôle sur celles-ci ».

## Dale Carnegie :



Dale Carnegie, fondateur

### Sachez parler en public en 14 soirées

EXPRIMEZ VOS IDEES. Développez assurance et facilité de contacts.

Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera enrichie par la méthode Carnegie, 100 % pratique, enseignée dans 38 pays.

Des anciens du Cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite.

**Lundi 4 Octobre, à 19h.**

Hôtel Sheraton, 19, rue du Cdt-Mouchotte, Paris-17<sup>e</sup> (métro Montparnasse). Renseignements : G. Weyn. Tél. : 954-61-06 et 954-62-31.

### « Que choisir ? » met en cause l'utilisation de filtres à l'amiante dans le traitement de certains vins

Des tests pratiqués sur vingt-neuf vins rouges (dix vins de table, trois vins de qualité de table, onze vins d'origine contrôlée) dans la présence de filtres d'amiante dans plusieurs de ceux-ci, l'Union fédérale des consommateurs publie dans le numéro d'octobre de sa revue « Que choisir ? » (1) les premiers résultats de ce test, qui seront complétés dans le numéro de novembre.

D'ores et déjà le laboratoire qui a pratiqué ce test a décelé la présence de fibres d'amiante au microscope optique dans quinze des vingt-neuf vins. La recherche se poursuit au microscope électronique qui permet de déterminer plus précisément la quantité de fibres. Sur dix échantillons, déjà testés avec cette méthode, sept en contenaient un

très grand nombre, de 2 millions au litre, jusqu'à 40 millions.

Cette présence dans le vin de fibres est due à l'utilisation de filtres à l'amiante, et l'interprétation des résultats se complique du fait que ces filtres assurent de façon très irrégulière en ce qui concerne l'utilisation de ces filtres pour les boissons alimentaires est actuellement interdite aux Etats-Unis. En France, une commission de l'amiante, une des ministères de l'agriculture, l'amiante, largement utilisé dans la construction, avait été mis en cause pour les risques qu'il fait courir aux travailleurs qui y sont exposés (le Monde des 12 novembre et 10 décembre 1975, 3 juillet 1976). La détermination des doses acceptables et la possibilité de courtes continuant à diviser les spécialistes, mais jusqu'à présent la question de la présence d'amiante dans les produits alimentaires n'avait pas été soulevée.

Les responsables de « Que choisir ? » ont demandé aux ministères intéressés l'interdiction immédiate de l'usage des filtres à l'amiante. Tout en poursuivant leurs tests au microscope électronique, ils écrivent aux fabricants qui produisent les vins testés « pour leur demander (...) à quelle date un changement interviendra dans leur procédé de filtration ». L'ensemble de ce dossier sera publié et « au vu de ces éléments », l'U.F.C.V. envisage un boycottage, à partir du 1<sup>er</sup> novembre, des marques dont le changement du procédé de filtration n'aura pas été décidé.

(1) 7, rue Léonard-Raynaud, Paris (16<sup>e</sup>), le numéro 5 8.

1500